



# Supplément « Sans visa » Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14805 - 6 F

SAMEDI 11 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## L'enjeu de la Crimée

L'HISTOIRE et la géographie - autant que l'effondrement de l'ancien empire soviétique - servent à attiser la conflictualité passionnelle, qui s'exacerbe entre la Russie et l'Ukraine pour la possession de la flotte de la mer Noire. En effet, pour étayer leurs thèses, les dirigeants de Moscou, suivis sans grande hésitation par la plupart des « démocrates » de Russie, n'hésitent pas à invoquer le passé de la presqu'île de Crimée - où se trouvent les principaux ports d'attache de cette flotte.

Le 8 janvier 1954, Nikita Khrouchtchev avait fait « don » à l'Ukraine de la Crimée, peuplée en majorité de Russes, pour commémorer le 300<sup>e</sup> anniversaire de l'union fraternelle entre Kiev et Moscou. Ce transfert de souveraineté était formel et se passa sans vagues, le seul vrai pouvoir étant alors au Kremlin. Mais il répondait à une logique géographique : l'Ukraine domine toute la côte nord de la mer Noire et commande les accès à la presqu'île de Crimée, ainsi que son alimentation en énergie, en eau, etc.

LES 2,4 millions d'habitants de la Crimée en ont tenu compte en votant, à une courte majorité, en faveur de l'indépendance de l'Ukraine le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Ils avaient en tête l'idée que leur niveau de vie serait mieux défendu par l'Ukraine, plus proche de l'Occident, que par une Russie éloignée de ses espaces asiatiques. Quant aux marins et officiers de la flotte, ils votèrent, eux, à 72 % en faveur de l'Ukraine, quoi qu'en disent désormais leurs commandants assujettis à Moscou.

Outre la géographie, l'économie et le « vote démocratique », l'Ukraine a un autre atout pour justifier ses trente-sept ans de « possession » de la Crimée et ses velléités aujourd'hui de s'approprier la flotte qui y mouille. Ce sont les Tatars, anciens maîtres de la presqu'île d'où ils furent déportés en 1944, et qui y reviennent aujourd'hui en courants continus vers d'Asie centrale, où les avait déportés Staline.

CE peuple joue maintenant la mesure où il a pour « ennemi principal » les autorités locales de Crimée, appartenant à l'ancien régime de l'époque brejnévienne qui s'étaient toujours opposés à son retour. C'est cette nomenclature russe locale qui téléguide des manifestations contre Kiev, qui freine toute privatisation des datchas de ce centre de villégiature désormais central (depuis la mise hors course de la Yougoslavie) du continent ex-communiste, qui s'oppose aux investissements étrangers et demande que le port militaire de Sébastopol reste « fermé » aux étrangers.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine prend donc, vu d'en bas, l'aspect d'un conflit entre l'ancienne ère et la nouvelle ère. En « haut », à l'exemple des dirigeants « démocrates » russes Eltsine, Sobtchak ou Roubtsov, les Russes n'ont pas renoncé à considérer la Crimée et sa flotte comme « historiquement russes », même si officiellement, pour obtenir l'adhésion de l'Ukraine à la Communauté des Etats indépendants, la Russie a cessé de contester les frontières ukrainiennes. Que la CEI mette irrémédiablement de l'huile, et la Crimée, ou, plus encore, le Donbass minier, alimenter et russe de l'Ouest ukrainien, offrent de nouveaux terrains de conflit à ceux qui ne savent assurer leur légitimité qu'en sollicitant les passions nationales.

Lire page 3  
l'article de JAN KRAUZE

M0147 - 0111 0 - 6.00 F



## Malgré la volonté proclamée de maîtriser les échanges commerciaux

### La visite de M. Bush au Japon n'a pas eu les effets attendus

Le voyage de M. Bush au Japon s'est achevé, jeudi 9 janvier, par la publication de plusieurs textes, dont l'accord sur la question automobile ne satisfait ni les constructeurs japonais ni les américains. Malgré la volonté commune affichée de contrôler les échanges commerciaux, les résultats économiques de cette visite paraissent décevants.



TOKYO

de notre correspondant

Alors que la guerre froide économique entre les deux pays doit être la « priorité absolue » de la politique des Etats-Unis et du Japon, ont affirmé le président George Bush et le premier ministre Kiichi Miyazawa dans le communiqué commun, baptisé

« déclaration de Tokyo », publié jeudi 9 janvier à l'issue de la visite du chef de l'Etat américain.

On ne pouvait guère « balayer » plus large le champ non seulement des relations bi-latérales mais encore des questions auxquelles est confrontée l'économie mondiale que ne l'ont fait Américains et Japonais au fil de la quarantaine de pages des trois principaux documents : à la

« déclaration de Tokyo » s'ajoutent une « stratégie concertée pour l'économie internationale » et un « plan d'action ».

En matière macro-économique, les deux pays se sont engagés à avoir une action concertée destinée à promouvoir la croissance.

PHILIPPE PONS

Lire la suite et nos informations page 14

## Les socialistes et la stratégie présidentielle

### M. Fabius s'engage en faveur de M. Rocard

M. Laurent Fabius, élu premier secrétaire du PS, jeudi 9 janvier, à la quasi-unanimité des membres du comité directeur, a aussitôt présenté M. Michel Rocard comme porteur de l'« espoir » des socialistes « et de très nombreux Français » pour la future élection présidentielle, et assuré l'ancien premier ministre de sa « loyauté ». Le numéro deux du PS sera un rocardien, M. Gérard Lindeberg.

Aussitôt après son élection au poste de premier secrétaire du Parti socialiste M. Fabius a assuré M. Rocard de sa « loyauté », en soulignant que l'ancien premier ministre, « pour les grandes élections à venir, porte l'espoir » des socialistes « et, plus largement, celui de très nombreux Français ». Le nouveau premier secrétaire a donné ainsi, d'emblée, le sens de l'accord politique qui a permis son accession à ce poste (et qui trouve aussi sa traduction dans le choix d'un rocardien, M. Gérard Lindeberg, comme numéro deux du PS, alors que les jospinistes revendiquaient ce poste).

Sans que l'on puisse conclure que le Parti socialiste fonctionnera désormais comme une « machine » au service de la candidature de M. Rocard à l'élection présidentielle, celle-ci est néanmoins reconnue et confortée par les conditions de la désignation de M. Fabius.

Le député de la Seine-Maritime a pris soin de réaffirmer aussi sa « fidélité » envers M. François Mitterrand, tout en indiquant qu'il s'en tiendra, sur la question du mode de scrutin pour les élections législatives, aux textes officiels du parti, proposant de rechercher une meilleure représentation des minorités sans mettre en cause la logique majoritaire du système actuel.

PATRICK JARREAU

Lire la suite et les articles de BRUNO CAUSSE et d'ALAIN ROLLAT page 8

## Les « archives à retardement » de la Stasi

Des milliers d'Allemands veulent consulter les dossiers de la police politique de l'ex-RDA

BERLIN

de notre correspondant

Plus de cent mille Berlinoises ont déjà demandé à consulter le dossier établi sur leur compte par la Stasi depuis l'ouverture officielle, le 2 janvier, des archives de l'ancienne police politique est-allemande. Le scénario est le même dans les quatorze centres régionaux de la Stasi répartis sur le

territoire de l'ex-RDA. A Dresde, le journal local a fait fortune, mardi dernier, en imprimant dans ses pages le formulaire nécessaire pour obtenir son fichier. Les premiers à pouvoir consulter leur dossier ont été une poignée de victimes connues de la Stasi, ayant appartenu aux mouvements de dissidents de l'ancienne RDA, et quelques personnes, plus anonymes, choisies

pour avoir été particulièrement persécutées sous l'ancien régime communiste. Certains critères ont été établis par le commissariat de Berlin chargé de cette tâche pour permettre à ceux qui en ont le plus besoin de consulter leur dossier assez rapidement. Sinon, il faudra des mois, voire des années, pour satisfaire tous les ayant droit. Depuis le début des années 50, la Stasi a répertorié

près de six millions de noms. Selon le porte-parole du commissariat, M. David Gill, un à deux millions de personnes auraient fait l'objet d'un dossier.

Jusqu'à présent, le commissariat, institué l'année dernière par le traité d'unification entre les deux Allemagnes, était seul habilité à avoir accès à ces dossiers.

HENRI DE BRESSON  
Lire la suite page 4

Préparation de nos prochaines ventes  
**CHRISTIE'S**

### Expertises de Janvier

Afin de préparer nos prochaines ventes, nos spécialistes se tiendront à votre disposition à Paris pour conseils et estimations gratuites.

#### Tableaux et Dessins du XIXe

Polly Sartori, 13-14 janvier  
Mark Poltimore, 16-17 janvier

#### Art Espagnol

Pedro Girao, 20 janvier

#### Orfèvrerie

Thierry de Lachaise, 30-31 janvier

#### Art Islamique et Tapis

William Robinson, 23-24 janvier

Pour information et rendez-vous veuillez contacter :

Christie's

6, rue Paul Baudry, 75008 Paris

Tél: (1) 42 56 17 66. Fax: (1) 42 56 26 01

Aix en Provence, tél: 42 96 43 94 - Bordeaux, tél: 56 81 65 47

Lyon, tél: 78 43 72 44 - Monaco, tél: 93 25 19 33

## L'imbroglio de Versailles

Emotion dans la cité royale : l'armée songe à vendre une partie de son riche patrimoine immobilier

par Emmanuel de Roux

« Vue imprenable sur le château » Versailles-on cette affiche annonçant la construction d'un nouvel ensemble d'immeubles dans les faubourgs de Versailles ? L'armée serait en train d'y vendre le terrain des Mortemets à des promoteurs immobiliers. Du coup, les défenseurs du vieux Versailles montent au créneau et dénoncent cet échange scélérate : « De la pierre contre des canons ». L'affaire est plus complexe. C'est en réalité, à l'intérieur du domaine de l'Etat, un énorme jeu de taquin qui se met en place, sous l'œil sourcilieux de la ville et du département des Yvelines, des élus locaux et des associations de défense du patrimoine.

Les militaires aimeraient se débarrasser du terrain des Mortemets, mais s'accrochent à celui des Matelots ; le château voudrait récupérer l'hôpital Larrey ; le conseil général a des vues sur la gendarmerie de Chévreteux ; le ministère de l'Agriculture se pose des questions sur l'extension de son centre de recherche, et le ministère de l'Éducation natio-

nale a sur les bras un arborescent qu'il a du mal à gérer. Si toutes ces parcelles appartiennent à l'Etat, leur statut juridique est flou, leur affectation a changé au fil du temps, des bâtiments ont été élevés sans permis de construire, et des sous-locations ont été tolérées.

L'histoire de la cité royale explique en partie cet imbroglio. Après 1871, elle est devenue une ville de garnison. Les écuries princières furent transformées en quartiers de cavalerie, des hôtels en bureaux ou en mess d'officiers, et les communs du château en hôpital militaire. Des portions considérables du parc (environ 12 000 hectares à la veille de la Révolution) furent converties en camps, terrains de manœuvres ou en dépôts. « A la fin du dix-neuvième siècle, les quatre cinquièmes de la commune étaient occupés par l'armée, explique son maire, André Damien (UDF-CDS). Nous avons récupéré l'essentiel, mais le ministère de la défense y a encore quelques beaux atouts ».

Lire la suite page 11

## Huitième République en Yougoslavie

Les Serbes de Bosnie-Herzégovine proclament la naissance d'une nouvelle entité politique

page 4

## Le processus de paix au Cambodge

L'ONU accélère le mouvement

page 6

## Les relations franco-israéliennes

M. Dumas fait un bilan positif de sa visite à Jérusalem

page 7

## La contre-offensive de M. Chirac

Face à la demande de MM. Giscard d'Estaing et Pasqua, le président du RPR refuse l'idée d'un parti unique de l'opposition

page 20

## L'Eglise et l'affaire Touvier

André Mandouze et Marc Ferro donnent leurs points de vue

page 2

## La justice libyenne et le DC-10 d'UTA

La veuve du commandant de bord a eu accès au dossier

page 9

## SANS VISA

■ Rome, les fantômes du Duce ■ Coup d'œil : l'Europe en zigzag ■ Escapes ■ A Paris : la Seine sauvée des eaux ■ En France : chateaux de la Vierge ■ Parcours : Claude Lagoutte, le mémorial du voyage ■ Table : Bœuf mode ■ Jeux

pages 21 à 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30



## DÉBATS

L'affaire Touvier

## Jusques à quand, ô mon Eglise ?

par André Mandouze

O mon Eglise - pourquoi ne pas le reconnaître d'emblée ? - comme ton visage paraît aujourd'hui souillé !

Certes, toute honte bue tu es apprise du monde à panser et, en ces temps de médiatisation forcée, il est, pour ta publicité, quel-ques-uns de tes grands-prêtres qui se sont fait une spécialité de disserter volontiers à la télévision et prétendent représenter la masse des fidèles qu'ils ne consultent jamais, sinon occasionnellement pour la forme.

Mais voilà ! L'affaire Touvier rebondit. Elle te saute à la figure, et tu ne vas pas t'en tirer comme cela, en dépit des acrobaties de tes porte-parole attirés qui tentent déjà de faire croire à une « bavure », regrettable certes, mais ne compromettant que quelques comparses parmi tes serviteurs. Et, connaissant certaines de ces bonnes âmes que tu préfères à de vrais conseillers et à de bons théologues, suspects de porter ombrage à tes dignitaires, il me vient un doute : après avoir, dans un premier mouvement - ce dont on doit te savoir gré - cédé à une commission faite de savants intègres, historiens réputés et chrétiens équilibrés, le soin d'établir un rapport circonstancié sur cette triste affaire, est-ce que tu ne vas pas les laisser attaquer comme de vulgaires « progressistes » qui t'auraient porté un mauvais coup ?

O mon Eglise, tu es beau, négli-geant les Pères de tes origines, l'entière à confondre, pour ton plus grand mal, le statut clérical et l'idéal monastique ; tu es beau, ce faisant, ne plus avoir - dans la communion catholique et contrai-nement à ce qu'on trouvait si sou-vent à tes débuts - d'évêques fils d'évêques et de prêtres fils de prêtres ; il n'empêche que les épi-scopes d'aujourd'hui, ressemblant comme s'ils en descendent en ligne directe, à ces évêques qui, au temps de l'Occupation, ont été sautés par un très petit nombre, tous pécheurs.

## Contre la démocratie et la laïcité

Tu sais bien qu'à cette grave affirmation tu ne peux rien objec-ter. Mon âge, en effet, et ma res-ponsabilité auprès du Père Chail-let m'ont valu le dur privilège de rencontrer personnellement bon nombre de ces évêques pour essayer d'empêcher que la Bonne Nouvelle ne devienne alors, dans notre pays, synonyme de déshon-neur. Nous venons de célébrer précieusement les cinquante ans de ce *Témoin chrétien* dont l'ac-tion clandestine t'a sauvée, ô mon

Eglise, qui ne peux en disconvenir, mais qui ne t'a pas convertie pour autant.

Tu aurais vraiment tort de pro-tester et de prétendre récrire ton histoire - celle de cette époque - alors que l'affaire Touvier lève la voile sur une clandestinité où tu as réussi, avec des complicités remontant très haut, à faire échap-per, pendant plus de quarante ans, un tortionnaire et un assassin à la justice de son pays. Oh, je sais, tu vas plaider pour toi-même les cir-constances atténuantes, dire que tu as été abusé, que tu as, somme toute, voulu faire la même chose que les résistants, bref tu ne vas pas manquer de justifier ta curieuse conception du droit d'asile comme une réplique à cer-tains règlements de compte inad-missibles de la Libération.

Mais ne crois-tu pas, ô mon Eglise, que tu aggraves au contraire ton cas quand, sans com-plexer, tu l'arroges le droit de te substituer à la justice de la société civile en te proclamant supérieure à celle-ci ? Ne vois-tu pas que - en cela fidèle à un document assez récent de ton Saint-Office rénové - tu t'inscris encore dans le droit-fil du *Syllabus*, et que c'est en somme la légitimité de notre démocratie que tu contestes et la laïcité de l'Etat contre laquelle, de fait, tu t'inscris en faux. Rappelle-toi, mais rappelle-toi donc que, lorsque pour le bicentenaire de 1789 la République a voulu hono-rer l'abbé Grégoire, tu as tenu à manifester par ton absence que décidément, malgré certaines ten-tatives de récupérations circons-tanciées et intéressées, liberté, égalité, fraternité ne trouvaient point de place dans ton pro-gramme de vie.

Le plus grave, vois-tu, c'est la constance avec laquelle tu parles du Peuple de Dieu tout en traitant ses membres comme des mou-tous ; la constance avec laquelle, après avoir « perdu la classe ouvrière », tu t'es acharné contre les partis et les syndicats qui pou-vaient la représenter, ainsi que sur les prêtres-ouvriers qui y avaient acquis droit de cité ; la constance avec laquelle tu te proposes une bonne fois à combattre en Améri-que latine les communautés de base et les théologiens de la libé-ration. A se demander si, dans ce dernier cas, tu n'agis pas ainsi, précisément parce qu'il s'agit là de la partie du monde où les catholi-ques sont en passe de devenir les plus nombreux et que, peut-être, ô mon Eglise venue d'Orient, tu crains de perdre une suprématie occidentale et vaticane qui pour-rait ne t'est pas convenue !

Et comment expliquer que, catholique, tu sois aveugle au

point de prétendre défendre la vie humaine à tout prix en négligeant autorités scientifiques et réalités sociales, mais aussi en l'accommo-dant de voyages très médiatisés traversant des populations souvent victimes de la misère et/ou en butte à des régimes policiers et tyranniques, ou au contraire en te tenant toi-même soigneusement éloigné, Eglise qui n'est pas seule-ment catholique, de lieux où les batailles actuelles, par exemple dans une Yougoslavie en lam-beaux, pourraient peut-être s'arrêter si l'occuménisme était autre chose qu'un thème tradition-nel de sermon, une fois par an, précisément au mois de janvier ?

## Infidèle à Jésus-Christ

As-tu songé, ô mon Eglise dont le comportement est si souvent infidèle à ce Jésus-Christ que tu proclames ton maître et ton modèle, oui, as-tu songé que c'est finalement sur ta tête que tu as accumulé des charbons ardents en suggérant, sans le vouloir, entre toi et l'ancien univers commu-niste, un parallèle passablement hallucinant pour ce qui est du conservatisme autoritaire ? Toi qui aujourd'hui te flattes, ou te laisses flatter, d'avoir contribué, toi catholique, protestante ou orthodoxe, à porter ici ou là le coup de grâce au système commu-niste, as-tu songé que la dénoncia-tion de l'effroyable distorsion entre un idéal proclamé et la pra-tique de ceux qui le déignent pour-rait bien ne pas s'appliquer seule-ment à tes anciens adver-saires, mais se retourner désor-mais contre toi de plein fouet ?

As-tu songé à la façon dont, comparant le peu que tu fais à tout ce que tu es censé faire, les non-chrétiens - qui forment une large majorité de la planète - sont méprisamment conduits par toi-même à considérer comme une mortelle aléatoire l'attitude assez générale des membres de ces Eglises qui, en dépit d'assez timides protestations périodiques contre les hiérarchies ecclésiasti-ques, laissent pratiquement tou-jours le dernier mot à celles-ci ? As-tu, oui ou non, pensé que cette situation est devenue si intolérable à un nombre non négligeable des tiens que, même si tu feins de l'ignorer, ce sont souvent les meil-leurs de tes fils et de tes filles qui te reprochent de ne pas t'appliquer à te quitter définitivement ?

O mon Eglise, je l'accuse, mais en te reconnaissant encore pour ma part (et malgré tout) pour mon Eglise, c'est moi-même en même temps que j'accuse, et avec moi, mes frères chrétiens, pour non-

assistance à personne en danger, cette personne étant toi. Car, lors-que je me retourne et reviens sur ma longue vie, je suis bien obligé de constater que, à force de nous cogner à ton aveuglement, à ta surdité, à ta suffisance, nous ten-dons pratiquement, nous chrétiens de toutes confessions, à baisser les bras, désespérant de jamais te voir ou te faire bouger, mais investis-sant tout naturellement la plus grande partie de nos possibilités humaines dans l'édification d'une société dont tu voudrais continuer à être indépendante, voire concu-rrente, mais dont la dynamique même de l'incarnation finira bien par t'amener à faire partie.

O mon Eglise, quand donc te réveilleras-tu ? Ce qui est sûr, c'est que le premier signe crédible de ton réveil consiste à ce que tu commences, devant Dieu et devant les hommes, par reconnaître que tu es péché. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas en prétendant te substituer à la justice humaine que tu convain-crás les hommes que le modèle du pardon est de pardonner à ceux qui s'acharnent contre l'innocence. Ce qui est sûr, c'est que toute démarche de pardon doit impli-quer d'abord réparation pour les victimes des bonheurs.

O mon Eglise, quand finiras-tu par demander toi-même tes humi-liations de pardon qui pourrai-ent enfin, à l'image de ton Dieu, t'hu-maniser ?

► André Mandouze est profes-sor honoraire à la Sorbonne.

## Glasnost à la française

par Marc Ferro

EN confiant à une commis-sion d'historiens le soin de faire une enquête sur la protection dont a pu bénéfi-cier un ancien milicien, Mgr Decourtray a apporté une dimension nouvelle à la vie démocratique dans notre pays. Cette glasnost à la française constitue un tournant essentiel, d'autant que les conclusions de l'enquête ont été largement ren-dues publiques et que la com-mission présidée par René Rémond était composée d'his-toriens d'une compétence et d'une notoriété incontestées.

Le fait nouveau, en l'occur-rence, est bien que cette enquête sur des actes doulou-reux du passé de notre société n'a pas été soumise à un tribu-nal, à des juges, mais qu'elle se soit achevée sur un diagnostic établi par une commission d'his-toriens. Naguère, en bien des occasions déjà, on avait pu s'in-terroger sur la qualité d'un tribu-nal à analyser une situation his-torique. Aujourd'hui, grâce à l'initiative d'un membre de l'Eglise, ce diagnostic ainsi fourni inaugure dans l'implicite un nouvel élargissement, et remarquable, de l'activité démocratique.

Déjà, l'an dernier, en effet, à l'occasion de la guerre du Golfe, un pas important avait été fran-chi dans le domaine de l'informa-tion. Alors que jusque-là, depuis de longues décennies, les différents corps sociaux et autres institutions revendi-

quaient leur liberté face aux ten-tacules d'un Etat ou d'un gou-vernement gâtés par la tenta-tion absolutiste - on réclamait, à juste titre, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, etc., - on s'est aperçu, avec les dérives d'une informa-tion uniformisée, à la télévision notamment, que la liberté de l'information était certes un droit, mais que les citoyens devaient pouvoir jouir d'un autre droit, celui de savoir comment ils étaient informés...

Jean-François Revel remar-quit récemment que la qualité d'une démocratie tient, entre autres, à l'évaluation périodique de l'activité des élus ; ainsi peut-on s'en débarrasser et éventuellement changer de poli-tique. On juge également de la qualité d'une démocratie à l'équilibre de ses pouvoirs.

Une troisième dimension vient d'apparaître. Pour qu'une démoc-ratie véritable existe, il faudrait que chaque ordre - juridique, médical, universitaire, etc., - cesse d'arquer de son droit à l'autonomie, à la liberté pour refuser à d'autres groupes de citoyens le droit de procéder à une contre-analyse de ses modes de fonctionnement.

► Marc Ferro est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

## COURRIER

## Droit de cité

Sans doute se félicitent-ils, parmi les cristes si l'on évoquait la République de Platon, depuis que se pose la question des droits civiques accordés ou non aux étrangers européens résidant en France. En ces temps d'anathèmes, la plus élémen-taire prudence dicte de se référer à un ouvrage paru en 1855, *Diction-naire des rues et monuments de Paris*, de F. et L. Lézard.

Nous sommes en 1606. François Mizon cumule les charges de prévôt des marchands et de lieutenant civil du Châtelet. Autant dire que toute l'administration de la ville est entre ses mains. En outre, l'appui du roi Henri IV lui est acquis.

« Plusieurs banquiers lombards enrichis voulurent faire partie du corps municipal, où ne pouvaient être appelés que des Parisiens. A prix d'argent, ils avaient gagné à leur cause un parti important. Le 5 octobre, Mizon convoqua l'assem-blée de ville. Il lut la pétition des Lombards, puis, ayant cité son faveu-rail de la part du premier éche-vin, il combattit leur demande en ces termes : « L'argent n'occulte ni l'intelligence ni le cœur. Pour quoi détruire une coutume que l'expé-rience des siècles a consacrée ? N'oubliez pas cette réflexion que nos bons et dignes aïeux ont regardée comme » vérité : que les hommes transpirent les ne prennent aucun soin des » monuments qui n'ont point » ombragé leur ber-ceau. »

La pétition fut repoussée par soixante-douze voix sur soixante-treize. »

PIERRE ORDIONI (Paris)

## Minitel rose et sida

Dans l'ère de communication dans laquelle nous vivons, l'inter-diction devrait être l'exception, l'éducation la règle. Or on ne censure pas un phénomène de société, même si cela dérange quelques âmes pudibondes, par des décrets ou des sursurveys redhibitoires. Le Minitel rose est entré dans les mœurs de notre temps, et ses détracteurs rappellent les défen-seurs de la morale effarouchés par les sex-shops de Pigalle ou de Copenhague, il y a quelque trente ans. Mais la pornographie, comme toute notion morale, étant tout à fait relative dans le temps, les sex-shops, ayant perdu leur attrait par la levée de l'interdit, ne font plus recette, et Pigalle s'embourgeoise. Et si personne ne demande plus la censure des films pornographiques, dont les titres racoleurs s'offrent à tous les regards, on ne voit pas au nom de quelle logique on interdi-rait les messages roses (...)

## Attente

Les gens autour de moi sont tristes et résignés, et pourtant ils continuent à vivre. Il y a une dizaine d'années, nous avions encore l'espoir d'un avenir meilleur. Quand je lisais 1984, je pen-sais que ce que décrivait G. Orwell n'était pas possible pour notre génération. Je croyais que l'an 2000 technologique impliquerait un réel changement sur le plan humain, avec de nouvelles valeurs de pensée et de vie. Aujourd'hui, je constate une décadence chronique dans laquelle chaque égoïste que nous sommes se complait libé-ment. Qui peut changer cela ? Comment ? Nous attendons tous quelque chose, mais nous ne savons pas quoi.

DOCTEUR D. VIZA (Paris)

JOCELYNE BONZOM-FABRE (Toulouse)

Les otages français au Liban

Une lettre de M<sup>me</sup> Marie Seurat à M. Roland Dumas

M<sup>me</sup> Marie Seurat, l'épouse de Michel Seurat, nous a transmis la lettre qu'elle a adressée le 23 décembre 1991 à M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. Le chercheur français Michel Seurat a été pris en otage à Beyrouth le 22 mai 1985. Son « red-emption » a été annoncée par le Jihad islamique le 5 mars 1986.

Monsieur le ministre d'Etat, La joie que nous avons tous eue à voir revenir ceux des otages qui ont eu la chance de rester vivants ne sera complète que lorsque le nécessaire aura été fait pour rapa-trier la dépouille de celui qui est mort pendant sa captivité.

Il m'importe que mes deux filles puissent enfin déposer des fleurs sur la tombe de leur père. Je sou-haite pouvoir moi-même m'y recueillir en même temps que toute la famille de Michel Seurat. Il m'a toujours semblé par ailleurs que le droit d'enterrer ses morts était le plus élémentaire des droits de l'homme et du citoyen.

Depuis cinq ans, je réclame le rapatriement de la dépouille de mon mari. Longue est la liste des autorités que j'ai tour à tour solli-citées : conseiller diplomatique du président, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, secrétaire général du Quai d'Orsay et d'au-

tres. Je n'ai reçu que des bonnes paroles et de fausses assurances, promesses sans suite et propos de courtoisie.

J'observe que la France est aujourd'hui la seule puissance qui ne revendique pas la dépouille de son otage décédé.

Pour les leurs, les Américains, les Libanais, les Israéliens ont tous entrepris, avec succès, des démarches en ce sens, tout à fait publiques et reconnues. Si la France ne peut y parvenir par ses propres moyens, malgré ses bons rapports actuels avec l'Iran, per-mettez-moi, monsieur le ministre d'Etat, de vous suggérer que le CICR ou les Nations unies pour-raient très bien s'en charger.

Il m'est revenu, monsieur le ministre d'Etat, que vous vous étiez enquis lors de votre récent voyage au Liban, au cours d'une réception mondaine, des conditions et des raisons de la disparition de Michel Seurat. Si cette information est exacte, je ne peux que me réjouir de la distraction de votre curiosité. Ces conditions et ces raisons ont été cent fois décriées, y compris dans la presse, et Jean-Paul Kauffmann en a fait longuement état (1).

Je me permets donc de vous demander personnellement les mesures pratiques que vous avez prises afin de faire aboutir une demande vieille de cinq ans. Je

suis convaincue, comme vous je le suppose, que l'heure des propos évasifs, ou dilatoires, est passée après les événements qui se suc-cèdent au Liban sans discontinuer depuis quelques mois.

Je vous prie d'agréer, monsieur le ministre d'Etat, l'expression de mes sentiments distingués.

MARIE SEURAT

(1) Je n'ai pas cru bon ici d'entrer dans les détails d'une conversation que le ministre a eu au cours de cette réception avec un ami de Michel, Jean Hanooyer, directeur du CEROC, centre d'études auquel collaborait mon époux à Beyrouth. Pour une meilleure compréhension de cette phrase, voici les propos qu'a tenus M. Roland Dumas après de Jean Hanooyer et que celui-ci est en mesure de confirmer : « *Finement, s'il en est, qui s'est passé avec cette histoire de Michel Seurat ? Mais pourquoi n'est-il pas sorti ?* » Jean Hanooyer, interloqué, m'a rapporté qu'il a entendu crier le ministre lui demander : « *Sait-on où il est enterré ? Que peut-on faire ?* » De tels propos de la part d'un ministre en fonction depuis le retour en 1988 des der-niers otages français, lesquels ont confirmé la fin tragique de mon mari, sont-ils à mettre au compte de l'ébour-derie, de l'ignorance, ou de l'indifférence ? Je crains qu'ils ne relèvent des trois à la fois.

**GLOBE**  
numéro double  
**l'europe contre les tribus**  
alexandre adler  
isaiah berlin  
gérard chaliand  
jean gatty  
guy konopnicki  
antonin liehm  
michel foucher  
et aussi :  
**le roman noir de 93** par andré bercoff



# ÉTRANGER

La querelle russo-ukrainienne sur la flotte de la mer Noire

## M. Boris Eltsine jette le masque

Le différend russo-ukrainien sur la flotte de la mer Noire s'aggrave. Le président russe, M. Eltsine, a affirmé jeudi avec force que celle-ci resterait russe. Le président ukrainien, M. Kravtchouk, a attaqué en termes très vifs le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces de la Communauté. Ces déclarations interviennent au moment où des restrictions au commerce entre les anciennes Républiques soviétiques s'accroissent, sur fond de pénurie alimentaire.

MOSCOU

de notre correspondant

« Personne n'enlèvera à la Russie la flotte de la mer Noire, et en particulier pas Kravtchouk », cette fois, M. Boris Eltsine a dit les choses aussi clairement et aussi brutalement qu'il est possible. Il n'est plus question de faire semblant de défendre les intérêts de la Communauté des États indépendants, mais bien d'exprimer la colère et la frustration des dirigeants russes, défaits dans leur puissance et leur suprématie « historiques » par l'attitude de l'Ukraine et de son président, Leonid Kravtchouk.

« La flotte de la mer Noire a été, est et sera russe », a déclaré M. Eltsine, s'adressant, à travers un mauvais mégaphone, au personnel d'une usine d'aviation d'Oulianovsk. Le président russe a certes ajouté qu'il ne fallait pas « se disputer avec l'Ukraine », mais établit avec ce pays « des relations normales », ne serait-ce qu'en raison de la présence à l'intérieur de ses frontières de « onze millions de Russes ». Cela ne l'a pas empêché d'affirmer avec force

qu'il avait placé « sous sa protection » les commandants de la flotte de la mer Noire et leur avait fait savoir qu'il était hors de question que les équipages prêtent serment de fidélité à l'Ukraine.

Parallèlement, le commandant en chef de l'ensemble de la marine théoriquement « communautaire », l'amiral Tchernavine, s'est étonné de la volonté exprimée par l'Ukraine de s'affirmer en tant que puissance maritime. « Où l'Ukraine a-t-elle été chercher cela ? Elle n'a jamais été une puissance maritime », a affirmé l'amiral dans une interview publiée jeudi par le quotidien conservateur *Sovetskaja Rossiia*.

Le même jour, l'ambassadeur d'Ukraine à Moscou, confronté aux questions souvent contradictoires de journalistes russes qui s'étonnaient des appétits militaires de l'Ukraine, répondait avec une ironie mordante : « Pourquoi tenez-vous absolument à faire porter ce fardeau (l'entretien des unités stationnées en Ukraine) à la Russie ? Ayez un peu pitié du peuple russe. L'Ukraine veut soulager la Russie de son fardeau militaire... »

Bref, il y a de l'orage - et de la rage - dans l'air, comme en témoigne la réaction outrée du correspondant de l'ex-empire de l'armée soviétique, l'*Étoile rouge*, à cette pique de l'ambassadeur.

Pourtant, à Kiev, les dirigeants ukrainiens ne donnent pas de signes d'inquiétude particulière et maintiennent - du moins publiquement - leur attitude de fermeté. Jeudi, devant un parterre de trois cents officiers supérieurs, dont une bonne cinquantaine de généraux, le président ukrainien a

exposé les principes de sa politique de défense. Les commandants des trois régions militaires situées en territoire ukrainien ainsi que l'amiral Kasatonov, commandant de la flotte de la mer Noire, avaient répondu à l'invitation. Ils ont donc entendu le ministre ukrainien de la défense, le général Morozov, expliquer que les dirigeants de la République avaient le devoir de réaliser les vœux exprimés par la population lors du référendum sur l'indépendance.

Un télégramme chiffré

De son côté, le premier ministre, M. Sokine, a souligné que l'Ukraine « ferait face à ses obligations » à l'égard des militaires présents sur son sol, c'est-à-dire qu'elle paierait leurs prestations sociales et leurs retraites - aspect des choses nullement négligé dans la situation actuelle.

Pour sa part, le président Leonid Kravtchouk s'en est pris en termes très vifs au maréchal Chapochnikov, ex-ministre soviétique de la défense et actuel commandant en chef des forces de la Communauté. Il lui a en particulier reproché l'envoi d'un télégramme chiffré enjoignant aux unités de l'armée de prêter serment de fidélité à la Russie, au moment même où sont conduites les cérémonies de prestation d'allégeance à l'Ukraine. Cette consigne, surprenante de la part d'un homme qui doit être responsable d'un accord établi entre les différents présidents de la CEI, a également été très mal accueillie par le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev. L'avenir du maréchal Chapochnikov à ce poste sem-

ble d'ailleurs désormais compromis, du moins si l'on en croit les déclarations lourdes de sens faites par M. Kravtchouk : « Je regrette profondément d'avoir donné mon accord à la nomination du maréchal Chapochnikov comme commandant en chef et je vais corriger mon erreur... »

Comme pour prouver que M. Kravtchouk gardait la situation bien en main, cette rencontre entre les dirigeants ukrainiens et les chefs militaires s'est terminée par le vote d'une résolution appelant les unités déployées en Ukraine à « exprimer leur fidélité au peuple ukrainien ». Les commandants des régions militaires et de la flotte de la mer Noire se sont certes abstenus (le commandant de la région de Kiev a même voté contre), mais cela n'a pas empêché la résolution d'être adoptée à une écrasante majorité, en présence du représentant de la Russie, du chargé d'affaires français et de quelques journalistes : de toute évidence, les dirigeants ukrainiens avaient préféré que cette très étonnante réunion se passe « avec témoins ».

Il n'empêche que M. Kravtchouk n'est certainement pas au bout de ses peines, que la Russie n'acceptera pas sans réagir d'être ainsi menée par le bout du nez et que les signes de graves tiraillements au sein de la Communauté se multiplient. Le gouvernement russe a ainsi rendu public jeudi un décret en date du 29 décembre dernier qui interdit l'exportation d'un certain nombre de biens de consommation, notamment alimentaires, vers d'autres États de la Communauté. En principe, cette mesure ne s'applique qu'aux États qui ont eux-mêmes imposé des restrictions à l'ex-

portation de biens de consommation vers la Fédération de Russie. Mais les innombrables difficultés nées un peu partout de la libération des prix sur fond de pénurie générale risquent de donner le départ d'une véritable guerre commerciale et monétaire entre les ex-Républiques.

Par ailleurs, M. Guennadi Bourboulis, qui dirige le gouvernement russe tout en ayant que le titre de vice-premier ministre, a tenu jeudi des propos pleins de menaces voilées. Evoquant les difficultés actuelles avec l'Ukraine, M. Bourboulis, qui s'adressait

au personnel du ministère des affaires étrangères, a notamment déclaré, selon l'agence Interfax : « Nous agissons avec beaucoup de tact. Nous n'avons pas fait référence à notre pétrole, ni à nos autres réserves, mais le gouvernement russe est prêt à un dialogue plus réaliste. »

M. Bourboulis a d'autre part expliqué que certaines questions de frontière entre les différents États de la Communauté « qui n'avaient pas été discutées jusqu'à présent » devraient être soulevées.

JAN KRAUZE

Le président russe en province

## Le pain, la viande et les Allemands

MOSCOU

de notre correspondant

« Le temps des applaudissements est terminé. » A peine avait-il atteint à Saratov sur la Volga, que Boris Eltsine donnait lui-même le ton de la tournée qu'il a entreprise dans différentes provinces de Russie et qui devait le mener, vendredi 10 janvier, à Nijni-Novgorod, l'ex-Gorki. Partout, il développe le même thème : « J'ai pris sur moi de faire ce que les dirigeants de ce pays n'ont pas eu le courage de faire depuis des années, à savoir libérer les prix. Mesure forcément douloureuse et impopulaire, mais indispensable (...) Si cela avait été fait il y a trois ans, aujourd'hui nous vivrions normalement. »

Défendant cette libéralisation annoncée dès l'automne dernier dans son grand discours devant le Parlement de Russie, M. Eltsine exhorte à la patience et promet une possible « stabilisation » dans six ou huit mois. Fidèle à son image, il n'a pas hésité à aller porter la bonne parole là où ses propos risquaient d'être le plus mal accueillis : dans les magasins. Autant qu'il soit possible d'en juger à travers les images diffusées par la télévision moscovite, ces rencontres paraissent plus spontanées que celles de même nature effectuées naguère par M. Gorbatchev.

Les interlocuteurs du président russe n'ont pas manqué de

dire ce qu'ils avaient sur le cœur. Sur les bords de la Volga, il ne s'agissait pas seulement de prix et de produits, mais aussi de fierté nationale. La population locale a clairement exprimé ses craintes d'être sacrifiée aux intérêts économiques de la Russie, au terme d'un marché qui verrait la création, « par étapes », d'une région autonome des Allemands de la Volga, en échange d'une « aide accrue du gouvernement de Bonn ». « Plutôt un bout de pain russe, mais russe, qu'un gros morceau de viande d'Allemagne », proclamait fièrement une pancarte. Sur ce plan, Boris Eltsine a tout fait pour rassurer ses auditeurs et pour décevoir les Allemands : « Il n'est pas question d'accorder l'autonomie là où les Allemands ne représentent pas la majorité absolue », a ainsi déclaré le président russe, mentionnant même le pourcentage de 90 % qui constituerait un seuil minimum pour qu'une telle autonomie puisse être concédée.

En fait, à en croire M. Eltsine, les Allemands risquent de devoir se contenter de territoires « vides ». Le président russe a en particulier parlé du vaste polygone, désaffecté et écologiquement sinistré, qui pourrait constituer, comme l'avait annoncé M. Eltsine à Bonn, le foyer de ces nouveaux territoires autonomes.

J. K.

Les suites du démantèlement de l'URSS

## La ruée des chercheurs vers l'Ouest

COPENHAGUE

de notre correspondant

La direction de l'Institut de recherche atomique Niels-Bohr, qui dépend de l'université de Copenhague, est placée devant un dilemme : elle doit pourvoir deux postes vacants qui, dans le cadre d'accords existants, devaient, en principe, être attribués à de jeunes physiciens scandinaves, trente-sept provenant de pays qui, il y a deux ans encore, se réclamaient du communisme, le quart des postulants étant originaires de l'ex-URSS.

Parmi eux figurent quelques éminents savants bien au-dessus du niveau de diplômes et de connaissances exigé pour occuper ces places. Que faire ? S'attacher quelques-uns de ces brillants cerveaux est tentant. Mais peut-on se permettre de se « procurer » leur coopération au rabais - même s'ils ont l'air totalement indifférents aux honneurs et au montant des émoluments qui leur seraient proposés - et cela au détriment de jeunes espoirs ?

Le cas de l'Institut Niels-Bohr n'est pas unique en son genre. Depuis quelques mois, de très nombreux chercheurs et professeurs ont quitté pour occuper ces places, ont commencé à émigrer discrètement dans une série de capitales européennes et aux États-Unis, où ils ont été accueillis à bras ouverts. Si les choses évoluent dans un sens positif dans la CEI, ils retourneront vraisemblablement dans leurs pays, où ils ont dû laisser parents, amis et confrères.

Tel est, par exemple, le cas de l'astrophysicien Igor Novikov, qui enseigne à l'Observatoire de Copenhague tout en continuant à surveiller quasi normalement les travaux de la section qu'il dirigeait depuis vingt ans à l'Institut Lebedev de Moscou. Au Danemark, il a en outre l'avantage de pouvoir se faire accompagner de son épouse, ce qui n'est pas le cas aux États-Unis.

CAMILLE OLSEN

GÉORGIE

## L'avenir incertain d'Edouard Chevardnadze

TBILISSI

de notre envoyé spécial

« C'est un Géorgien - Staline - qui a créé l'URSS. Et c'est un autre Géorgien - Chevardnadze - qui l'a détruite », dit l'un. « Oui, mais avant de la détruire, il l'a bien aidée et il a davantage servi la Russie que la Géorgie », réplique l'autre. « Il doit revenir, c'est aujourd'hui le seul homme politique géorgien connu dans le monde entier », affirme un troisième. « Il a connu trop de crimes contre la Géorgie, sa place n'est plus chez nous », conclut un quatrième.

Apparatchik

A Tbilissi, la personnalité d'Edouard Chevardnadze est au centre de bien des discussions. La fuite - provisoire ? - de Zviad Gamsakhourdia, le dictateur plébiscité l'an dernier par plus de 80 % de Géorgiens, a en effet créé un vide politique et beaucoup se demandent si le temps du retour de M. Chevardnadze dans son pays natal n'est pas venu. Lui-même se pose la question, après avoir reconnu qu'il avait laissé un de ses proches téléphoner, le 23 décembre, au président Gamsakhourdia retransmis dans son bunker du Parlement, pour offrir ses bons offices de médiateur. Son rôle dans la crise géorgienne a sans doute été des plus importants, et M. Chevardnadze ne peut espérer d'avenir politique qu'avec la Géorgie comme tremplin depuis que la CEI a décidé de ne pas se doter d'institutions autres que de coordination. Reste à savoir si les Géorgiens seront d'accord sur ce retour.

Dès la chute de M. Gamsakhourdia, M. Chevardnadze, son ennemi de toujours, rompit le semi-silence qu'il observait sur la situation politique dans son pays. La création d'un Fonds international d'aide à la Géorgie et de nombreuses déclarations ont ainsi marqué les trois coups de sa rentrée politique. Car à le voir parcourir le monde ces dernières années, à suivre ses

démêlés avec M. Gorbatchev, on en avait oublié - et lui aussi peut-être - les longues années de sa carrière politique géorgienne.

Mamati, le village où il vit le jour en 1928, est situé dans la région de Gouri, en Géorgie occidentale, dont les habitants ont la réputation de se passionner d'abord pour la chose politique. « Quand deux paysans de Gouri se rencontrent, ils se demandent d'abord des nouvelles de la santé du président américain, ou de l'état des relations entre la Chine et le Nicaragua », ironise un habitant de la capitale. Après des études d'ingénieur, ce fils d'industriel commence une carrière classique d'apparatchik en devenant premier secrétaire des Komsozols, les Jeunesses communistes de Tbilissi. « Quand il a prononcé son premier discours en russe, nous avons tous ri tant il parlait mal cette langue », raconte un de ses partisans.

En Géorgie, tout signe de rejet de l'impérialisme russe est en effet considéré comme un point positif. Devenu ministre de l'Intérieur, puis premier secrétaire du parti communiste en 1972, il est alors au sommet de sa carrière géorgienne. Il n'est pas facile aujourd'hui de sonder les Géorgiens sur cette période et sur le rôle qu'ils attribuent à Edouard Chevardnadze. A-t-il été avant tout l'homme de Moscou - première hypothèse - ou a-t-il profité - deuxième hypothèse - de ses bonnes relations avec le « Centre » pour atténuer, autant que faire se pouvait, la pression soviétique sur la Géorgie ?

La faute

Deux faits illustrent cette période. En avril 1979, plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent à Tbilissi pour protester contre les projets de Moscou voulant imposer la langue russe comme langue officielle sur tout le territoire de l'URSS. Edouard Chevardnadze affronte la foule. « Calmez-vous, dit-il, je vais faire mon possible. » Il parvient à apaiser les manifestants.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## LE MONDE diplomatique

POUR MIEUX COMPRENDRE LES GRANDS BOULEVERSEMENTS MONDIAUX

ABONNEZ-VOUS

TARIF	1 AN
FRANCE (y compris DOM-TOM)	190 F
ÉTUDIANTS	143 F

Je m'abonne au Monde diplomatique pour une durée d'un an (12 numéros)

MODE DE RÈGLEMENT (les versements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire. ☐ Mandat

☐ Chèque postal

☐ Carte Bleue Visa n° \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

☐ Carte A.E. n° \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à :

Le Monde diplomatique - Service Abonnements  
1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry Cedex FRANCE



## EUROPE

## YUGOSLAVIE : la reprise de la conférence de paix à Bruxelles et le démantèlement de la Fédération

## M. Milosevic accepte les propositions de lord Carrington sur les droits des minorités

La conférence de paix sur la Yougoslavie, présidée par lord Carrington, ne s'était pas réunie en séance plénière depuis deux mois. Le fait que les présidents des six Républiques, accompagnés par leurs ministres des affaires étrangères, aient accepté de se rendre à Bruxelles, jeudi 9 janvier, pour discuter ensemble pendant un peu plus de trois heures, en présence d'un représentant de l'ONU, était déjà, selon les participants, un signe encourageant.

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Tous sont d'accord pour poursuivre les travaux (notamment au sein des groupes de travail sur les institutions, les futures relations économiques et les droits de l'homme), tous estiment que les chances d'un cessez-le-feu durable n'ont jamais été aussi bonnes et lord Carrington pense que si une force de paix de l'ONU arrive en Croatie « des pressions très fortes seront exercées sur les médiateurs européens pour qu'ils trouvent avec les parties yougoslaves une solution politique rapide de la crise » étant entendu que « la présence de quelque dix mille « casques bleus » en Croatie ne doit revêtir aucun caractère permanent ».

Dans ces conditions, les médiateurs européens se sentent obligés de relancer la négociation, d'autant plus que les Douze, « aux alentours du 15 janvier », doivent se prononcer sur la reconnaissance de l'indépendance des Républiques yougoslaves qui en ont formulé la demande : la Slovénie, la Croatie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine.

Sur les questions de fond, les positions ne semblent cependant pas avoir avancé. La Serbie continue à réclamer que les trois options proposées au départ par lord Carrington sur l'avenir de la Yougoslavie (Etats indépendants et souverains, Communauté d'Etats indépendants, Etat fédéral commun) soient examinées « sur un pied d'égalité ».

Sur ce point, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, reproche aux Européens d'avoir tiré un trait trop rapidement sur la Yougoslavie - Etat à reconnaître - et d'avoir

ainsi outrepassé son mandat initial. Belgrade n'a pas que des compléments à adresser à la Communauté, qui a décrété des sanctions commerciales « sélectives » qui frappent la Serbie et le Monténégro.

Le ministre serbe des affaires étrangères, M. Vladislav Jovanovic, n'a pas été tendre non plus avec lord Carrington et son équipe qui ont davantage tendance à se comporter, à ses yeux, « en policiers qu'en arbitres ». Pour tenter de régler la crise, les Serbes ne cachent pas, en privé, qu'ils font davantage confiance aux Nations unies et à son émissaire spécial, l'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, jugé « plus impartial ». Certains vont même jusqu'à estimer que, les Européens ayant commis tant d'erreurs diplomatiques, l'ONU devrait reprendre l'ensemble du dossier.

Lord Carrington a déclaré que les conversations qu'il avait eues, jeudi à Bruxelles, avec M. Slobodan Milosevic avaient été « plus constructives que d'habitude ». Le président serbe lui a assuré qu'il était attaché au respect de la trêve et qu'il avait à ce sujet eu des mots

« très durs » à l'égard de M. Milan Babic, « président de la République serbe de Krajina », lequel avait dit récemment qu'il n'accepterait ni une démission de « sa » région ni la présence de « casques bleus ».

Dans un autre domaine, le président serbe paraît également avoir assoupli ses positions : il a approuvé les propositions de la conférence de paix, datant du 18 octobre, relatives aux droits des groupes nationaux ou ethniques d'une façon générale et à la minorité serbe de Croatie en particulier. Il s'agit notamment des droits à un emblème national, à un système éducatif, à l'accès aux médias, à une administration propre incluant la police et les tribunaux, voire le droit à une double nationalité.

Mais M. Milosevic a précisé que ces dispositions devaient également être acceptées par les principaux intéressés, à savoir les Serbes de Croatie. Quand on sait, d'autre part, que la Croatie est opposée à l'idée d'une « double nationalité », ces « progrès » dont fait état lord Carrington, paraissent bien légers.

ALAIN DEBOVE

## Polémique autour de la mort des cinq observateurs de la CEE

Vivement critiqués pour leur responsabilité dans la mort des cinq observateurs de la CEE qui se trouvaient à bord de l'hélicoptère détruit en vol, mardi 7 janvier au-dessus de la Croatie, par un avion de l'armée de l'air yougoslave, les militaires fédéraux ont contre-attaqué en arguant d'une mauvaise coordination du contrôle aérien. Largement cités par la presse de Belgrade, des officiers supérieurs ont affirmé que l'appareil de la CEE avait emprunté, « sans autorisation », un « couloir aérien interdit ».

Cette version des faits est démentie de source européenne. Ainsi, un ancien porte-parole de la mission d'observation de la CEE à Zagreb, M. Ed Koestel (Néerlandais), a-t-il estimé, jeudi 9 janvier, qu'il était peu probable que la destruction de l'hélicoptère ait été due à une erreur causée par une mauvaise coordination du contrôle aérien. « La Croatie n'a pas d'armée de l'air. Les seuls appareils qui

pouvaient opérer dans la région étaient des avions de la CEE et ils étaient clairement identifiés », a-t-il souligné.

M. Koestel a rejeté les explications avancées par l'armée fédérale, qui a assuré jeudi n'avoir pas été informée du passage de l'hélicoptère en provenance de Hongrie.

« Le vol avait été annoncé correctement aux autorités compétentes. Le plan de vol était connu », a-t-il précisé. « Il était fréquent que les appareils utilisés par les missions européennes aillent se ravitailler en carburant en Hongrie avant de survoler la Croatie », a-t-il encore dit. M. Koestel, selon qui les appareils utilisés par la CEE empruntent toujours les mêmes couloirs aériens au-dessus de la Croatie. - (Reuters)

## Les Serbes de Bosnie-Herzégovine ont décidé de créer une huitième « République »

La République socialiste fédérative de Yougoslavie était composée de six Républiques. Pourtant, avant de disparaître définitivement des registres internationaux en tant que deuxième Yougoslavie, elle s'est dotée d'une huitième République, la septième ayant été proclamée unilatéralement en décembre 1991 en Krajina, l'une des enclaves serbes de Croatie. Elle avait pris le nom de République serbe de Krajina. Jeudi 9 janvier, les Serbes de Bosnie-Herzégovine ont, à leur tour, proclamé une nouvelle République, lui donnant le nom de République serbe de Bosnie-Herzégovine.

BELGRADE

de notre correspondant

Le démantèlement de la Bosnie-Herzégovine, République constituée notamment par des Serbes (31,5 %), des musulmans (44 %) et des Croates (17 %), intervient à quelques jours du 15 janvier, date à laquelle la Communauté européenne pourrait entériner la fin de cette deuxième Yougoslavie en reconnaissant l'indépendance de certaines de ses Républiques. La Bosnie-Herzégovine est l'une des Républiques à avoir demandé sa reconnaissance auprès de la commission d'arbitrage de la conférence de paix sur la Yougoslavie, présidée par M. Robert Badinter. Les élus serbes de Bosnie-Herzégovine s'y sont opposés, estimant qu'elle devait rester dans un Etat commun avec la Serbie.

Lorsque le Parlement de Sarajevo, craignant que le démantèlement de la Yougoslavie n'entraîne, tôt ou tard, le partage de la Bosnie-Herzégovine, avait tenté, à l'automne 1991, de proclamer « la souveraineté, la neutralité et l'indivisibilité » de cette République multinationale, les députés serbes avaient boycotté la séance, arguant qu'il s'agissait d'une tentative de

sécession ». Réaffirmant leur volonté de « rester en Yougoslavie », même si celle-ci se réduisait à la Serbie, ils avaient claqué la porte du Parlement, ont leur propre Assemblée et proclamé leur autonomie régionale en vertu de la carte ethnique.

Trois Bosnies ?

La nouvelle République serbe de Bosnie-Herzégovine proclamée à l'unanimité par l'Assemblée serbe de Sarajevo comprend « les régions autonomes serbes » constituées unilatéralement à la fin de l'automne 1991, l'ensemble des autres enclaves serbes de Bosnie-Herzégovine ainsi que « les régions où les Serbes sont restés minoritaires à la suite du génocide perpétré contre eux lors de la deuxième guerre mondiale ». Au terme de cette proclamation, la République serbe de Bosnie-Herzégovine « fait partie de l'Etat yougoslave en tant qu'unité fédérale ». Si le document ne définit pas précisément les frontières de cette nouvelle République serbe, il souligne cependant qu'elles seront négociées « dans le respect des principes du droit international (...) et en vertu des critères ethniques, historiques, géographiques et économiques ». En attendant de promulguer une nouvelle Constitution, la République serbe de Bosnie-Herzégovine, dont la capitale sera Sarajevo, appliquera la législation fédérale en vigueur dans la République voisine de Serbie.

L'éclatement de la Bosnie-Herzégovine pourrait avoir des conséquences dramatiques puisqu'il ouvrirait la porte à la formation d'une Bosnie croate et d'une Bosnie musulmane qui, vraisemblablement, revendiqueraient chacune Sarajevo comme capitale. Cette nouvelle étape dans la dislocation de la Yougoslavie pourrait déboucher sur une guerre civile sanglante, car « le partage » de la Bosnie-Herzégovine sera sujet à une surenchère nationaliste qui pourrait aboutir à une tentative d'an-

nexion de ces territoires par la Croatie et la Serbie. Les risques de dérapage sont multiples : l'éventuelle création d'une République musulmane en Bosnie pourrait, par exemple, donner un nouvel élan aux revendications autonomistes des musulmans du Sandjak voisin, l'enclave musulmane divisée entre la Serbie et le Monténégro.

D'autre part, la proclamation de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, considérée dans le contexte de la réunion des Douze du 15 janvier, est une réaffirmation de la volonté des Serbes de créer une nouvelle Yougoslavie. Les négociations en cours depuis longtemps avaient été réactivées la semaine dernière avec l'élaboration d'une « convention yougoslave » soumise au vote de tous les partis politiques de Yougoslavie désireux de sauvegarder un Etat fédéral à l'image de celui qui vient de se désintégrer. Ce projet, élaboré à l'instigation de la Serbie et de son président, M. Slobodan Milosevic, avait été accepté par le Monténégro, les leaders des enclaves serbes de Croatie et de Bosnie et des mouvements communistes (pro-yougoslaves) de Macédoine.

Par ailleurs, la réorganisation de l'armée fédérale en quatre - au lieu de cinq - régions militaires, décidée le 2 janvier dernier et entrant de facto la partie de contrôle par l'armée fédérale du nord-ouest de l'ex-Yougoslavie, laisse présager la création rapide de cette nouvelle Yougoslavie. Cette réorganisation territoriale de l'armée fédérale, recommandée par la présidence yougoslave réduite à la Serbie et au Monténégro, dessine clairement les contours de cette troisième Yougoslavie englobant la Serbie, le Monténégro, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine. En outre, la nomination des commandants des quatre régions militaires indique que cette « Yougoslavie » sera sous le contrôle du pouvoir serbe et d'une armée pro-serbe.

FLORENCE HARTMANN

## Les « archives à retardement » de la Stasi

Suite de la première page

Il était le seul à pouvoir donner des informations sur le contenu des dossiers. Il s'agissait, en particulier, de vérifier le passé des membres des ados, des ministres, des parlementaires régionaux et des tribunaux, pour s'assurer que ne se cachaient pas parmi eux d'anciens collaborateurs de la police politique. En plus de ses agents officiels, dont les listes ont été en partie détruites après l'effondrement du régime communiste, la Stasi disposait de toute une armée de « taupes » recrutées à tous les niveaux, éparpillées dans toutes les couches de la société : environ cent cinquante mille personnes, chargées d'épier la population au quotidien.

Espionnée par son époux

L'ouverture des dossiers aux victimes a fait l'objet d'une longue controverse avant l'adoption d'un projet de loi par le Bundestag, en novembre dernier. Les plus récents ont finalement accepté ce projet, pour éviter la multiplication d'accusations parfaitement incontrolables. Ayant à gérer des millions de dossiers à Berlin et dans les autres centres de l'ex-RDA, le commissariat n'a eu ni le temps ni les moyens de les passer au peigne fin et n'a pas pu répondre dans les délais voulus aux vérifications nécessaires. Il ne disposait à la fin de 1991 que de huit cents agents alors que le commissaire, M. Joachim Gansel, estime qu'il lui en faudrait trois fois plus pour pouvoir commencer à travailler sérieusement.

Fait sans précédent dans l'histoire contemporaine, la société allemande tout entière va se trouver confrontée à une sorte d'analyse collective qui risque de durer longtemps. Les « taupes » célèbres n'ont pas manqué, ces derniers mois, de faire surface dans l'arène politique.

Le premier président du Parti social-démocrate de l'Est, M. Ibrahim Boehme, l'avocat Wolfgang Schnur, du Demokratischer Aufbruch (Renouveau démocratique), créé en 1989, ont très vite disparu de la scène. Le dernier chef de gouvernement de la RDA, le chrétien-



démocrate Lothar de Maizière, vice-président de la CDU, a dû jeter l'éponge, faute de pouvoir se justifier. La limite était souvent incertaine, pour les personnalités, entre contacts obligés et collaboration. Les cas de plusieurs intellectuels de renom, du recteur de l'université Humboldt, du professeur Heinrich Fink, du poète Sachs Anderson, ont alimentés des controverses passionnées ces dernières semaines à Berlin.

Tous ont dû découvrir qu'ils avaient été plus ou moins gravement

trahis par des personnes de leur entourage, parfois des amis. Les rapports d'informateurs contenus dans leurs dossiers, notamment dans celui de l'écrivain Lutz Rathenow, ont confirmé les accusations contre le poète Anderson et mis en cause une

autre figure importante de l'avant-garde culturelle berlinoise, le poète Rainer Schödlitz.

Le dossier de l'actuel ministre de l'Intérieur du Land de Saxe, M. Heinz Eggert, ancien pasteur, contenait près de 2 800 fiches à lui tout seul. Dans un entretien à la chaîne de télévision ARD, le ministre a raconté, mercredi 9 janvier, comment la Stasi a systématiquement essayé de le « cousser », par des pressions personnelles et contre son entourage, pour tenter de lui faire abandonner son travail de pasteur auprès des étudiants. M. Eggert, notamment, indiquait avoir été victime, sous prétexte de soins, d'un traitement médical destiné à lui faire

perdre ses moyens physiques et intellectuels.

Pour ces personnalités, la lutte contre la Stasi faisait partie d'un engagement accepté. Des milliers d'autres personnes anonymes ont été victimes de multiples tracasseries pendant des années ou bien jetées en prison car leur comportement a été jugé « anti-social » par tel ou tel agent de la police communiste.

La hantise de la dénonciation

Il n'y avait pas de règles précises pour être ou non la cible de la Stasi, indique M. David Gill, jeune étudiant en droit qui a participé depuis l'occupation des locaux de la Stasi, en 1990, à l'évaluation des archives. L'objectif n'était-il pas de maintenir dans la conscience de tous que nul n'échappait à l'œil du maître ? Ceux-là veulent aujourd'hui savoir pourquoi, comment, par qui.

Pourquoi ils ont été jetés en prison, comme ce boucher qui a croulé deux ans derrière les barreaux, dénoncé pour s'être renseigné, avant l'édification du mur de Berlin, sur les possibilités de s'installer à l'Ouest. Ou ce chauffagiste, qui avait déposé une demande d'émigration vers l'Ouest, brimé dans son entreprise par la direction et qui se demandait ce que sont devenus ses anciens patrons. Ou encore cette photographe, qui cherche tout simplement à s'expliquer quelques faits restés mystérieux de sa vie étudiante.

Tous, il s'en faut, ne trouveront pas de dossiers à leur nom. La hantise de la dénonciation avait créé une sorte de paranoïa permanente dans la société ex-allemande. L'ouverture des archives devait aussi permettre à cette société de se regarder, à l'avenir, un peu plus en face. M. Gansel insistait, lundi, dans le hall d'accueil exigé de son commissariat, bondé sur le fait que les gens pouvaient aussi découvrir que les amis avaient résisté au chantage. Pour tous les autres, les victimes et leurs dénonciateurs, amis ou inconnus, il va falloir apprendre à vivre ensemble, bien ou mal.

HENRI DE BRESSON

## Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 42

## CONFÉRENCE DE LA PAIX

Dossier  
Les documents de la conférence de Madrid  
SIMONE BITTON  
Les réactions de la presse israélienne  
GEORGES CORM  
Les ressorts du conflit israélo-arabe

THIERRY HENTSCH  
Mutilation des peuples, mutilation des mythes

RAFAEL SANCHEZ FERLOSIO  
Un « Mois de troisième main... »

MICHAEL DUMPER  
La colonisation de la Vieille ville de Jérusalem

ROBERT SERRAVALLE  
Les Douze au Proche-Orient : deux poids, deux mesures ?

STÉPHANE YERASIMOS  
Turquie : deux armées en quête d'une orientation

RUDOLF EL-KAREH  
Liban-Yougoslavie

ALAIN MILIANTI  
Le fils de la honte :  
notes sur l'engagement politique de Jean Genet

Le N° 70 F - Abonnements 1 an (quatre numéros), 230 F  
Éditions (sur demande), 123 F  
Réglement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 7)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes  
Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

renommé  
SOLDES

مكتبات الأصل



## EUROPE

Les relations de la CEI avec la Communauté européenne

### La Commission de Bruxelles exclut toute perspective d'adhésion des nouveaux Etats à la CEE

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Réunis à Bruxelles vendredi 10 janvier, les ministres des affaires étrangères des Douze devaient se consacrer à la situation en Yougoslavie et sur les relations avec les Républiques de l'ex-URSS. La Commission a remis au conseil une communication dans laquelle elle l'informe de son intention d'entamer des conversations exploratoires avec les autorités de certains Etats indépendants en vue de définir le contenu possible de futurs accords de coopération.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi, M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission, a précisé ses vues sur ce qui devrait être cette coopération. Par le fait même que certaines composantes de l'ex-URSS sont situées en Asie, il n'est pas question de signer des accords analogues à ceux - dits « européens » - qui lient la Communauté à la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie depuis le 16 décembre et mentionnent la possibilité pour ces trois pays d'adhérer un jour à la Communauté.

La CEI n'est pas dans une situation politique et économique telle qu'on puisse envisager pareille possibilité avec elle. « Je ne veux pas créer d'attente qui ne serait pas réalisable dans un délai raisonnable », a dit M. Andriessen.

Le vice-président de la Commission préconise la recherche d'un nouveau type d'accord : « L'approche choisie dans les discussions actuelles avec les pays baltes et l'Albanie pourrait servir d'exemple ». Laisant entrevoir la reconnaissance d'autres Etats de la CEI dès

ce mois-ci, M. Andriessen est partisan, ensuite, de la recherche d'un type de coopération cas par cas.

Selon la Commission, il est hors de question de parvenir avec l'ex-URSS à la création d'une zone de libre-échange dans les dix ans à venir, comme cela est prévu avec les signataires des « accords européens ». Cependant, « tout en reconnaissant la dégradation de compétences pour des aspects-clés de la politique aux Etats indépendants, la Communauté (européenne) doit encourager le maintien d'un seul espace économique entre membres de la CEI et décourager la création de nouvelles barrières entre eux », indique une note de synthèse.

#### La conférence sur Païde

M. Andriessen revenait de Washington, où il était allé préparer la conférence internationale sur Païde à l'ex-URSS, convoquée par les Etats-Unis pour les 22 et 23 janvier. Il a précisé que la Commission était partie prenante dans ces travaux. « Elle mettra à disposition toute l'expertise dont elle dispose, en matière de besoins, de destinations souhaitables et de moyens à employer ».

Ouverts à tous les pays qui souhaitent apporter leur concours, cinq groupes de travail seront créés : aide alimentaire, aide technique, énergie, logement, aide médicale. Il n'y aura pas d'engagements précis, mais un inventaire, des besoins sera établi. Une deuxième conférence devrait permettre de passer ensuite au stade opérationnel.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## PROCHE-ORIENT

Après l'éclatement de l'URSS

### Washington s'inquiète d'un éventuel achat de technologie nucléaire soviétique par l'Iran

Les Etats-Unis ont fait savoir à l'Iran qu'ils seraient d'un très mauvais œil l'achat par ce pays de technologies ou armes nucléaires soviétiques à la suite de l'éclatement de l'URSS. « Le gouvernement iranien est parfaitement au courant de nos préoccupations concernant la prolifération des armes de toutes sortes, à la fois conventionnelles et de destruction de masse », a déclaré mardi le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler. Elle a noté cependant qu'il n'existait à l'heure actuelle « aucune preuve concrète » d'efforts en ce sens de la part de l'Iran, pas plus d'ailleurs que de l'Irak ou de la Libye.

M. Tutwiler a ajouté qu'elle n'était pas au courant de quoi que ce soit permettant de confirmer des informations parues dans la presse américaine selon lesquelles l'Iran aurait acheté des armes conventionnelles et de la technologie nucléaire au Kazakhstan. Elle a néanmoins rappelé que l'Iran essaie de rebâtir son potentiel militaire en partie détruit durant la guerre Iran-Irak et que « l'ex-Union soviétique a été dans le passé un important fournisseur d'armes » pour ce pays.

Mardi, le Los Angeles Times, en citant des sources gouvernementales américaines non identifiées, écrivait que l'Iran dépense des milliards de dollars pour acheter des armes à la Russie, à la Corée du Nord, à l'Argentine et à d'autres pays. Selon des rumeurs circulant dans les services de renseignement américains, la Fédération de Russie, manquant désespérément de liquidités, cède pour 50 000 dollars des chars T-72 de l'ex-armée rouge valant plusieurs millions de dollars.

Avec l'acquisition notamment de

chasseurs-bombardiers soviétiques SU-24 et de chasseurs perfectionnés Mig-29, l'arsenal de l'Iran égale désormais celui de l'Irak, longtemps considéré comme la force militaire la plus puissante de la région. Un responsable du gouvernement américain cité par le Los Angeles Times a déclaré que ce renforcement militaire portait aussi bien sur les armes conventionnelles que sur les armes non conventionnelles « dans le domaine des missiles et de la recherche militaire ». A Téhéran, le Guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei, a réagi sèchement à la mise en garde des Etats-Unis en affirmant jeudi que « la manière dont l'Iran acquiert des armes ne regarde que lui-même » et que « le peuple iranien ne reconnaît pas l'autorité fallacieuse et mensongère des Etats-Unis ». (AFP, Reuters)

Arrestation de quatre personnes en Italie pour trafic de matériel nucléaire. - Trois Hongrois et un Autrichien ont été arrêtés à Milan dans le cadre de l'enquête sur un trafic de matériel nucléaire en provenance de l'ex-URSS et à destination de pays arabes, a annoncé, jeudi 9 janvier, le magistrat chargé de cette affaire. L'enquête du juge Dolce, commencée en octobre avec la saisie d'un échantillon de plutonium à Côte à la suite de révélations de « repentis », s'est poursuivie avec la saisie en novembre de 29 kilos d'uranium « pauvre » à Zurich sur indications du magistrat italien. Ce dernier a assuré qu'il s'agissait d'un trafic de matériel nucléaire provenant notamment d'Irkoutsk (Sibirie), dont la destination finale serait des pays arabes disposant déjà des technologies soviétiques. (AFP)

## Bulgarie : les « bleu turquoise » contre les « rouges »

Le président actuel Jeliou Jeleu sera-t-il élu dimanche dès le premier tour de la première élection présidentielle libre ?

SOFIA

de notre envoyé spécial

Dans les Balkans tourmentés, la Bulgarie veut faire figure d'île tranquille. Il est difficile en arrivant dans la capitale bulgare, à peine parsemée d'affiches, de croire que le pays est à la veille de la première élection présidentielle libre. Difficile aussi de s'imaginer qu'à l'Assemblée nationale deux blocs totalement opposés - les 106 députés « rouges » du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) et les 110 élus « bleu turquoise » de l'Union des forces démocratiques (UFD, droite anticommuniste) - cohabitent, arbitrés par les 24 députés d'une minorité turque qui, pour beaucoup de Bulgares, sont le souffre.

En octobre dernier, les électeurs avaient tranquillement rejeté le Parti socialiste dans l'opposition et porté au pouvoir l'Union des forces démocratiques. Dimanche 12 janvier, ils s'apprêtent à élire un président au suffrage universel, avec moins de passion encore. Peut-être parce que, avec la courte victoire aux législatives de l'UFD, la « question politique » est réglée dans cette République essentiellement parlementaire. Mais aussi parce que le seul suspense des élections n'est pas de savoir si l'actuel président, le philosophe Jeliou Jeleu, candidat de l'UFD, dont il fut un fondateur, sera élu, mais s'il le sera

dès le premier tour, malgré la présence de vingt-deux autres candidats, des « indépendants » à l'inévitable homme d'affaires à succès revenu de l'étranger. En juillet 1990, l'élection à la présidence de M. Jeleu, par un Parlement encore dominé par les ex-communistes mais pressé par la rue, avait marqué le début de la fin pour le Parti socialiste. Puisque le total des voix anticommunistes représente aujourd'hui les deux tiers de l'électorat, sa réélection, avec comme vice-président le poète dissident Blaga Dimitrova, devrait clore le chapitre.

Officiellement, ce n'est pas par crainte d'un échec probable mais « pour éviter une nouvelle polarisation » de la vie politique entre bleus (coteur de l'UFD) et rouges (celle du PSB) que l'ex-Parti communiste ne présente pas de candidat. « Le parti a décidé d'appuyer un candidat au-dessus de ces pôles », explique M. Emil Bebar, porte-parole du PSB, réfugié dans une des trois petites chambres d'hôtel où les instances dirigeantes tentent de passer pour des victimes après la confiscation « injuste » en décembre de ses biens, dont l'impressionnante maison du Parti dans le centre de Sofia.

Les tentatives de M. Velko Valkanov, le candidat indépendant soutenu par le PSB, de passionner la campagne par des thèmes nationalistes ont eu peu de succès. Ce professeur

de droit constitutionnel joue sur le sentiment anti-turc d'une Bulgarie qui fut occupée pendant cinq siècles par l'Empire ottoman. Dénonçant la coalition « bleu turquoise », M. Valkanov, donné second dans les sondages, souligne que l'UFD ne peut gouverner qu'avec l'appui des vingt-quatre députés du Mouvement des droits et des libertés, qui rassemble la plupart de suffrages de la communauté turque (10 % de la population du pays). « Le président Jeleu mène une politique pro-turque, pro-américaine et donc anti-bulgare », assure M. Roumen Vodenitcharov, candidat à la vice-présidence.

Le score du tandem Valkanov-Vodenitcharov, même brouillé par la discipline de vote des ex-communistes, permettra enfin de mesurer le « danger nationaliste » dans le pays. Mais M. Ahmed Dogan, le leader du Mouvement des droits et libertés, emprisonné pendant cinq ans pour avoir résisté à la bulgarisation forcée par le régime communiste, est confiant. « Il est difficile de mentir aux Bulgares », estime-t-il. « La question nationale est la dernière carte des partis communistes pour leur survie. Ce n'est pas un problème réel dans le pays », explique le très discret leader des Turcs de Bulgarie, M. Dogan. Faute de thèmes porteurs, la campagne a surtout été « anti-présidentielle ». « Les attaques se sont concentrées sur le président Jeleu. »

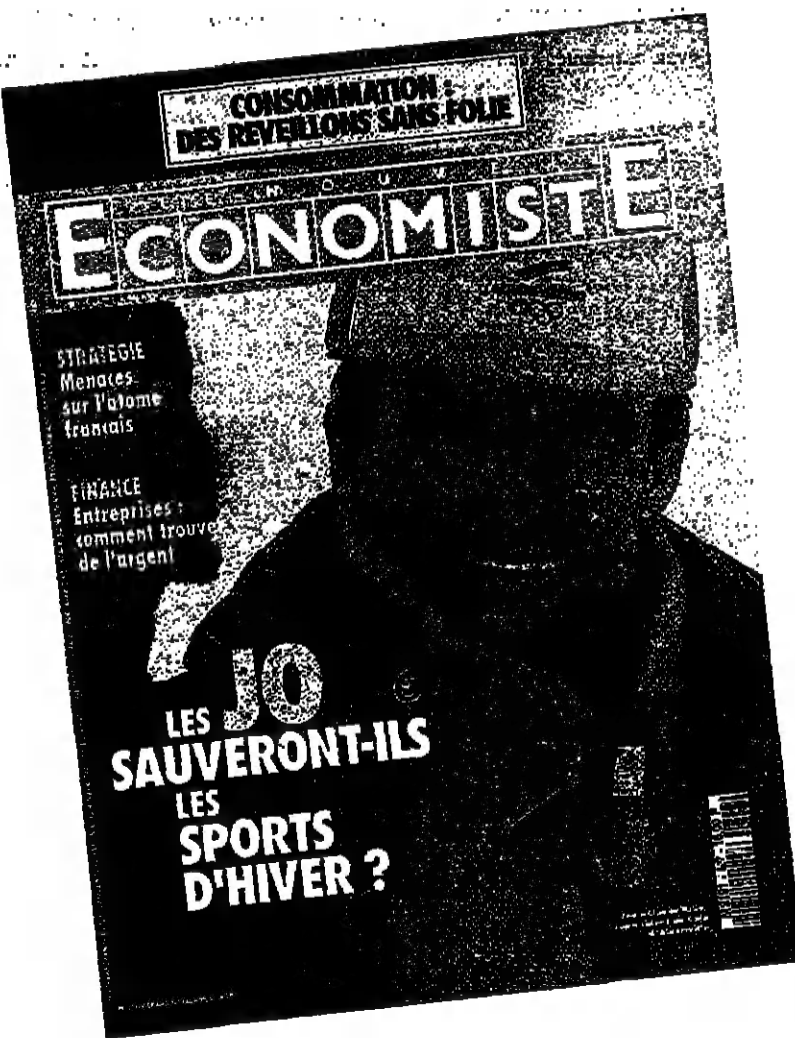
On a critiqué sa petite taille, son accent paysan », raconte un diplomate. Même les promesses assez démagogiques des candidats d'améliorer les revenus de la population, qui ont chuté de 45 % en 1991, n'ont pas trouvé grand écho, sauf parmi les 400 000 chômeurs (10 % de la population active) et les 2,4 millions de retraités.

Quelques jours avant les élections, les retraités, casseroles vides à la main, ont manifesté par milliers à Sofia. Mais beaucoup de mécontents pensent cependant que leurs difficultés viennent du manque de changements radicaux dans une économie restée à plus de 90 % aux mains de l'Etat.

Après cette élection, les difficultés de la Bulgarie demeureront les mêmes. Avec plus de 11 milliards de dollars de dette (pour neuf millions d'habitants), le pays aura du mal à trouver des crédits extérieurs autres que publics. Les banques privées créditrices (qui détiennent 85 % de la dette), principalement allemandes, autrichiennes et japonaises, n'apprécient pas la prorogation de mois en mois du moratoire. Le président Jeleu espère attirer l'attention des Occidentaux. En attendant, il continue de demander aux Bulgares d'être les élèves modèles des Balkans par un slogan, à son image, modeste : « Nous réussissons, avez confiance en vous. »

JEAN-BAPTISTE NAUDE

## POUR PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.



Cette semaine, le grand pari des Jeux d'Albertville :

la Savoie joue son avenir.

Comment font les entreprises pour trouver de l'argent.

Les menaces sur l'atome français.

1992 : l'année des mariages dans l'aéronautique.

**ECONOMISTE**

CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DÉCIDEZ !

**renoma**

- 30 % SOLDES - 50 %

HOMME - FEMME

Boutique : 129 bis, rue de la Pompe, PARIS-16.







## ASIE

CHINE : selon un rapport de juristes français

### Le pays compterait de quatre à cinq millions de prisonniers

Un groupe de juristes français s'est rendu en Chine en octobre sous la conduite de M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme et ancien bâtonnier. Dans son rapport, un chiffre retient particulièrement l'attention : il y a sans doute, dans le pays, de quatre à cinq millions de prisonniers (sur une population d'environ un milliard cent millions d'habitants).

C'est à l'issue d'une visite de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères français, que Pékin avait autorisé cette mission de juristes. Le régime de Pékin, mis à l'index après la répression du mouvement de la place Tiananmen en juin

1989, avait besoin de se refaire une image. Les choses, depuis lors, ont un peu changé : la récente expulsion de trois députés canadiens venus enquêter sur la situation des droits de l'homme suggère qu'une fois levé le boycott moral occidental, l'heure n'est peut-être plus aux bons sentiments.

Le rapport de la mission française n'a rien d'un brûlot. Pour qui a connu le système répressif des régimes communistes est-européens, il ne sera pas non plus une complète révélation. Ainsi, lit-on, l'indépendance proclamée de la justice ne l'exonère-t-elle pas du « contrôle du parti ». Les commissions politiques et judiciaires du PCC surveillent la procédure et peuvent intervenir avant et même pendant les procès ; elles sont supervisées par une Commission centrale présidée par le grand patron de la police politique, M. Qiao Guh.

Quant aux avocats, soumis à une licence renouvelable chaque année et obligés de travailler en cabinet, ils doivent respecter des « règles de travail » ; celles-ci les obligent à soumettre à l'avance leurs plaidoiries à leurs chefs ; et elles les empêchent pratiquement de plaider non coupable, ce qui serait assimilé à « outrage à l'égard de la sécurité publique ou des magistrats ayant établi les griefs », écrit le rapport. En clair, la sécurité échappe à tout contrôle judiciaire.

Cette instance contrôle les différents types de centres de détention, où s'entassent par centaines de milliers des suspects incarcérés sans jugement, ni inculpation, ni même arrestation officielle, jusqu'à quatre ans et plus. Leur libération dépend exclusivement de leurs goûters. Les efforts des défenseurs de l'Etat de droit n'ont pas résisté à 1989.

Combien y a-t-il de détenus en Chine populaire ? En l'absence de

chiffres officiels globaux, ou de volonté politique de les communiquer, le rapport les estime entre quatre et cinq millions. Bien entendu, aucun n'est « politique » : les « crimes contre-révolutionnaires » sont du domaine du droit commun. La mission reconnaît néanmoins que les officiels rencontrés acceptent de dissocier le cas des personnes condamnées après juin 1989, même s'ils excluent toute possibilité d'amnistie.

En conclusion, les juristes français déclarent que « l'espoir d'une évolution conduisant à la fois à plus de modernité et plus de liberté est largement partagé par une partie de l'intelligentsia chinoise, notamment parmi les juristes, y compris dans des milieux proches du pouvoir ». Et ils espèrent que des programmes d'aide, en premier lieu français, se mettront en place pour faciliter le développement de l'Etat de droit.

P. de B.

## DIPLOMATIE

La fin de la visite du ministre des affaires étrangères

### M. Dumas fait un bilan positif de son séjour à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

L'insistance de M. Dumas à dresser un bilan positif de son séjour à Jérusalem était une manière de démenti. S'adressant à la presse locale, le ministre français a fait cette requête : « Je vous prie de bien vouloir être mon interprète auprès des autorités israéliennes pour les remercier de la gentillesse avec laquelle elles m'ont reçu et du sérieux avec lequel nous avons pu travailler. »

Un double message : à l'intention du gouvernement et des journalistes qui, la veille, avaient annoncé la réception de M. Dumas de la façon la moins engageante qui soit, dans une sorte de nouvelle campagne anti-française comparable à celle qui avait eu lieu un an auparavant durant la guerre du Golfe.

Jeudi matin encore, le quotidien *Haaretz*, dans un article intitulé « Dumas prend soin de mener une politique anti-israélienne », indiquait que l'hôte d'Israël avait été autrefois l'« avocat de la Libye » dans certaines affaires juridico-économiques et avait pris en France la défense du terroriste palestinien Abou Daoud, accusé du massacre de l'équipe israélienne aux Jeux olympiques de Munich.

Le journal ajoutait même que M. Jacques Vergès, fortement dénoncé dans l'Etat hébreu — pour avoir plaidé la cause du criminel nazi Klaus Barbie — se dit l'« ami » de M. Dumas. Devant ce dernier, un journaliste a expliqué que les critiques exprimées par les médias israéliens avaient été pour beaucoup nourries d'informations puisées à des sources proches des dirigeants de l'Etat.

A ceux qui avaient laissé entendre que sa visite était peu désirée, sinon sans objet, M. Dumas a assuré que ses interlocuteurs « estiment que la France et Israël doivent se parler davantage (...) et parler de tout ». Après avoir annoncé un accroissement des visites ministérielles dans les deux pays, M. Dumas a précisé qu'il y avait « accord » pour souhaiter que « l'Europe s'investisse davantage dans le cadre du processus de paix », ce souhait ayant été exprimé tant par M. Shamir que par des personnalités palestiniennes rencontrées jeudi au consulat général de France à Jérusalem.

#### L'Europe et les négociations multilatérales

Les Israéliens, qui ont tout fait pour limiter au strict minimum la représentation européenne à la conférence de Madrid, pensent maintenant au second volet du plan de paix : l'ouverture des négociations « multilatérales » prévues à Moscou à la fin du mois. « Les modalités [de ces négociations multilatérales] ne sont pas encore définitivement arrêtées », a dit M. Dumas. En réalité, on craint du côté français qu'en raison des retards dans cette préparation et de la situation incertaine en Russie, il ne faille reporter la date de la réunion de Moscou.

Toutefois, M. Dumas a déclaré que « dans l'esprit des Israéliens, il était entendu de laisser une place importante à la Communauté européenne », et que des pays membres de la CEE pourraient être chargés d'organiser les travaux en commissions sur chaque question spécifique. Il se confirme que si les Israéliens se méfient de la CEE, l'écartant des discussions les plus politiques, ils en ont un grand besoin d'un point de vue économique, la plupart des échanges commerciaux d'Israël se faisant avec la Communauté.

Cependant, malgré les réticences des Israéliens, M. Dumas a évoqué les problèmes de sécurité au Proche-Orient. Il a rappelé que récemment la France avait rendu public un « plan de désarmement universel » qui diffère de celui proposé par les Etats-Unis qui n'est que « régional ». Le ministre français a ajouté : « La France considère qu'on ne peut envisager un abaissement du niveau des armements au Proche-Orient si ces mesures ne sont pas accompagnées par un engagement des principaux fournisseurs d'armes dans le monde. » M. Dumas a souligné que, lorsqu'il avait expliqué cela à M. Lévy, ce dernier avait manifesté « de l'intérêt » pour le plan français.

Alors qu'on lui demandait s'il avait noté, depuis sa dernière visite en 1989, un changement d'attitude à Jérusalem, M. Dumas a répondu : « Je n'ai pas jusqu'à dire que j'ai constaté une évolution, ce serait prématuré. » Mais il a ajouté avoir « constaté » chez les personnalités palestiniennes et chez M. Shamir une ferme « volonté de poursuivre le processus ». Avant de conclure : « Si je n'étais venu que pour ce constat, eh bien je n'aurais pas perdu mon temps ! »

FRANCIS CORNU

## AFRIQUE

ALGÉRIE

### Rassemblement de femmes contre le FIS

A l'appel du Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (CNSA), des centaines de femmes se sont rassemblées jeudi 9 janvier à la Maison du Peuple, à Alger, pour dénoncer le projet de société du Front islamique du salut (FIS) dont elles seraient « les premières à faire les frais ».

A l'issue de plusieurs interventions, les manifestantes ont décidé de demander au Conseil constitutionnel l'annulation du premier tour, de déposer plainte pour diffamation contre certains imams qui ont critiqué les femmes dans leurs

prêches, d'observer un arrêt de travail de deux heures dimanche et d'organiser un grand rassemblement le 14 janvier à Alger. Le même jour, plusieurs centaines de partisans du FIS ont défilé dans le centre de la capitale, malgré l'interdiction des manifestations pendant la campagne du second tour des élections législatives, en criant des slogans de soutien à leurs dirigeants emprisonnés depuis juin dernier. MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, « Ali, Abassi, le FIS est dans de bonnes mains », ont-ils scandé. — (AFP)

■ **MAROC** : appel en faveur de deux anciens prisonniers de la bagne de Tazmamart. — Dans un communiqué publié jeudi 9 janvier à Paris, une cinquantaine d'organisations non gouvernementales réclament la libération de deux prisonniers marocains anciennement détenus au bagne de Tazmamart, MM. Mohammed Raiss et Achour Ghani, « les seuls à être toujours en prison, en principe pour dix ans encore ». Ces organisations demandent l'intervention du gouvernement français.

■ **MOZAMBIQUE** : vingt-trois morts dans une attaque de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO, opposition armée) contre la ville de Macia,

précises, d'observer un arrêt de travail de deux heures dimanche et d'organiser un grand rassemblement le 14 janvier à Alger.

Le même jour, plusieurs centaines de partisans du FIS ont défilé dans le centre de la capitale, malgré l'interdiction des manifestations pendant la campagne du second tour des élections législatives, en criant des slogans de soutien à leurs dirigeants emprisonnés depuis juin dernier. MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, « Ali, Abassi, le FIS est dans de bonnes mains », ont-ils scandé. — (AFP)

■ **NIGER** : attaque d'un convoi humanitaire français. — Un groupe d'une quinzaine de Français, escortant un convoi humanitaire à destination de l'Afrique de l'Ouest, a été victime d'une attaque de Touaregs, dans le nord-ouest du pays, selon des sources officielles, samedi 6 janvier, à Mulhouse, d'où sont originaires certains membres de ce convoi. L'attaque, qui a eu lieu la semaine dernière, n'a pas fait de victime. Les assaillants sont repartis avec deux camions et deux véhicules 4x4. — (AFP)

TCHAD

### Trois morts lors d'arrestations d'opposants

Trois personnes — dont un policier — ont été tuées, et quatre autres blessées, au cours de la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 janvier à N'Djamena, lors d'une série d'arrestations de partisans de l'ancien président Hissène Habré, a indiqué Radio-Tchad.

Selon la radio, les personnes arrêtées seraient directement impliquées dans les affrontements qui ont eu lieu la semaine dernière entre l'armée tchadienne et les partisans de M. Habré, dans la région du lac Tchad. Parmi les personnes arrêtées figurent M. Touka Ali, ancien responsable de la police sous le régime d'Hissène Habré, M. Moussa Seif, ancien ministre de l'information de M. Habré, M. Ouzi Fodebou, ancien directeur d'Air-Tchad.

M. Mamadou Bissou, directeur général de la Société d'énergie électrique et dirigeant du récent Rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP, opposition) a été tué, selon des sources officielles, ainsi qu'un cousin de M. Chéfi Ali Abba, membre fondateur du mouvement, qui serait lui-même en fuite. Le maire de N'Djamena, M. Lou Mahamat, lui aussi membre fondateur du RDP, se serait réfugié à l'ambassade de France. — (AFP, Reuters)

GUINÉE-ÉQUATORIALE

### La loi instaurant le multipartisme a été promulguée

Le chef de l'Etat, M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a promulgué, mercredi 8 janvier, à Malabo, la loi régissant la formation des partis politiques en Guinée-Équatoriale, a annoncé la radio nationale. La liberté d'association reste néanmoins limitée, du fait de contraintes imposées à ceux qui voudraient tenter de créer un parti.

Aux termes de la loi, seuls « les Equato-Guinéens majeurs, jouissant de tous leurs droits civiques et politiques », ont le droit de le faire, à condition de verser, « dans une banque installée en Guinée-Équatoriale », une « caution » préalable « de 30 millions de francs CFA » (600 000 FF) — alors que le salaire moyen mensuel est d'environ 14 000 francs CFA (280 FF). La reconnaissance légale d'un parti politique sera, en outre, soumise à l'approbation du conseil des ministres.

La Constitution, adoptée le 17 novembre par référendum, qui prépare l'instauration du multipartisme, avait déjà limité l'accès aux mandats électoraux aux seuls Equato-Guinéens, présents dans le pays depuis plus de dix ans. Cette clause avait entraîné un rejet unanime de l'opposition, réfugiée à l'étranger. — (AFP)

■ **ETHIOPIE** : découverte de fosses communes. — Les restes de plusieurs milliers de personnes, massacrées sous le régime de l'ancien président éthiopien Mengistu, ont été retrouvés dans des fosses communes près de Debre Zeit, à 40 kilomètres au sud d'Addis-Abeba, a affirmé, jeudi 9 janvier, la radio officielle éthiopienne. La radio n'a pas donné de chiffre précis sur le nombre des victimes. — (AFP)

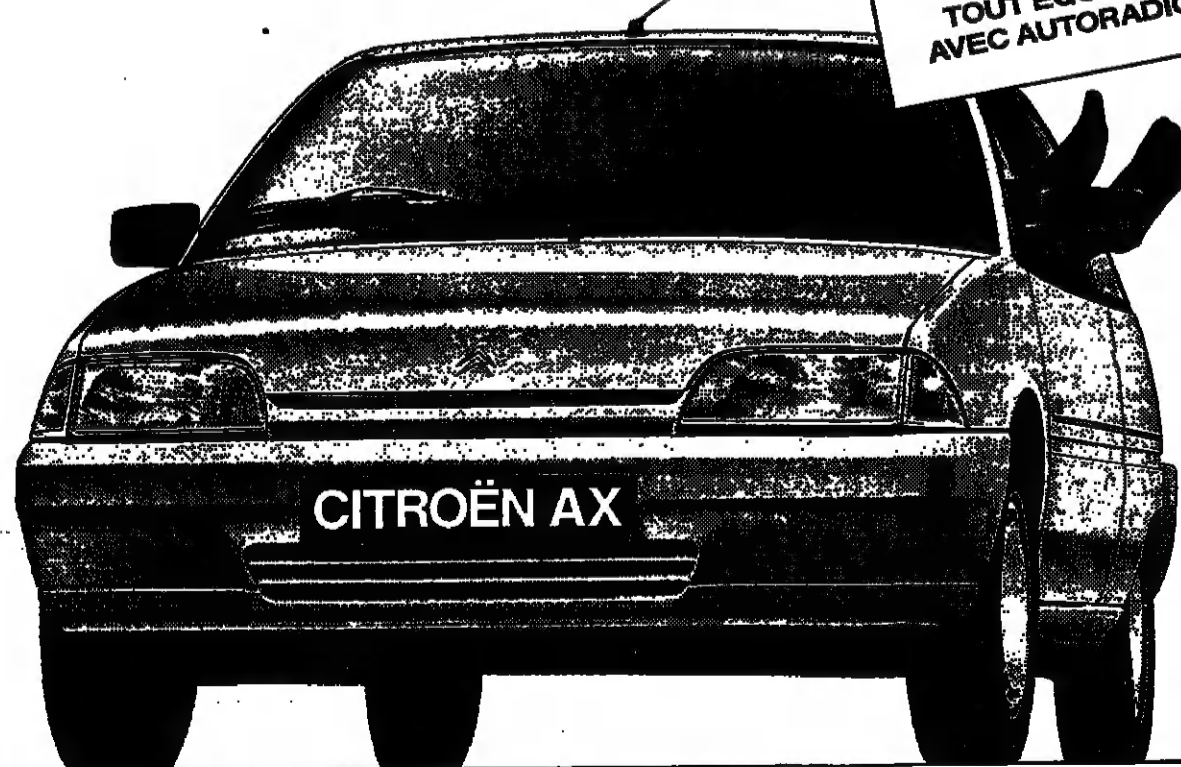
■ **MALAWI** : M. John Tembo a été nommé ministre d'Etat à la présidence. — Le président Kamuzu Banda a formé un nouveau gouvernement, nommant l'ancien gouver-

neur de la Banque centrale, M. John Tembo, ministre d'Etat à la présidence, a annoncé, mardi 7 janvier, l'agence de presse MANA. M. Tembo, cinquante-neuf ans, également trésorier du Parti du Congrès du Malawi (PCM, parti unique au pouvoir), est considéré comme le successeur probable du président Banda. — (AFP)

■ **ZAÏRE** : les travaux de la Conférence nationale à nouveaux reportés. — Les travaux de la Conférence nationale du Zaïre, qui devaient reprendre jeudi 9 janvier après quelques jours de suspension, ont été reportés « à une date ultérieure », a annoncé la télévision zaïroise.

CITROËN AX TEN fm  
MUSIQUE!

DU 9 AU 20 JANVIER  
49900 F  
TOUT EQUIPEE  
AVEC AUTORADIO



CITROËN AX NOUVELLE GENERATION

Avec la CITROËN AX TEN FM vous allez enfin vous faire plaisir sans faire de folie : 49.900F pour une voiture tout équipée. Nouvelle ligne, nouvel intérieur avec tableau de bord monobloc, appuie-tête à l'avant, console centrale avec rangement, dossier arrière rabattable et amovible, montre et sièges avant sur glissière à mémoire. La nouvelle CITROËN AX TEN FM est tellement agréable à conduire qu'il serait dommage de le faire sans musique. L'autoradio et ses deux haut-parleurs ne vous diront pas le contraire. S'ils ont choisi de s'installer à l'intérieur c'est que la CITROËN AX TEN FM a un sacré sens du rythme. Prix dès en main TTC : 49.900F. AM 92. Série limitée mise en vente du 9.01 au 20.01.92 inclus.

CITROËN

CITROËN préfère TOTAL



## POLITIQUE

Le comité directeur du Parti socialiste

## Une quasi-unanimité pour l'élection de M. Fabius

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni jeudi 9 janvier, a élu M. Laurent Fabius premier secrétaire à l'unanimité moins onze abstentions (M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis, ainsi que M. Julien Dray et les siens). M. Fabius a assuré M. Michel Rocard de sa «loyauté» et proposé la candidature de M. Henri Emmanuelli, jospiniste, pour lui succéder, dans une quinzaine de jours, à la présidence de l'Assemblée nationale.

Il n'a fallu qu'une heure au comité directeur du PS, jeudi, pour prendre acte de la démission de M. Pierre Mauroy, de la candidature de M. Fabius - présentée par le premier secrétaire démissionnaire, - des réserves de M. Lionel Jospin, des conseils de M. Jean Poperen et des interrogations de M. Jean-Pierre Chevènement, et pour approuver le choix qui lui était proposé, avant d'entendre ses deux bénéficiaires. M. Michel Rocard d'abord, puis l'heureux élu, exposé l'idée qu'il s'en font. La procédure a été sans surprise, le vote se faisant à main levée et M. Chevènement ayant renoncé à opposer symboliquement un candidat à M. Fabius (l'ancien ministre de la défense et ses amis, hésitant entre le refus de participer à ce vote et l'abstention, ont finalement opté pour cette seconde solution).

M. Mauroy a indiqué qu'après «avoir procédé à une large concertation», il était parvenu à la conclusion que M. Fabius était «le mieux placé pour assurer le rassemblement du PS». Il a expliqué qu'il avait jugé nécessaire d'«agir vite, (...) pour se donner de meilleures chances devant la rudesse de la période qui s'annonce», de le faire «dans l'intérêt général du parti», et qu'il était «sans doute le seul en situation de permettre au PS d'en terminer définitivement avec le congrès de Rennes». «Mon cher Laurent», a-t-il dit, «j'ai conscience de tes grandes qualités, qui te permettront de réussir, et je fais, à toi et à chacun de vous, la proposition de vivre enfin un parti rassemblé, un parti définitivement sorti de ses déchirements, de ses contradictions, et qui est déterminé à assurer la pérennité et la victoire du socialisme». Le maire de Lille a appelé les socialistes à «lour ensemble préparé, avec une grande détermination, les échéances électo-

rales qui s'annoncent». Il a cité «l'élection présidentielle de 1995», pour laquelle, a-t-il dit, «nous avons, d'ores et déjà, la chance d'avoir dans nos rangs, avec M. Rocard, un candidat virtuel».

La réunion du courant réunissant MM. Mauroy, Mermuz et Jospin, la veille au soir, avait été marquée par quelques interventions acerbes à l'égard du premier secrétaire démissionnaire, notamment celle de M. Claude Germon, député de l'Essonne, maire de

«La tâche qui devient la sienne est très exigeante, a-t-il ajouté. Nous participons pleinement à la direction collective du parti».

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a apporté son «entier soutien» à M. Fabius, mais il a souligné la nécessité de «décisions politiques nettes, qu'exigent les circonstances et qu'attendent les Français». Il a recommandé, une fois encore, de préparer «cette structure de rassemblement, ouverte à toutes les forces

toute virtualité étant de se réaliser ou de ne pas se réaliser».

Après l'élection du nouveau premier secrétaire, M. Rocard a invité les socialistes à retrouver «le sens de l'unité, de la convivialité, du dynamisme» et à «travailler ensemble». L'accord sur la désignation de M. Fabius n'est pas, a assuré l'ancien premier ministre, «un arrangement à quelques-uns», ni «un axe majoritaire», mais «une nouvelle manière de faire vivre la synthèse» au sein du PS. Rendant hommage à M. Mauroy, le maire de Conflans-Sainte-Honorine a affirmé : «Il n'y a pas entre nous des gagnants et des perdants. Ou les socialistes gagnent, et nous gagnons tous; ou ils perdent, et nous perdons tous. A quel bon un courant prospère dans un parti délabré?»

M. Fabius a expliqué qu'il entend «renouer, rassembler, reformer» le PS, en observant qu'il existe «un certain retard des organisations sur l'évolution de la société». Cette phrase de son discours a surtout éveillé l'attention de l'auditoire en raison d'un lapsus, qui a fait prononcer à l'orateur «Rocard» au lieu de «retard». Le député de la Seine-Maritime a dissipé toute interprétation malicieuse de ce lapsus en indiquant, un peu plus tard, qu'il avait «réappris avec plaisir à parler avec M. Jospin», avec lequel il lui était «pour ainsi dire» arrivé de se heurter. «J'ai appris à mieux connaître M. Rocard, qu'il m'était pourtant arrivé, dans le passé, de combattre. J'ai retrouvé dans ces discussions une chaleur et la possibilité d'une proximité dont j'avais oublié jusqu'à quel point, avant d'arriver, «Je serai le premier secrétaire de tous».

Joignant le geste à la parole, M. Fabius a évoqué les échéances ultérieures en déclarant : «Je sais que M. Rocard partagera certainement ses convictions. Je veux lui dire à mon tour, reprenant l'expression réfléchie de M. Mauroy, combien, pour les grandes élections à venir, il porte l'espoir de nos frères, et plus largement, celui de très nombreux Français, et qu'il peut compter sur nous». La phrase était pratiquement la même que celle qu'il avait prononcée lors de son passage au PS qu'il annonçait la candidature de M. Henri Emmanuelli, jospiniste, pour lui succéder à la présidence de l'Assemblée nationale à la fin de la session extraordinaire du Parlement, d'ici à deux semaines, et le choix de M. Gérard Lindeperg, rocardien, comme numéro deux du parti.

P. J.

M. Gérard Lindeperg  
un numéro deux discret

LYON

de notre bureau régional

Quand il consent à parler de lui-même, de son parcours, M. Gérard Lindeperg, nouveau numéro deux du PS, le reconnaît bien volontiers : il n'est ni un orateur brillant, ni un théoricien flamboyant, ni une vedette qui crève l'écran. Sa réserve et sa discrétion, un rien austères, entretiennent cette image de militant sérieux et appliqué.

Peut-être laisse-t-il percer une ombre de nostalgie quand il évoque les années où, professeur de français dans un collège de la banlieue lyonnaise, il s'adonnait à la lecture de la FEN. Fils d'un ouvrier de chez Schneider, au Creusot, il est passé par le moule républicain et l'École normale d'instituteurs, celle de Grenoble. Il a esquissé ses premiers engagements pendant la guerre d'Algérie, guidé par la culture politique d'un Gilles Martinet, d'un Claude Bourdet, d'un Pierre Mendès France.

La filière l'a amené tout naturellement au PSU, à M. Michel Rocard, rencontré en 1963, et au rocardisme, qu'il continuera à défendre même si, de congrès en congrès, cette étiquette ne brille pas au firmament du bon goût socialiste. Pour cette traversée du désert, M. Lindeperg avait fait provision de convictions et de certitudes à l'égard de son chef de file.

En 1988, dans la foulée de la nomination de M. Rocard au poste de premier ministre, M. Lindeperg devient le «coordonnateur national» du réseau rocardien. Il sera l'un de ceux qui feront la navette entre l'hôtel Maitson et le siège du PS, rue de Solferino, pour arrondir quelques angles. Après le congrès de Rennes, où le jeu des sept familles socialistes est vivement brassé, il prend en charge, avec le titre de secrétaire national, le secteur de la formation. Chaque semaine, il participe au petit

comité qui, autour de M. Pierre Mauroy, règle les affaires courantes et parfois complexes du PS. La nouvelle répartition des équilibres internes vient de l'officialiser, logiquement, comme numéro deux du parti. Il a cinquante-quatre ans (il est né le 1<sup>er</sup> mai 1938 à Rouen) et continue à affirmer «n'avoir jamais eu le sentiment d'une carrière politique à accomplir».

Certains de ses amis lyonnais, observant les étapes de cette montée progressive dans l'appareil, l'inscrivent dans la catégorie des apparatchiks, ce qui provoque chez lui une pointe d'agacement. M. Lindeperg estime avoir suffisamment rempli son carnet de bord de militant de base pour n'avoir pas de leçon à entendre de ce côté-là.

Absence  
d'entraînement local

Ces mêmes amis lyonnais, irrités de ses fréquents séjours à Paris, lui reprochent son absence d'entraînement local, la modestie de ses mandats électifs : conseiller régional, il exerce, entre deux TGV, une protocolaire fonction d'adjoint au maire de Grigny, une petite commune au sud de Lyon. M. Lindeperg rappelle que ce sont les mêmes qui l'ont désigné pour aller battre campagne dans des terres électorales perdues d'ennemi.

Mais c'était du temps où les éléphants de la fédération du Rhône ne portaient guère en sympathie le rocardisme. Il fut alors un «adversaire résolu, pugnant», dit un responsable jospiniste. Depuis Rennes, chacun loue la «loyauté» de ce partenaire. Au-delà des circonstances, des accords, des alliances cent fois remises sur le métier du PS, M. Lindeperg ne perd jamais le fil : M. Rocard devra être le candidat soutenu par les socialistes à la prochaine élection présidentielle. Il y va, vaillamment.

BRUNO CAUSSE

L'engagement  
en faveur de M. Rocard

Suite de la première page

Le refus d'un retour à la représentation proportionnelle de 1986, dont l'intention était prêtée au président de la République, avait permis le rapprochement de MM. Rocard et Fabius à l'automne dernier. En en donnant acte à son nouveau partenaire, M. Fabius confirme qu'une nouvelle alliance se met en place au cœur du dispositif socialiste.

Pour M. Rocard, la revitalisation du PS est une nécessité urgente. Contraint depuis son arrivée au PS, en 1974, de construire et de faire vivre son propre courant face à ce qui était, jusqu'au congrès de Rennes, la majorité mitterrandiste du parti, M. Rocard peut envisager aujourd'hui le dépassement de cette logique. M. Fabius, que M. Mitterrand voulait voir à la tête du PS en 1988 pour contrôler M. Rocard premier ministre, a dû lui-même convenir qu'il ne pouvait mener à bien sa propre conquête du parti qu'en passant un accord avec celui qui devait en être initialement la victime.

Si M. Fabius a su se doter d'une mécanique performante, M. Rocard dispose lui aussi de réseaux aguerries et, surtout, d'un statut d'espoir présidentiel de la gauche, qui peuvent lui permettre de gagner encore du terrain au sein du PS. Parmi les alliés de M. Fabius beaucoup sont acquis à l'idée que le PS ne peut vivre qu'organisé autour d'une candidature à l'Élysée et qu'il n'en existe aujourd'hui qu'une. Elle n'est certes pas assurée du succès face à la droite, et cette considération n'est certainement pas absente de l'esprit de M. Fabius, mais, en attendant, c'est à M. Rocard qu'il s'est résolu à donner la voie libre.

PATRICK JARREAU

## M. Mitterrand se vent «conseiller»...

M. François Mitterrand a-t-il tenu, dans le scénario qui a abouti au départ de M. Pierre Mauroy et à son remplacement par M. Laurent Fabius à la tête du Parti socialiste, le rôle du «grand manipulateur» que lui prête, vendredi 10 janvier, à l'instar d'autres commentateurs, l'éditorial de l'Humanité? Il s'en défend et sa version des faits coïncide avec celle de M. Mauroy, qui revendique sans ambages sa responsabilité dans la décision de passer la main. Le président de la République se veut «conseiller», pas «manipulateur».

Recevant à l'Élysée, le vendredi 13 décembre, un groupe de journalistes, M. Mitterrand insistait déjà sur sa volonté de ne pas interférer dans les débats du congrès du PS convoqué le jour même à l'Arche de la Défense. Il rappelait qu'il lui était arrivé de donner son avis, en 1988, lorsqu'il s'était agi de régler la succession de M. Lionel Jospin à la direction du parti, et il précisait qu'il avait alors recommandé à ses amis de confier à M. Fabius le poste de premier secrétaire et à M. Mauroy la présidence de l'Assemblée nationale. Mais il le faisait pour souligner, en conclusion, que les dirigeants du PS n'avaient pas tenu compte de ce conseil.

Répondant aux questions de la presse, lundi soir 8 janvier, à l'occasion des traditionnelles cérémonies du Nouvel An, M. Mitterrand résumait cet épisode de 1988 en disant : «Je n'ai parlé de la nomination du premier secrétaire (du PS) qu'à partir du moment où Lionel Jospin est venu me dire, après ma défection, qu'il souhaitait se retirer du premier secrétariat, et je déplorais qu'il se retire. Il m'a demandé mon avis sur la suite, à

l'époque où il n'y avait pas encore de compétition entre Laurent Fabius et Pierre Mauroy, et ce s'est arrêté là... M. Mitterrand tenait, de toute évidence, à ce que l'on sache qu'il venait de se comporter avec M. Mauroy «exactement» de la même façon qu'avec M. Jospin quatre ans auparavant. Il voulait qu'on comprenne que c'est de sa propre initiative que le premier secrétaire démissionnaire était venu le voir, vendredi 3 janvier, à l'heure du déjeuner, pour lui exposer ses intentions, recueillir son avis et solliciter un «message verbal» de «meilleurs vœux» destiné à M. Michel Rocard.

Il existe d'autant moins de motifs de contester cette version des événements, en dépit de la réputation «florentine» du chef de l'État, que l'actualité de ces dernières années a prouvé combien, le temps passant, les dirigeants du PS sont devenus de plus en plus imperméables aux «conseils» présidentiels.

Il n'en demeure pas moins que la thèse de l'interventionnisme mitterrandien reste aujourd'hui encore nourrie par certains des plus fidèles partisans du chef de l'État et que, sur ce registre-là, ces derniers jours, le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, n'a pas été le moins ardent à présenter le choix de M. Fabius comme un bulletin de victoire élyséenne.

Si l'on en juge, toutefois, par l'agacement que la thèse de la «manipulation» suscite à l'intérieur de son cabinet, il semble que M. Mitterrand n'apprécie pas outre-mesure de lire et d'entendre que les changements intervenus correspondent parfaitement à ses souhaits... même s'il en est ainsi.

A. R.

## La mort de Louis Terrenoire

Du journalisme chrétien au gaullisme

Louis Terrenoire, ancien ministre, ancien député, est décédé, dans la nuit du 8 au 9 janvier, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans (nos dernières éditions du 10 janvier).

Le journalisme chrétien, la Résistance, le gaullisme et l'Algérie, telles sont les étapes successives qui balisent l'itinéraire politique de Louis Terrenoire.

Né dans un milieu modeste à Lyon le 10 novembre 1908, il fait quelques «petits médias» et mène une vie à l'Union du Sud-Est des syndicats chrétiens dont il devient le secrétaire en 1928. Le fondateur des Semaines sociales, Marius Guin, voit en lui son fils spirituel. Rédacteur en chef éphémère de la Voix sociale et du quotidien lyonnais le Nouveau Journal, Louis Terrenoire est envoyé à Paris par Guin, en 1932, pour participer comme secrétaire de rédaction à la fondation de l'Aube par Francisque Gay. Trois ans plus tard, il épouse la fille du futur vice-président du conseil. C'est à l'Aube, quotidien chrétien-démocrate, qu'il se lie avec Georges Bidault, dont les éditoriaux ont alors une grande audience. Chroniqueur de politique étrangère, Louis Terrenoire dénonce les menaces du nazisme et du fascisme naissants et prend position pour les républicains espagnols.

Dès juillet 1940, de retour à Lyon, il entre dans la Résistance, fondant, avec Stanislas Farnet, l'hebdomadaire Temps nouveau. Rédacteur en chef éphémère de la Voix sociale et du quotidien lyonnais le Nouveau Journal, Louis Terrenoire est envoyé à Paris par Guin, en 1932, pour participer comme secrétaire de rédaction à la fondation de l'Aube par Francisque Gay. Trois ans plus tard, il épouse la fille du futur vice-président du conseil. C'est à l'Aube, quotidien chrétien-démocrate, qu'il se lie avec Georges Bidault, dont les éditoriaux ont alors une grande audience. Chroniqueur de politique étrangère, Louis Terrenoire dénonce les menaces du nazisme et du fascisme naissants et prend position pour les républicains espagnols.

Dachau, où il retrouve Edmond Michelet, lui aussi résistant et militant chrétien, qui deviendra également ministre de de Gaulle après 1958.

Libéré en 1945 par les Américains, il reprend sa plume à l'Aube - devenu l'organe du MRP, le nouveau parti chrétien, - au côté d'un éditorialiste venu de Londres, Maurice Schumann, «la voix de la France libre», lui aussi futur ministre. Membre des deux Assemblées constituantes, élu député MRP de l'Orne à la première Assemblée nationale, il choisit de Gaule contre le MRP et fonde, avec Edmond Michelet, le groupe des Républicains populaires indépendants, qui rejoint le RPF créé par le général en 1947. Adjoint de Jacques Soustelle, secrétaire général du mouvement gaulliste, il se présente, sans succès, en 1951, contre René Pleven dans les Côtes-du-Nord, où le RPF aurait voulu barrer la route à ce résistant qui a rompu avec de Gaulle. Il succède ensuite à Jacques Soustelle au secrétariat général du RPF, alors moribond.

Ami  
des Arabes

Après un retour au journalisme, Louis Terrenoire est nommé par de Gaulle, en 1958, directeur du journal parlé de la Radiodiffusion-Télévision française. Militant activement pour la création de l'UNR, il retrouve son siège de député de l'Orne auquel il sera réélu sans interruption jusqu'en 1973. Il sera pendant un an président du groupe UNR de l'Assemblée nationale avant de devenir, en février 1960, ministre de l'Information dans le gouvernement De Gaulle.

A ce poste, Louis Terrenoire est à la fois le «tuteur» de la RTF et le porte-parole du gouvernement, c'est-à-dire du conseil des ministres, donc, en fait, du général de Gaulle. Il sera accessoirement,

en 1962, ministre délégué avec pour charge les relations avec le Parlement. Son passage au gouvernement sera dominé par les dernières soubresauts de la guerre d'Algérie : la semaine des barricades de février 1960, le putsch des généraux d'avril 1961 jusqu'aux négociations avec les rebelles du FLN en 1962, préparées dans les contacts clandestins pris par Georges Pompidou. Il devra, en toutes ces occasions, s'efforcer d'expliquer les positions adoptées par de Gaulle et subir parfois l'irritation de celui-ci à l'égard des journalistes. Il accomplit une tâche comparable en mai 1962 auprès des militants gaullistes troublés par l'indépendance de l'Algérie en étant élu de justesse secrétaire général de l'UNR. Il reprend encore la plume comme éditorialiste de la Nation.

Calme, mais résolu, persévérant, mais passionné, orateur mesuré, proche des gaullistes de gauche de l'Union démocratique du travail, Louis Terrenoire a été parfois critiqué à l'égard de la présidence de Georges Pompidou et plus nettement hostile à celle de M. Giscard d'Estaing. Défenseur des liens avec l'Algérie, avec les autres pays arabes et avec les Palestiniens, président jusqu'en 1978 de l'Association franco-arabe, il a été souvent pris à partie par les groupes sionistes.

ANDRÉ PASSERON

ص: زامع الأصل



JUSTICE

Après l'avis du Conseil d'Etat favorable à M. Pezet

# La cour d'appel de Lyon se prononce sur l'avenir judiciaire du dossier Urba

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, présidée par M. Henri Blondet, s'est réunie vendredi 10 janvier, afin de statuer sur les conséquences du décret signé le 21 novembre par M<sup>me</sup> Edith Cresson à la suite de l'avis du Conseil d'Etat annulant « en ce qu'elle concerne M. Pezet » la déci-

sion du tribunal administratif de Marseille qui avait relancé l'affaire Urba. Cette décision, qui autorisait M. Gérard Monnier-Besombes, député européen des Verts, à agir en lieu et place de la commune de Marseille dans l'affaire Urba, avait abouti, le 27 septembre à l'ouverture d'une information judi-

ciaire pour faux en écritures privées et usage, corruption, ingérence, trafic d'influence, complicité et recel contre deux députés socialistes des Bouches-du-Rhône, MM. Michel Pezet et Philippe Sanmarco, un ancien adjoint au maire de Marseille, M. Pierre Rastoin, et « tous autres ».

Deux mois après la tempête soulevée par l'avis du Conseil d'Etat, la justice s'apprête une nouvelle fois à se pencher sur le dossier Urba. L'enjeu est de taille : les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon se préparent à tirer les conséquences, pour l'information judiciaire ouverte en septembre dernier, de l'avis du Conseil d'Etat. L'avenir du dossier Urba dépend de leur décision. Ils peuvent choisir de suivre les réquisitions du procureur général, M. Reygrobellet, qui souhaite que l'instruction suive son cours, ou interrompre purement et simplement le processus engagé au mois de juin dernier par les Verts en mettant un terme à la procédure.

L'origine de cette nouvelle péripétie se trouve donc au Conseil d'Etat. Sollicité par le député socialiste des Bouches-du-Rhône, M. Pezet, la section de l'intérieur de la haute juridiction administrative avait annulé en novembre le premier maillon de la procédure aujourd'hui instruite à Lyon : la décision, le 11 juin 1991, du tribunal administratif de Marseille d'autoriser un député européen des Verts, M. Gérard Monnier-Besombes, à agir « en lieu et place » de la commune dans l'affaire Urba.

Ce tour de passe-passe juridique avait permis aux Verts de relancer l'affaire Urba : une plainte avec

constitution de partie civile dénonçant notamment les conditions d'attribution du marché du tunnel Frado-Carénage, avait été déposée sur le bureau du doyen des juges d'instruction de Marseille. Grâce à cette plainte, les Verts réussissent à ce beaucoup avaient échoué : une information judiciaire sur le dossier Urba était ouverte le 27 septembre à la cour d'appel de Lyon. Depuis le mois d'octobre, un magistrat instructeur, M. Christian Riss, travaille donc sur les scellés réalisés en 1989 par les inspecteurs Gaudino et Mayot, lors de leurs fameuses perquisitions dans les locaux marseillais d'Urbanetech.

## Le sort de la plainte des Verts

Dans l'avis qui a été transmis au gouvernement, le Conseil d'Etat avait toutefois estimé que les allégations des Verts n'étaient « pas assorties des justifications nécessaires pour en apprécier la portée ». Le premier maillon de ce dossier, l'autorisation du tribunal administratif de Marseille, « en ce qu'elle concerne M. Pezet », avait donc été annulé par un décret signé le 21 novembre par M<sup>me</sup> Edith Cresson.

Les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon,

qui doivent maintenant en tirer les conclusions, devront se prononcer sur deux points : les conséquences de cette annulation sur l'action civile, c'est-à-dire, la présence, dans la procédure, de M. Gérard Monnier-Besombes et de son avocat, M<sup>me</sup> Divier, et ses conséquences sur l'action publique, c'est-à-dire la poursuite, ou non, de l'information judiciaire ouverte à Lyon. Un débat que l'on peut résumer en deux questions : le député des Verts peut-il aujourd'hui prétendre, malgré l'annulation de la décision du tribunal administratif, représenter la commune de Marseille et l'instruction confiée à M. Riss doit-elle se poursuivre ?

A la première question, le procureur général de la cour d'appel de Lyon, M. Reygrobellet, conclut clairement au départ des Verts : dans ses réquisitions, il souligne que M. Monnier-Besombes ne peut plus être considéré comme une partie civile de ce dossier. Malgré l'irrecevabilité de la partie civile, le parquet général estime toutefois que l'instruction menée à Lyon doit se poursuivre. Le dossier Urba doit donc son bonhomme de chemin, en l'absence, toutefois, de l'avocat des Verts.

Faut-il s'en étonner ? MM. Pezet, Rastoin et Sanmarco, les trois élus marseillais visés par la plainte,

## L'enquête sur l'attentat de septembre 1989

### La veuve du commandant de bord du DC-10 d'UTA a eu accès au dossier de la justice libyenne

Représentant l'une des familles des victimes de l'attentat commis contre le DC-10 d'UTA (170 morts, le 19 septembre 1989), M<sup>me</sup> Alex Ursulet s'est constituée partie civile, lundi 6 janvier, dans le dossier d'instruction ouvert en Libye au nom de sa cliente, M<sup>me</sup> Maryvonne Raveneau, veuve du commandant de bord. C'est la première fois qu'une partie civile française a accès au dossier ouvert, fin novembre, par la justice libyenne.

« Qui a assassiné Georges Raveneau ? Qui a organisé et commandité cet attentat ? », demandent M<sup>me</sup> Maryvonne Raveneau et son avocat, M<sup>me</sup> Alex Ursulet, deux ans après l'explosion en vol du Paris-Brazzaville au-dessus du désert de Ténéré. Selon la « formidable enquête » menée par le juge d'instruction français, M. Jean-Louis Bruguière, mais redoutant que le dossier ne soit arrivé à un « point de blocage », l'avocat s'est rendu à Tripoli, au début de la semaine, pour se constituer partie civile et avoir ainsi accès au dossier d'instruction ouvert par la justice libyenne.

De son voyage, l'avocat a rapporté des informations inédites sur un dossier judiciaire, à fortes résonances politiques et diplomatiques, dans lequel le juge Bruguière a mis en cause la responsabilité du régime du colonel Kadhafi. Le haut magistrat libyen chargé de l'instruction, M. Mohamed Muri, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation à Tripoli, lui a notamment révélé que l'un des responsables libyens visés par le mandat d'arrêt international lancé par la justice française est... décédé depuis une année. Son nom est M<sup>me</sup> Musbah Arba, membre des services secrets, dont la mort serait « naturelle ».

Les cinq autres personnalités libyennes que la justice française cherche en vain à entendre ont été auditionnées, depuis le 9 décembre, par le magistrat de Tripoli. Il s'agit de MM. Abdallah Senoussi, beau-frère du colonel Kadhafi et numéro deux du service de renseignement, Abdallah Elastragh, conseiller au bureau populaire de Brazzaville, Ibrahim Naeil, également membre des services secrets et présent au Congo peu avant l'attentat, Moussa Koussa, vice-ministre des affaires étrangères et chef de l'organisme chargé de la « manipulation » de mouvements d'opposition dans certains pays étrangers, Abdelkalam Zadm, numéro trois des services secrets.

Si les suspects, qui sont entendus à titre de « témoins » par la justice libyenne, ont nié toute participation à l'attentat, M<sup>me</sup> Ursulet a relevé un certain nombre d'incohérences dans leurs déclarations en consultant leurs procès-verbaux d'audition. Il apparaît ainsi que M. Naeil affirme ne pas s'être trouvé à Brazzaville le 19 septembre, jour de l'attentat, et avoir quitté la capitale congolaise la veille, contrairement à ce que l'enquête du juge Bruguière a établi. D'autres contradictions méritent

raient d'être exploitées dans le cours de l'enquête judiciaire française, estime l'avocat du barreau parisien, qui a demandé l'inculpation des suspects. Mais le juge libyen répond que, en l'état actuel de son dossier, il ne dispose pas d'éléments à charge suffisants.

Aussi le magistrat de Tripoli invite-t-il le juge Bruguière à se rendre sur place pour des confrontations avec les ressortissants libyens. Et il assure que, si le juge français lui apporte des éléments suffisants, il procédera à leur inculpation et à leur incarcération immédiate, allant jusqu'à préciser que la loi libyenne prévoit la peine de mort pour les crimes qui leur sont imputés. La veuve du commandant de bord et son avocat souhaitent, eux aussi, que le juge Bruguière se rende à Tripoli. « C'est le seul moyen, disent-ils, de débloquent aujourd'hui un dossier dans lequel la justice française demande l'extradition de ressortissants libyens que la Libye refuse d'extrader, tout comme la France refuse d'extrader ses propres nationaux ».

## La guérite du loup

Se constituer partie civile dans un pays soupçonné d'avoir commandité l'attentat et ne passant pas pour un Etat de droit n'est-il pas audacieux ? « A s'en tenir à ce genre d'arguments, on ne saura jamais la vérité. Il faudra qu'on nous démontre que le guérite du loup se trouve bien à Tripoli, que le coupable est bien l'Etat libyen », poursuivent l'avocat français et la veuve du commandant de bord, en rappelant que l'enquête judiciaire a successivement mis en cause la responsabilité de la Syrie, puis de l'Iran et, après la guerre du Golfe, de la Libye. « Quel que soit le coupable, ajoutent-ils, il doit être condamné. Peu importent les implications diplomatiques ».

Même si la position du juge libyen masque une comédie judiciaire, organisée par Tripoli en guise de diversion ? « Nous serions les premiers à la dénoncer. Mais cela ne semble pas le cas aujourd'hui, car le dossier ouvre un véritable défilé. Tous les moyens sont bons pour découvrir la vérité », répondent M<sup>me</sup> Raveneau et son conseiller, qui doivent rencontrer M. Bruguière, vendredi 10 janvier.

Dans cette partie de bras de fer judiciaire et diplomatique où Tripoli se trouve mis en cause - non seulement dans l'attentat du DC-10 mais aussi dans celui contre l'avion de la PanAm à Lockerbie - Paris a récemment fait savoir que les autorités françaises ne demandent pas à la Libye de lui livrer les auteurs présumés de l'attentat (le Monde du 5 janvier). Paris attend que « les responsables officiels libyens » puissent répondre « à toute demande du juge d'instruction chargé de l'information judiciaire ».

ERICH INCIYAN

## L'auteur de l'arrestation de Ben Barka en 1965

### Le policier Louis Souchon est décédé

Louis Souchon, l'un des deux policiers français qui avaient arrêté Mehdi Ben Barka en 1965, est mort, mardi 7 janvier, à l'âge de soixante-seize ans, d'une hémorragie cérébrale.

La disparition de Louis Souchon serait celle d'un fonctionnaire de police sans relief particulier si cet ancien inspecteur général à la brigade mondaine de la police judiciaire parisienne n'avait été mêlé à l'affaire Ben Barka. C'est lui, en effet, accompagné de son subordonné, l'inspecteur Roger Voitot, qui, le 29 octobre 1965, aux environs de 12 h 30, à Saint-Germain-des-Près, présenta sa carte de police au leader de l'opposition marocaine de l'époque pour l'inviter à monter dans une voiture et le conduire jusqu'à Fontenay-le-Comte, dans l'Essonne, au domicile d'un ancien repris de justice, Georges Boucheche. Après cela, personne ne devait voir, pas plus vivant que mort, Mehdi Ben Barka.

Louis Souchon allait soutenir qu'on avait abusé de lui et qu'il croyait sincèrement accomplir une mission dont l'aurait chargé en personne le chef de cabinet de M. Roger Frey, ministre de l'intérieur de l'époque. De surcroît, Antoine Lopez, honorable correspondant du service de contre-espionnage français, et personnage clé dans l'affaire, lui avait assuré : « Foccart est au parfum », autrement dit, le secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté française et les affaires africaines et malgaches est au courant.

Que Souchon ait été manipulé ne saurait aujourd'hui guère faire de doute, mais sa présence dans l'affaire, comme celle de Roger Voitot, devait conduire la direction de la police judiciaire, chargée de l'enquête, à ne pas arrêter les deux hommes, alors qu'ils avaient passé des heures complètes, et à titre un moment au juge d'instruction le rôle qu'ils avaient joué. Par la suite, Souchon comme Voitot devaient comparaître devant la cour d'assises de la Seine qui les condamna respectivement à huit et six ans de réclusion criminelle, peines qu'ils n'eurent pas à accomplir dans leur intégralité, bénéficiant assez vite de mesures de libération conditionnelle.

Louis Souchon avait publié en 1970, sous le titre *Accusés, laissez-vous*, sa version de l'affaire, sans apporter d'éléments susceptibles d'en modifier profondément l'éclairage.

JEAN-MARC THEOLLEYRE

## Le Front national perd son procès contre Guy Bedos

### M. Le Pen et le bouffon

Au nom de la liberté d'expression des humoristes, le comédien Guy Bedos a été relaxé, jeudi 9 janvier, des poursuites engagées devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris par M. Jean-Marie Le Pen et par le Front national, qui lui reprochaient de les avoir gravement diffamés lors d'une émission diffusée sur Europe 1, le 28 janvier 1991.

Interrogé par Jean-Pierre Elkabbach, sur Europe 1, Guy Bedos avait évoqué Saddam Hussein en faisant remarquer : « Il paraît qu'il a quand même donné de l'argent à pas mal de gens, y compris au Front national. C'est pour ça que Le Pen va faire la danse du ventre libanais... ». Le propos avait choqué le Front national et son président, qui avaient engagé des poursuites en considérant qu'il s'agissait d'une diffamation.

C'est aussi l'avis du tribunal présidé par M. Jean-Yves Mon-

fort, qui note que le fait de dire qu'un parti politique reçoit de l'argent d'un pays ennemi en temps de guerre « porte incontestablement atteinte à l'honneur et à la considération des mis en cause ». De la même manière, les juges relèvent ce fait, avec un sans reproche de l'abstraction : « Insulter qu'un homme politique français s'est rendu, dans le contexte de guerre, dans un pays ennemi pour y pactiser avec ses dirigeants porte à l'évidence atteinte à son honneur et à sa considération ».

## « La danse du ventre »

En revanche, l'image de « la danse du ventre », que les magistrats définissent comme « une technique chorégraphique orientale (...) fortement inspirée par l'art de la séduction », ne constitue pas un délit, même si elle est appliquée à M. Le Pen. Il s'agit, selon les juges, d'une image « qui relève de la caricature et du paradoxe » et qui est

seulement « ironique ». Et c'est par un raisonnement identique que le tribunal a reconnu à Guy Bedos « la bonne foi » qui permet d'être relaxé, malgré la présence de propos diffamatoires.

Ainsi les juges notent que « le prévenu n'est ni journaliste ni homme politique (...) ». Il revendique la qualité de clown, de comique (...) Les propos incriminés s'inscrivent (...) dans le cadre de l'exercice normal, par le prévenu, de son métier d'humoriste et d'oubliant des limites raisonnables de sa liberté d'expressions ».

Sur un plan plus général, le tribunal constate : « A toutes les époques, le bouffon remplit une fonction sociale éminente et salutaire, qui s'exerce par principe légitimement au détriment des puissants, des personnages publics, de ceux dont on parle et dont les idées sont connues. Il participe, à sa manière, à la défense des libertés ».

MAURICE PEYROT

## Après dix ans de procédure

### M. Michel Kemmache est remis en liberté

M. Michel Kemmache a été remis en liberté, jeudi 9 janvier, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, après une histoire judiciaire qui avait valu à la France deux condamnations de la Cour européenne des droits de l'homme du 18 décembre.

Au mois de décembre, lorsque son avocat, M<sup>me</sup> Chantal Meral, lui annonça son intention de plaider une demande de mise en liberté devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, M. Michel Kemmache ne croyait guère à son succès. Epuisé par dix ans de procédure et quatre incarcérations successives, cet homme d'affaires condamné en avril 1991 à onze ans de réclusion criminelle pour complicité dans un trafic de faux dollars avait fini par perdre espoir. Pourtant les magistrats d'Aix-en-Provence ont décidé de le remettre en liberté sous contrôle

judiciaire. M. Kemmache, qui a toujours nié toute participation à ce trafic, devait donc quitter la prison de Fresnes dans les jours qui viennent.

## Rappel à l'ordre

Son histoire judiciaire, toutefois, fera date. Arrêté en 1983, M. Michel Kemmache, qui a passé 1 045 jours en détention provisoire, a été jugé plus de dix ans après les faits. Son dossier, qui compte huit cassations, a accumulé au fil des ans retards, maladroites et faux-pas : dossiers en sommeil, vices de procédure, audiences tardives, incarcérations souvent incompréhensibles.

Une entrave suffisamment longue pour que la Cour européenne des droits de l'homme s'intéresse de près à son cas : le 27 novembre dernier, la France était solennellement condamnée par les « sages » de la Strasbourg, qui lui reprochaient à la fois la longueur excessive de la

procédure et celle de la détention provisoire. Une décision qui prenait des aises de rappel à l'ordre : cette double condamnation était acquiescée à l'unanimité.

Remis en liberté, M. Michel Kemmache, qui doit verser une caution de 200 000 francs, sait toutefois que ses aventures judiciaires ne sont pas terminées. Le jugement prononcé le 25 avril par la cour d'assises des Alpes-Maritimes a été cassé le 18 décembre par la Cour de cassation. M. Michel Kemmache devrait donc comparaître à nouveau devant un jury à Draguignan, dans le Var, dans les mois à venir. En espérant que les jurés seront, cette fois, plus élimés : alors que les auteurs principaux du trafic avaient été condamnés à trois et six ans de réclusion criminelle, M. Kemmache, jugé pour simple complicité, avait été condamné aux peines de prison à perpétuité à la même peine.

A. C.

## Après les récents incidents

### La surveillance est renforcée à la maison d'arrêt de Nice

#### NICE

#### de notre correspondant régional

M. Jean-Claude Karsenty, directeur de l'administration pénitentiaire, a annoncé, jeudi 9 janvier à Nice, un renforcement des mesures de contrôle à la maison d'arrêt, après les récents événements dans l'établissement, en particulier la spectaculaire tentative d'évasion à l'explosif commise le dimanche 5 janvier (le Monde du 7 janvier).

M. Karsenty a reconnu que la prison souffre d'un « surcroisement chronique » et a émis le vœu que les effectifs soient ramenés, d'ici à la fin de 1992, à quatre cents détenus, au lieu de sept cents actuellement. Au printemps dernier, ils avaient atteint près d'un millier de détenus, pour trois cent trente-sept places disponibles. Cet objectif de réduction est lié à l'ouverture, en septembre prochain, d'une nouvelle maison d'arrêt à Grasse (six cents places). Le directeur de l'administration péniten-

tière a également confirmé la création prochaine de huit postes de surveillants supplémentaires, ainsi que la mise en vigueur d'un schéma directeur de reconstruction et le lancement de travaux de rénovation. Il a affirmé que le règlement intérieur sera appliqué « avec rigueur, aussi bien pour les détenus que pour les gardiens » et que « tous les trafics donneront systématiquement lieu à l'ouverture d'une information judiciaire ».

Il a enfin renouvelé sa confiance au directeur de la maison d'arrêt de Nice, M. Germain Rey, dont certains syndicalistes avaient demandé le départ. Ses déclarations ont été bien accueillies par FO, mais l'Union fédérale de l'administration pénitentiaire (UFAP) a exprimé une certaine réserve, en regrettant que l'administration pénitentiaire ne prenne que des « der ».

G. P.



## SOCIÉTÉ

L'intégration des jeunes appelés musulmans

## Des plats cuisinés « halal » dans les casernes

Les jeunes appelés de religion musulmane vont pouvoir disposer dans leur caserne, pour la première fois en France, de plats « halal », à base de mouton, de bœuf ou de poisson, confectionnés selon les prescriptions alimentaires de l'islam. A titre expérimental, la fabrication de dix-huit mille barquettes « halal » (1) a commencé, jeudi 9 janvier, aux abattoirs municipaux de Chambéry (Savoie), sous le contrôle religieux de M. Ahmed Boualam, président d'une association de harkis d'Arles (Bouches-du-Rhône) et membre du CORIF (Conseil de réflexion sur l'islam en France).

Les plats seront cuisinés par la société Moloux de Grenoble, qui, après plusieurs enquêtes de la commission religieuse du CORIF, a été choisie, notamment pour sa proximité des abattoirs de Chambéry. La répartition et la distribution de ces plats dans les casernes, à partir de la mi-janvier, seront assurées par les services du commissariat central de l'armée de terre, chargés des questions d'intendance.

Cette disposition a fait l'objet d'une négociation de plus d'un an



et d'un accord entre l'armée de terre et le CORIF, qui pourra lui-même recruter les « sacrificateurs » chargés de l'abattage, leur donner les agréments nécessaires et certifier la viande « halal », c'est-à-dire conforme aux prescriptions religieuses. C'est un nouveau signe de reconnaissance officielle, par l'armée, de cette instance repré-

sentative des musulmans de France, créée en mars 1990, à l'initiative de M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur et des cultes.

L'accord passé entre le CORIF et l'armée de terre est conforme aux conclusions du rapport Billie remis en avril 1990 à M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la défense, sur l'intégration des jeunes Français d'origine maghrébine, qui estimait à cinq mille environ le nombre d'appelés de confession islamique. Il s'agit moins d'encourager une « discrimination positive », dit-on aujourd'hui au ministère, que de respecter les obligations religieuses des jeunes militaires musulmans. Les jeunes appelés de confession juive peuvent déjà depuis longtemps manger casher.

H. T.

(1) « Halal » (comme « casher ») veut dire « licite ». Le Coran interdit « la bête morte, le sang, la viande de porc et tout animal sur lequel on aura invoqué (au moment de le tuer) un autre nom que Dieu » (2,173).

## POLICE

Grâce à un système de recherches automatisées

## Interpol exploitera une banque de données de photographies et d'empreintes digitales

M. Raymond Kendall, secrétaire général d'Interpol, dont le siège est à Lyon, a présenté, jeudi 9 janvier, un accord signé par son organisation avec France-Télécom et une société informatique, pour permettre l'exploitation d'une banque de données de photographies et d'empreintes digitales.

LYON

de notre bureau régional

L'organisation internationale de police criminelle Interpol va permettre à ses cent cinquante-huit pays membres d'effectuer, à distance, des recherches automatisées dans une banque de données informatiques. Six mille notices biographiques de personnes recherchées, leurs photographies et même leurs empreintes digitales pourront ainsi être consultées instantanément. C'est un progrès significatif dans la lutte contre la criminalité.

Les textes, images et documents sollicités vont s'afficher en haute définition sur l'écran du terminal d'ordinateur de l'utilisateur, en vue d'une identification définitive. Avec ce système de serveur ASF (automated search facility), la recherche peut être effectuée à partir du patronyme, même mal orthographié, des initiales d'un nom, ou même d'un signalement sommaire. Le texte peut apparaître dans l'une ou l'autre des quatre langues de travail d'Interpol (français, anglais, espagnol, arabe).

Ce service bénéficiera surtout à la douzaine de pays qui sont équipés de réseaux numériques à intégration de services (RNIS), du type Numaris construit par France-Télécom. Ces équipements achèveront, en effet, par le même câble, sous forme codée, des données informatiques, du texte, de l'image et du son.

## Cinq francs la transmission

L'extension est prévue dans les prochains mois au Canada, aux États-Unis et au Japon. De 1993 à 1995, Interpol prévoit d'installer des serveurs décentralisés dans ses directions régionales, au nombre de

## EN BREF

Interpellation de trois jeunes gens à Mantes-la-Jolie. — Trois jeunes gens, repérés par la police à l'occasion des incidents de ces derniers mois à Mantes-la-Jolie, ont été interpellés, jeudi 9 janvier, dans le quartier du Val Fourré à Mantes et à Rosny-sur-Seine (Yvelines) par la Brigade régionale d'enquête et de coordination de la police judiciaire de Versailles. Des armes à feu, des couteaux et des billets de banque saisis à leur domicile laissent penser aux enquêteurs qu'il pourrait s'agir des auteurs présumés de trois hold-up contre des agences bancaires de Versailles, de Mantes-la-Ville et des Mureaux commis ces dernières semaines.

TENNIS: Guy Forget en finale du tournoi de Sydney. — Le Français Guy Forget, septième joueur mondial, s'est qualifié, vendredi 10 janvier, pour la finale du tournoi de tennis de Sydney (Australie) en battant en demi-finale l'Américain David Wheaton (6-3, 6-2). En finale,

samedi, Forget doit rencontrer l'Espagnol Emilio Sanchez, quinzième joueur mondial, qui a battu l'Italien Omar Camporese 6-4, 7-6 (8-6). Par ailleurs, le tirage au sort des internationaux d'Australie (13-26 janvier) a été cruel avec le numéro un français puisqu'il devra affronter, au premier tour, son coéquipier de Coupe Davis, Henri Leconte.

Trois entreprises s'associent pour le Grand stade de Mém-Séant. — Les trois entreprises de bâtiment et travaux publics Spie-Batignolles, SAE et Fougères ont constitué une équipe pour étudier la construction, le financement et l'exploitation du futur Grand Stade de Mém-Séant. Ce stade de 80 000 places, dont le lieu d'implantation a été décidé l'an dernier par M. Michel Rocard, alors premier ministre, est l'équipement indispensable à la candidature de la France pour l'organisation de la Coupe du monde de football en 1998. Les trois sociétés se sont assurées les services de

Pour les séjours privés en France

## Les Tunisiens devront produire un certificat d'hébergement

Les Tunisiens désirant séjourner en France pour une visite familiale ou privée de moins de trois mois devront présenter un certificat d'hébergement. Ce document sera visé par le maire de la commune d'accueil, qui pourra faire vérifier l'identité de l'hôte et la capacité de son logement.

Cette mesure, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1992, aligne les Tunisiens sur le droit commun applicable aux étrangers non ressortissants de la CEE. Elle résulte d'un accord du 19 décembre dernier entre la France et la Tunisie et constitue un premier pas vers la suppression, souhaitée par le gouvernement, des facilités accordées aux originaires des trois pays du Maghreb pour leurs séjours privés en France. Des contacts en ce sens ont déjà été pris avec l'Algérie, et d'autres doivent suivre avec le Maroc.

Les Maghrébins en visite doivent produire, depuis 1983, une simple « attestation d'accueil » ne permettant aucun contrôle des conditions d'hébergement, et pour laquelle le maire, le commissaire de police ou l'autorité consulaire du lieu de domicile de l'accueillant se contente de certifier la signature de ce dernier. M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon a estimé « inappropriée » cette procédure pour justifier sa récente décision de ne plus signer aucune attestation d'accueil (le Monde du 7 janvier).

## SOLIDARITÉ

## M. Francis Charbon nommé directeur général de la Fondation de France

M. Francis Charbon, ancien membre de la direction générale de Médecins sans frontières, vient d'être nommé directeur général de la Fondation de France en remplacement de M. Bernard Lataflet, devenu conseiller spécial au cabinet de M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication.

[M. Francis Charbon est né le 30 août 1946 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Docteur en médecine, anesthésiste, il a exercé cette profession dans différents hôpitaux de la région parisienne de 1973 à 1980. Depuis 1980, il travaille à Médecins sans frontières. Président de cette association les deux premières années, il a occupé par la suite diverses fonctions à la direction générale. Il était notamment chargé du développement international et supervisait la gestion administrative, financière et les ressources humaines de Médecins sans frontières.]

GÉRARD BUETAS

## INTEMPÉRIES

Atteignant la région des îles Belep

## Le cyclone « Betsy » se rapproche de la Nouvelle-Calédonie

Le cyclone tropical « Betsy » a atteint, vendredi 10 janvier, la région des îles Belep (à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie). « Betsy », qui s'est renforcé au cours de la nuit de jeudi à vendredi, est accompagné de rafales de vent soufflant à plus de 230 kilomètres à l'heure et de pluies torrentielles.

Le centre du cyclone était situé, vendredi 10 janvier, à 150 kilomètres au nord des Belep et les communications avec ces îles étaient interrompues. La plupart des axes routiers du nord de la Nouvelle-

Calédonie étaient impraticables en raison des pluies et des vents. Les liaisons aériennes intérieures et internationales ont été suspendues.

L'état d'alerte cyclonique maximum est donc maintenu sur l'ensemble du territoire français du Pacifique-Sud. Le plan ORSEC a été déclenché et une cellule de crise mise en place. Il est interdit aux habitants de quitter leur domicile. A Nouméa, située à environ 500 kilomètres du centre du cyclone, les rafales de vent atteignent, dans la journée du 10 janvier, une vitesse de plus de 100 km/heure. — (AFP)

## PHILATÉLIE

## Le pavillon de la France à Séville



La Poste mettra en vente, lundi 20 janvier, un timbre à 2,50 F représentant le pavillon de la France construit pour l'Exposition universelle qui se déroulera à Séville (Espagne) du 20 avril au 12 octobre. Ce pavillon, conçu par les architectes Jean-Paul Viguier, Jean-François Jodry et François Seignour, devrait être transformé en bibliothèque après l'exposition.

Le timbre, au format horizontal 36 x 21,45 mm, dessiné par le cabinet d'architectes Viguier-Jodry-Seignour, gravé par Jacky Larrivière, est

imprimé en offset et taille-douce en feuilles de cinquante.

» Vente anticipée à Paris, les 18 et 19 janvier, de 10 heures à 19 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 8 : le 18 janvier, de 8 heures à 19 heures, à Paris-Louvre RP et au bureau de poste de Paris-Séjour, et de 10 heures à 18 heures au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup> (boîtes aux lettres spéciales).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 5, rue Assolvi-Bouffé, 75013 Paris. Tél. : (1) 45-45-20-27. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

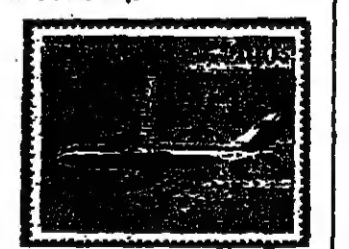
## En filigrane

Le Monde des philatélistes de janvier. — Zola, de Gaulle, Thierry Sabine, Luc Alphand, Mgr Joseph Dupont, Jean-Baptiste Meunier de la Place, Henri Giffard... Ils sont tous français et ont la particularité d'avoir leur effigie sur des timbres-poste étrangers. Pour certains, il s'agit d'une première, la France ne leur ayant pas encore fait cet honneur. Le Monde des philatélistes de janvier fait le point sur ces émissions et fournit la liste des timbres émis en 1990 et 1991... Le premier de tous restant Jacques Cartier, qui apparut sur une vignette canadienne en 1855. Sachez enfin qu'une collection complète de ces « Français exotiques » compte plus de deux mille pièces, en provenance de près de cent soixante-quinze pays, et que Schweitzer, de Gaulle Couberlin et les Cuis sont parmi les plus populaires. Autres sujets au sommaire de ce numéro : le nouvel enlèvement (le chagrin) ; les vignettes de l'île de Lundy ; les derniers postes insulaires de la dernière guerre aux types « bis » et « Pétain » ; une nouvelle rubrique, « Questions-réponses » (le Monde des philatélistes, 88 pages, en vente en kiosques, 25 F).

Souvenirs polonais. — L'Association pour le développement des œuvres sociales de la marine (ADOSM) profite de la mise en vente des timbres du programme 1992 des terres Australes et Antarctiques françaises (le Monde

du 4 janvier) pour vendre une série de souvenirs philatéliques « premier jour » : Marion Dufréne ; Course autour du monde ; Torton ; 5<sup>e</sup> Centenaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (sponsoring : ADOSM-Philatélie, 23, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris).

Ventes. — Seconde partie de la vente aux enchères de l'exceptionnelle collection « Alsace-Lorraine » d'Henri Kastler, qui fut le premier président de l'Académie de philatélie, le vendredi 17 janvier, à 11 heures, à l'hôtel des ventes de Drouot-Richelieu à Paris (enseignements, catalogue, Jacques Laroches, 21, rue Drouot, 75009 Paris. Tél. : (1) 47-70-20-18).



Emissions exotiques. — La Bulgarie a émis, le 6 septembre 1991, un timbre et un bloc-feuillet consacrés à l'hôtel Sheraton de Sofia. Le Cambodge a choisi pour thème d'une série récente l'histoire de l'aviation avec, parmi ses sept valeurs, un Airbus-A 310.



PUBLICIS ETOILES. C'EST BEAU UN  
136 Champs Élysées 75008 Paris - Tél. 49

مركز الامن الاحل



# CULTURE

## PATRIMOINE L'imbroglia de Versailles

Suite de la première

Si, par exemple, le Grand Commun (hôpital militaire Dominique-Larrey), le château de la Guerre (École supérieure du génie), l'hôtel du Grand Commun (direction des travaux du génie et centre de documentation de l'armée de terre) et l'aile nord des Grandes Ecuries (état-major de la 2<sup>e</sup> DB) et les «quartiers» de Croy, d'Anjou et d'Artois. Sans parler de toutes les autres constructions, aujourd'hui plus ou moins construites mais toujours classées au patrimoine de Chartres : le camp de Satory (100 hectares), l'ancien gendarmier de Chévreuil (1 hectare), et, de l'autre côté de la N10, en face du POrangerie, à l'ouest de la place de l'Europe, le terrain de Matelots (70 hectares) et des Mortemets (54 hectares). C'est l'annonce de la venue de ce terrain qui a mis le feu aux poudres. Aujourd'hui, le terrain est largement envahi par les rochers. Des aménagements d'été y ont été réalisés. On y a construit un club de tennis, un club de moto, un club de tir, un club de golf, un club de bus municipaux peuvent s'y parer d'une autorisation spéciale. Un bout de ce terrain est dévolu au ministère de l'Agriculture. Le terrain de la culture en occupe également quelques bribes.

L'armée, qui voit son budget rogné, qui a financé le terrain de Matelots, a financé le terrain de Mortemets, particulièrement dans la région par-

siennaise, ne veut plus «donner» l'exemple. N'aurait-elle pas, en 1985, elle avait envisagé de vendre les terrains gratuitement, par changement d'affectation, à des associations de la culture. La procédure est toujours en cours de la défense, revenant sur son intention, en effet, que le ministère de la Défense ait, en juillet 1986, tiré des Mortemets, et que la loi du 23 décembre 1986, ait autorisé la vente de ces terrains par les services financiers. C'est à 61,7 millions de francs.

L'association Les Amis de Versailles, animée par Olivier de Rohan, invoque l'intérêt public pour le projet. Il s'agit d'un projet «qui se trouve en coulisse». Il semble, en effet, que le ministère de la Défense ait demandé un projet de promoteurs, et qu'un projet de lotissements fut élaboré. Projet de l'ampleur de la zone de Versailles, on prétendit que la municipalité voulait y installer un palais des congrès.

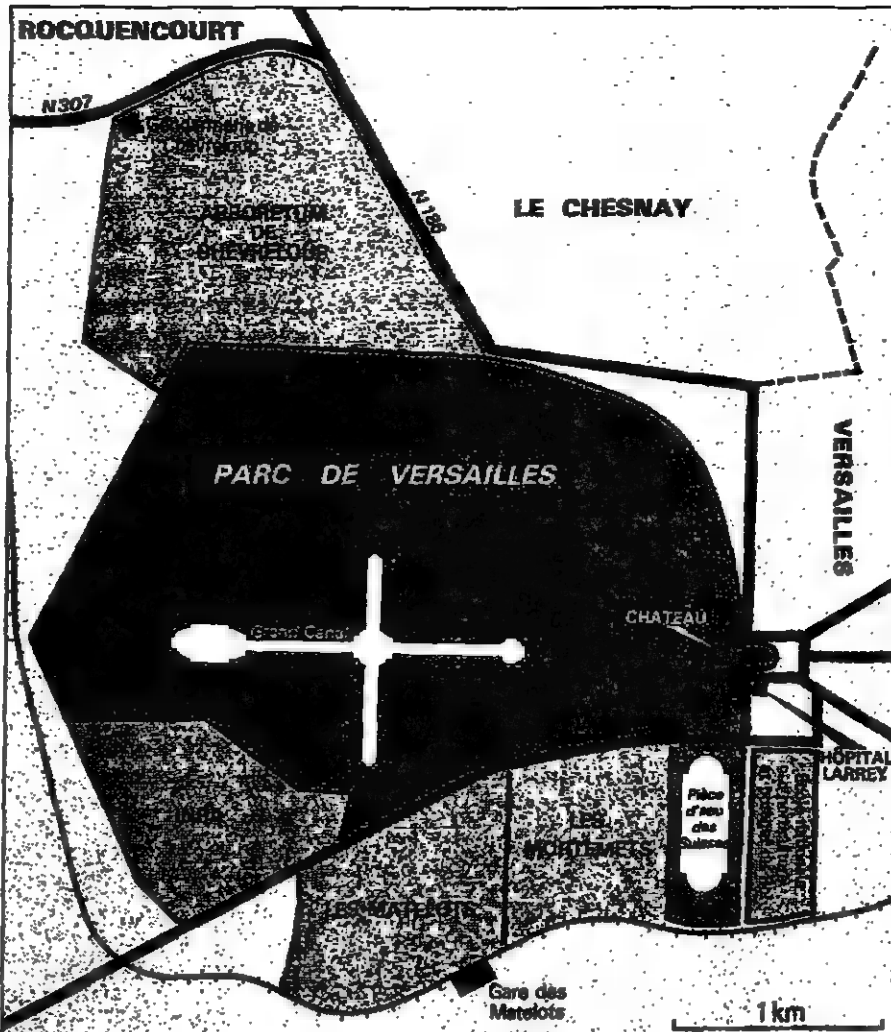
C'est un faux bruit. Il n'a jamais eu question d'une pareille chose. On n'a montré les plans d'un hôtel de mille chambres, affirme André Damien. En revanche, les cars de touristes engorgent dramatiquement la place d'Armes, au pied du château. Le terrain des Matelots pourrait servir de parking comme de lieu d'accueil pour les visiteurs, qui sont aujourd'hui plus de 4 millions et qui seront le double vers l'an 2000.

«La plus grande transparence»

Le directeur du Patrimoine, Dupuy, bien sûr, en première ligne. On lui prête des intentions machiavéliques. Par exemple d'échanger l'hôpital militaire Larrey contre la possibilité, pour l'armée, de disposer à sa guise des Mortemets. «Tout cela n'a pas de sens», explique-t-il. La première chose à faire est de débrouiller l'écheveau des propriétés. On ne sait pas précisément à qui appartient le terrain. Ensuite, pour déterminer leur sort, une concertation s'engagera entre ses différents propriétaires mais aussi avec la commune et le département, en fonction de nos besoins, de ceux des collectivités locales et des souhaits de l'armée. Rien n'est exclu, sauf un palais des congrès et un hôtel de mille chambres. Un parking? A condition qu'il soit intégré dans le paysage. Des logements sociaux? Ils seront difficiles à caser dans l'environnement. Des équipements sportifs? Là, tout dépend de leur traitement. Un parc? Qui l'entretient? Le château? Il a assez de son avec le sien. La ville? Le département? La région? Il faut leur demander tous les uns. Il n'est pas question de brader le domaine public.

L'association Les Amis de Versailles, partisan du projet, a été créée en 1980. Elle a 600 membres et est présidée par Olivier de Rohan. L'environnement serait ainsi sauvegardé. Mais il ne répond pas à la question de Christian Dupuy : qui va payer?

Si l'armée aurait bien aimé construire, l'autorisation sera difficile, pour ne pas dire impossible, à décrocher. Six mois après l'affaire de la gendarmerie de Chévreuil (lire notre encadré). Même pour des logements sociaux. «Il faut imaginer une opération



grammation doit faire plus grande transparence.

C'est l'avis de Guy Malandain, député (PS) des Yvelines, maire adjoint d'Elancourt. «Il n'est pas raisonnable de vendre le domaine de l'Etat par morceaux, si c'est pour y construire des logements des terrains à 3 500 F le mètre carré. Le traitement du terrain de Versailles, celui de la région de Versailles, doivent être négociés globalement.

La négociation sera dure. Aussi certains tournent-ils déjà leurs regards vers l'Elysée. La solution globale pourrait d'ailleurs comprendre le terrain de Matelots, d'un régiment du génie, mais aussi le terrain de biologie végétale de l'Institut national de la recherche agronomique (50 hectares), à qui l'on prête l'intention, contradictoire, de démanteler - par manque de place - ou de densifier - pour les mêmes raisons.

Une idée qui porte sur les Mortemets a été confiée à la commission civile d'étude de Versailles (SCVEV). Celle-ci a proposé une «reconstitution» de ce terrain, qui n'a jamais été architecturé par un Le Nôtre : l'ancien Régime, les Mortemets comme les Matelots étaient des marais, transformés en simples cynégétiques. Mais un autre scénario catastrophe, la plaine de Versailles. Celui-ci a été étudié par le ministère de l'Équipement, qui prévoit l'autoroute A10 en bordure du terrain royal.

EMMANUEL DE ROUX

## THÉÂTRE

### Une violente histoire d'amour

Dans une mise en scène d'Alain Françon qui refuse l'effet, les acteurs brûlent

BRITANNICUS

de Molière

Théâtre des Amériques

Sur le programme du Britannicus mis en scène par Alain Françon - à Lyon, au Théâtre du Vieux, et présenté à Nanterre (le Monde daté 29-30 décembre 1991) - il y a un portrait de Racine, et l'on a une fois de plus frappé de sa beauté, par son regard aigu et mélancoque. Le choix de ce portrait n'est pas le fait du hasard : dans son dévouement décadent et brûlant, le spectacle lui-même.

Il n'aurait pu être plus juste, scène, brasquement s'envoie, comme aspiré par le cœur du cosmos, dévoilant un palais démantelé, calciné, dont on voit sur les murs écailés des vestiges de fresques et, sur le sol, des somptueuses mosaïques - le décor de Jacques Chénou. Mais ce n'est pas les ruines, ni le présent le souvenir de leur gloire, les enfants, les constructeurs, les personnages de l'histoire qui nous intéressent. Rien ne vient les arrêter, leur pouvoir politique.

Alain Françon éclaire d'une lumière incandescente la façon dont le privé et le public, qui se mêlent intimement, s'entraînent mutuellement. Dès la première réplique d'Agrippine, on sent en boule à la porte son impéatrice - le mécanisme - marche, quand

la pièce termine le pire reste à venir. Britannicus décrit, c'est vrai, la naissance du monde, mais ouvre la porte à la chute d'un empire.

Ce vestibule de tragédie, sol malaisé, les trébuchent, languent sur un bateau naufragé. Obsédés par leur ego, ils ne voient que la tempête qu'ils pensent être capables de maîtriser. Les héros de cette histoire d'amour, d'égocentrisme extrême, et ceux de Britannicus ne dérogent pas. Possessif, dominateur, ils aiment. Agrippine aime Nérone qui aime Junie qui aime Britannicus. Une violente histoire d'amour se joue, sur ce navire qui traverse les siècles.

On ne s'attend pas, pendant le temps de Louis XIV, à Tacite. On est dans le temps qui précède les grandes bouleversements du monde. Le décor, les décalages de Joël Hourbeig, les costumes magnifiquement intelligents de Patrice Cauchetier, la mise en scène de Jacques Chénou, d'emblée les décalages de l'histoire, le climat. A partir de là, les acteurs peuvent d'adonner sans fin aux détails de leurs personnages. Le refus de l'histoire spectaculaire leur fait porter le poids de la représentation. Alain Françon parle sur eux. Il les choisit pour leur partout et les réunir à la distribution homogène, sans rôle défini.

Yann Collette est un Burrhus acétique, Vladimir Yordanoff un ni chafouin ni équivoque, et voit souvent : il est un homme qui veut.

autres, diriger son destin. Anne Benoit donne un caractère au personnage sacrifié d'Albine. Hélène Alexandridis est Junie, certaine d'être aimée, mais sa fragilité émeut. Enfin, il y a le trio Agrippine-Nérone-Britannicus. Strançar majestueuse, sauvage, flamboyante, sa robe rouge, et carnassière, possédée par cette passion dévorante pour son fils qui se confond avec sa fureur au pouvoir, sa jalousie pour la pauvre Junie. Puis le «fils de cette femme», Laurent Grevill, dans le rôle de Nérone, de velours noir au col blanc d'étudiant, Hamlet venimeux mâtiné de Louis II de Bavière, qui vit devant nous, derniers instants de son innocence.

L'idée la plus risquée, et finalement superbe, c'est Clivia Cornilac-Britannicus. On a l'habitude de le voir au cinéma jouer les loups, le dit-il. Mais il est perdu, spontané, prince qui a été élevé seul, d'indifférence pour lui-même. Un jour on lui a dit non, mais il n'y croit pas. De lui, il est persuadé qu'il rendrait sa place. Sa jeunesse le protège de la peur. Dans une manière de bouger, s'appuyer sur un mur, de regarder Junie, il se distingue à la fois à la fois de Laurent Grevill, le père et le fils. Il n'est pas le même et le même. Alain Françon a parié sur les comédiens, il a gagné.

COLETTE GODARD

■ Du mardi au samedi 20 h 30. Dimanche à 14 h. Jusqu'au 2. Tél. : 46-14-70-80.



NOUVELLE ANNEE PLEINE D'ETOILES.  
8.00. Personne à contacter, Louis Gabinski.

ANDRÉ DILLARD



## CULTURE

## CINÉMA

## Les chants de la mémoire

Un familier de Jean Genet se souvient d'un épisode de la vie du poète et réalise un film baroque

LES ÉQUILIBRISTES  
de Nico Papatakis

Il s'appelle Franz-Ali Aoussine. Il est né d'un père arabe et d'une mère allemande. Valet de piste, au cirque, à Paris, il rêve de devenir fildériste. Un homme que l'univers du cirque fascine l'a remarqué. C'est Marcel Spadice, écrivain homosexuel. Par l'intermédiaire d'Hélène Lagache, une bourgeoise qui lui sert de rabat-joie, Spadice rencontre Franz-Ali. Ils deviennent intimes. Spadice se charge de l'entraînement du garçon, le fait faire un animal, pour en faire non seulement une vedette, mais une œuvre d'art, la siennne. Franz-Ali accepte, subit les exigences. Mais comme il ne s'agit pas, finalement, d'idéal de Spadice, il se impitoyablement rejette.

Un sait, depuis la présentation du film au Festival de Venise (le Monde daté 8-9 septembre 1991) que Nico Papatakis s'est inspiré d'un épisode de la vie de Jean Genet, qu'il connaissait bien : la relation avec le gay de piste Abdallah qui abandonne pour un vol de camion dont l'écriture voulait faire un court métrage, se suicide. Donc Spadice est Genet, Franz-Ali est Abdallah, et il y a aussi des «cités» pour les autres

personnages. S'il est important de connaître les grandes lignes de l'histoire, on ne saurait pour autant réduire ce film aux anecdotes d'un certain monde parisien, ou à un règlement de comptes de Papatakis avec Genet.

Certes, Spadice (admirablement interprété par Michel Piccoli qui, en l'occurrence, se déplace, lui, sur la corde raide de son métier de comédien) apparaît antipathique et même odieux. Mais on retrouve ici tout ce qui, depuis les Abysses (en mis à part Gloria mundi), traverse le cinéma de Nico Papatakis : les rapports sado-masochistes dans la différence sociale comme dans les sentiments, la manipulation des humilités, la violence des relations amoureuses, la tendresse de l'esprit de Spadice, il se impitoyablement rejette.

Le film est en scène, par la façon d'utiliser les couleurs (ainsi le rouge pourpre du théâtre, de gloire, évocation du feu et du sang), Papatakis a refusé le réalisme - dit-il psychologique - au profit d'un lyrisme tragique dont la progression fatale s'effectue dans une évocation onirique de rêves brisés (1).

Il n'a pas insisté sur les rapports avec Genet (avec Spadice, avec Hélène). Les corps ne sont pas

objets de désir, parce qu'il y a eu crime contre l'esprit, contre l'identité, contre la nature humaine d'un jeune homme qui ne pouvait être ramené à la création - perverse - d'un intellectuel.

Le film est un chant à la mémoire d'Abdallah, et c'est Franz-Ali (Liliah Dadi, jeune comédien beur prodigieux) qui lui donne sa revanche dans le cérémonial funéraire de la fin du film, superbe morceau de cinéma baroque accompagné par la Parvane, de Gabriel Fauré. Cérémonial où s'accomplit également l'assomption de la mère de Franz-Ali. L'extraordinaire actrice allemande Doris Kunstmann.

JACQUES SICLIER

(1) Film de Franco Zeffirelli à Venise. La SEPT, chaîne câblée, a diffusé les Équilibristes sous le titre de «Le film» en trois parties (1 à 3). Le programme économique des coproductions jumelles avec des sociétés de télévision engendre l'obligation des deux versions, celle destinée à la télévision étant, en général, diffusée après la sortie du film en salles. De toute façon, en ce qui concerne les Équilibristes, la manière de filmer est exactement la même et c'est le style qui compte. Celui d'un auteur... de cinéma.

## Hamlet prend des couleurs

Mel Gibson et Glenn Close au pied des remparts d'Elseigneur

HAMLET  
de Franco Zeffirelli

Il était une fois un prince de Danemark, qui se souvenait Hamlet. Le roi son père étant mort, sa mère, la reine Gertrude, s'était vite - trop vite - remarquée avec son oncle Claudius et celui-ci avait monté sur le trône. Hamlet, le fils du roi, se voyait donc en face de sa mère et de son oncle qu'il considérait comme incestueux. Il était, mélancolique, dans le château d'Elseigneur. Le spectre du roi défunt lui apparut, la nuit, sur les remparts et lui révéla qu'il avait été empoisonné par Claudius. Hamlet devait tuer l'assassin. Pour exécuter cette mission de vengeance, sans que son entourage puisse rien deviner, le jeune prince s'enferma dans la solitude et simula une folie que tout le monde prit pour vraie. Seul, Claudius avait des soupçons.

Avec une modestie qu'on ne lui connaissait pas, Franco Zeffirelli a traité, comme un conte, la tragédie de Shakespeare : façon, peut-être, d'excuser le souvenir bien encombrant - il n'est pas ce problème avec la Mignonne apprivoisée et Roméo et Juliette - du film de Laurence Olivier qui, pour avoir été tourné en 1948, n'en est pas moins resté le modèle, dans la grande tradition anglaise, de la transposition

cinématographique de cette œuvre. Il y a donc entre le texte et la légende, un grand travail dramatique bien organisé, esthétiquement fort beau, que Zeffirelli a revivifié Hamlet, avec un comportement à une dimension psychologique ne risquant pas de déconcerter ce qu'on appelle le grand public, d'autant que ce grand public doit être attiré par l'interprète du rôle, Mel Gibson.

L'acteur, qui aurait pu se contenter des rôles de Mad Max ou de L'Arme fatale, mais qui a été, également, un excellent comédien dans d'autres films moins connus, cités, n'a pas fongué dans l'aventure. Il est viril, ardent, tourmenté mais pas indécis, quand il faut. Il est le Hamlet de Shakespeare comme un très beau héros de cinéma, sans appel l'émotion théâtrale («To be or not to be»).

Dans ce Moyen Âge d'intrigues, de complots, de pouvoir autocratique, il est, par sa culture, sa barbe, ses vêtements, un jeune homme des temps modernes qui voit venir - la Renaissance - mais qui, par sa révolte contre les erreurs et les trahisons des adultes, appartient également à notre modernité. La violence - et l'amour déçu - de ses rapports avec sa mère trouvent en Glenn Close une correspondance

où le tempérament de l'actrice se donne à fond.

Innocente du meurtre du roi, très attachée à son fils, cette Gertrude est une femme passionnée et sensuelle. Au-delà du couple fils-mère, Alan Bates en Claudius nous donne une composition de traître qui frôle le mélodrame. C'est le seul défaut d'une interprétation dans laquelle Helena Bonham-Carter incarne une Ophélie enfantine, petite amoureuse sacrifiée, frappée, elle, d'une réelle qui a fait de Zeffirelli une véritable œuvre d'opéra.

Les châteaux sont beaux et anglais, les décors de studios sont dans le même style, la composition des images rappelle très souvent les tableaux des peintres préraphaélites anglais, sans que le raffinement des couleurs et des éclairages tourne au maniérisme chichiteux où il est arrivé au cinéaste de se complaire. Et si l'on était tenté de lui reprocher l'aspect «film de cape et d'épée» de la grande séquence finale du duel, il pourrait répondre qu'en son temps Laurence Olivier avait fait la même chose. En noir et blanc, il est vrai. Mais c'est, tout de même, une citation...

J. S.

## Le Monde

par SARL, le monde

Directeur de direction :

Jacques Lesourne, directeur de la rédaction  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Luciani, secrétaire général

Directeurs en chef :

Jean-Marie Colombani, directeur de la rédaction  
Jacques Amelin, Thomas Ferecni  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Directeur des relations internationales :

Hubert Beauvillier (1984-1989), Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

Directeurs :

Hubert Beauvillier (1984-1989), Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

Redaction et presse :

18, rue Falguère 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-89

Administration :

1, rue Hubert-Beauvillier 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-60-30-10

## Les matins triomphants

A l'issue de sa troisième semaine d'exploitation, Tous les matins du monde, d'Alain Corneau, totalise plus de 700 000 entrées pour toute la France et vient de passer à la 10ème place au box-office. Ce n'est pas la première fois qu'un film français trouve un large public. Mais qui aurait pu imaginer que la bande-son du film - musique de Marin Marais et de Sainte-Colombe - entrerait au Top 10 ?

Et pourtant, le disque compact est parvenu à vendre, avec 700 000 exemplaires vendus, la quatrième place au classement derrière Queen, Michael Jackson et Edna Daho, avant le dernier Genesis, et s'apprête à entrer au «Top Album» où son classement ne pourra pas être aussi flateur. Il n'empêche que la musique du grand siècle n'avait jamais connu

tant d'adhésions auprès du grand public... depuis l'indictif de l'Eurovision. Pour accompagner et si possible accompagner ce succès, le violoniste Jordi Savall vient de tourner un clip sous la direction de Jean Raznikoff.

10 % des spectateurs du film ont donc acheté la bande originale de Tous les matins du monde. Plus remarquable, la majorité de ces acheteurs se trouvaient parmi les 15-30 ans. Hier confinés dans les circuits parallèles de la musique classique, les baroqueux ont interprétés «d'art et d'essai» accidentel à la grande distribution. Pour prouver le triomphe remporté par l'intégrale des symphonies de Beethoven dirigées par Nikolaus Harnoncourt, le pape du disque à l'antenne.

A. Lo.

## NOTES

## Fan-club

DINGO  
de Rolf de Heer

Entre fan et idole se crée une obséquiosité désintéressée qui croit être de la complicité intellectuelle. Dingo, œuvre de fan, obséquieuse et naïve, est aussi le seul film dans lequel Miles Davis ait accepté de jouer la comédie, en plus de la trompette. Le film est de quelques séquences, mais desquelles le film a été assemblé. Il est Billy Cross, musicien américain établi à Paris.

Réalisé par un Australien, Rolf de Heer, on y voit un petit garçon du bush marqué à vie par le passage éclair de Billy Cross sur la piste de l'aéroport local. Devant trompettiste de baloché, chasseur de dingos (symbole longuement expliqué de l'irréductibilité de l'Asie), le cousin jazz de Crocodile Dundee rêve toujours de jouer sur la scène d'un club parisien aux côtés de son idole. Tel Rocky ou le Karaté Kid, il y parviendra, parce que Dingo est aussi prévisible qu'inévitable.

Chaque film s'étire jusqu'à épuisement des lieux communs disponibles. Chaque réplique tombe à plat, qu'elle soit mal écrite ou que les acteurs profitent de la latitude de faire n'importe quoi qui leur est laissée (mention spéciale à Bernadette Lafont en M<sup>lle</sup> Miles, qui bat ses propres records). Et Miles ? En costume de portier de boîte de nuit, fragile et opaque, il joue de la trompette et de ses lunettes noires avec le sourire d'un ancien combattant surveillant la construction d'un monument aux morts.

T. S.

## Opéra Bulles prolongation

Il s'agit de la prolongation de l'Opéra Bulle, à la Grande Halle de La Villette, à avoir voyagé dans les décors en vrai imitant les paysages impossibles, inventés par des dessinateurs à l'esprit mal tourné, les Reiser, Vaillancourt, Bilal... à comploter... père à tous, Goscinnny. Ils seront encore des milliers et des milliers à pouvoir... Bidochon et chez Jules Verne et les autres, dans les univers déguisés peuplés de beaux et malins, de plantes maléfiques, de vamps, de gamins trop malins... Le monde des rêves noirs a rencontré un tel succès que l'exposition-parcours est prolongée jusqu'au 2 février.

► Du mercredi au dimanche de 12 heures à 21 heures. Mardi et samedi jusqu'à 23 heures. Tél. : 40-03-39-03.

Centre dramatique de La Courneuve • Ambre  
d'Alain Enjary mise en scène : Ariette Bonnard  
du 9 janvier au 2 février  
Lun, mer, ven. et sam. à 20h45 • dim. à 15h  
Centre culturel - 23, rue de Gladiolus - La Courneuve 93000 Paris

Reprise exceptionnelle du 14 janvier au 16 février  
Corneille  
Un Corneille inattendu, débridé, insolent qui allie avec génie la finesse et la gaucherie, et que Christian Risteux nous fait découvrir avec un plaisir évident.  
47.42.67.27

Après Cités-Cinés, La Grande Halle-la Villette présente jusqu'au 2 février une exposition-spectacle sur la BD en 3 dimensions  
Monsieur Puyfau - Pantin  
40 03 39 03

THÉÂTRE MONTPARNAISSE  
À PARTIR DU 14 JANVIER  
Cuisine & dépendances  
Une pièce de AGNES JAQUI et JEAN-PIERRE BACRI  
Mise en scène STEPHAN MELDEGG  
"TERRIBLEMENT DRÔLE!"  
LOCATION 43 29 77 74  
AU FOYER DES 100 ASSIÈGES COULEURS ET 1000 GROISS

Après La Tragédie Comique  
nouvelle création  
Hunstad et Eve Bonfanti  
LE DIABLE, L'AMOUR ET LA MORT  
Du 16 janvier au 2 février  
LES GEMEAUX  
(1) 46 01 36 67

MUSIQUE A 18H  
SAMEDI 10 JANVIER 18H  
TABEA ZIMMERMANN  
alto  
STEVEN ISSERLIS  
violoncelle  
OLLI MUSTONEN  
piano  
BEETHOVEN - BRAHMS  
VENDREDI 24 JANVIER 18H  
OLEG MAISENBERG  
piano  
MOZART - BEETHOVEN  
DEBUSSY - STRAVINSKI  
75 F - LOC. 42 74 22 77  
2 PL DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

COMEDIES BARBARES  
VALLENGER  
Mise en scène JORGE LAVELLI  
25 comédiens dont MICHEL AUMONT, MARIA CASARES, DENISE GENCE  
DERNIERE 18 JANVIER  
Intégrales à 15h30  
11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 janvier  
1ère partie à 20h  
2ème partie à 20h  
Réservation  
43 66 43 60  
15 rue Malte Brun 75020 Paris

مكتبة القرآن







## ÉCONOMIE

Inflation, taux d'intérêt et tensions sociales ■ République fédérale

Dangereuse  
politique monétaire

L'Allemagne va-t-elle sombrer dans la récession? L'Allemagne est-elle en train de détruire les chances de reprise économique dans le monde? L'inquiétude s'accroît dans les pays industrialisés au fur et à mesure que passent les mois et que le Bundesbank fait monter à des niveaux rarement vus ses taux d'intérêt à court terme. La décision prise le 19 décembre dernier par l'institut d'émission allemand de relever son taux d'escompte jusqu'à 8 % a plongé les gouvernements des grands pays dans la consternation. Chaque fois que ceux-ci se rencontrent à l'occasion de grandes réunions internationales, des résolutions sont prises pour que soit progressivement réduit le prix de l'argent. Les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, le Japon ouvrent dans ce sens mais l'Allemagne, imperturbable, continue dans la voie contraire. La Bundesbank justifie sa politique en expliquant que l'Allemagne et le mark doivent rester crédibles. M. Oskar Lafontaine, membre du conseil de la Buba, déclare, dans une interview accordée au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, que les reproches adressés à son pays sont « absurdes ».

Mais, ajoute-t-il, comment pouvez-vous nous reprocher un taux d'inflation élevé si vous n'admettez pas que nous faisons tout pour y remédier?

Et il est vrai que l'Allemagne aura connu en 1991 son taux d'inflation le plus élevé depuis longtemps : +4,2 % entre décembre 1990 et décembre 1991. Un chiffre inacceptable, a dit et redit M. Helmut Schlesinger, président de la banque centrale, qui s'est fixé comme objectif prioritaire de ramener la hausse des prix à 2 %. Il est vrai aussi que les taux d'intérêt à long terme allemands ont tendance à baisser, preuve que les marchés font confiance à la politique qui est menée et anticipent un ralentissement de l'inflation au cours des années à venir.

Il n'empêche. Les critiques faites à la Bundesbank se multiplient au fur et à mesure que grandissent les inquiétudes. Elles émanent des meilleurs économistes allemands, qui craignent un tassement brutal de l'activité. Et l'accord sur une « stratégie de croissance » conclu à Tokyo par MM. Bush et Miyazawa va mettre l'Allemagne dans une bien mauvaise position quand se réunira à la fin du mois à Washington les sept grands pays industrialisés.

ALAIN VERNHOLIS

La Banque soviétique  
du commerce extérieur  
a fermé ses portes

La Vnesheconbank (VEB), la banque du commerce extérieur de l'ancienne URSS, a suspendu ses activités sine die : les portes de ses agences sont fermées et il ne répond plus au téléphone.

La VEB était le seul établissement financier autorisé à faire des opérations en devises avec l'étranger. Depuis plusieurs semaines, elle ne délivrait plus qu'avec réticence des chèques de voyage à ceux qui les demandaient, essayant notamment de les convaincre de faire des chèques en dollars. Aujourd'hui, les clients ne peuvent plus faire aucune opération de virement ou de retrait ou même connaître le solde de leur compte.

— (AFP)

Les fonctionnaires allemands modèrent  
leurs revendications salariales

La Deutsche Beamtinnen Bund (DBB), qui représente 1,8 million de fonctionnaires outre-Rhin, a décidé de modérer ses ambitions. Après avoir annoncé l'automne dernier qu'il réclamait 10,5 % d'augmentations pour 1992, M. Werner Hagedorn, président du DBB, a finalement estimé qu'un taux compris entre 8 % et 10 % pourrait être considéré comme acceptable lors des négociations qui doivent débuter le 7 février.

FRANCKFORT

correspondance

Les déclarations du président du DBB ont été accueillies avec un grand soulagement par le ministre de l'économie, M. Tümpgen. M. Tümpgen, qui s'était attiré les foudres du DBB, ainsi que de son collègue à l'intérieur, M. Rudolf Seiters, pour avoir suggéré qu'une loi soit votée afin de limiter les augmentations salariales dans la fonction publique à moins de 5 %.

M. Seiters a refusé cette mesure, même s'il n'a pas ménagé ses critiques à l'égard du DBB, dont les demandes ont été jugées « exagérées et irréalistes ».

Cette partie de bras de fer entre l'État et ses employés est révélatrice du climat social extrêmement tendu qui règne outre-Rhin. Mais l'avisément lancé par M. Müllemann était avant tout destiné au puissant syndicat de la métallurgie, l'IG Metall, et à l'OTV, qui regroupe les services publics, les banques et les transports. C'est en grande partie pour freiner les revendications de l'OTV — qui réclame aussi des augmentations salariales de 10,5 % — que la Bundesbank a décidé d'augmenter ses taux directeurs d'un demi-point le 19 décembre.

Des négociations de la dernière chance ont repris dans la sidérurgie à partir du 8 janvier pour essayer de trouver un accord avant le déclenchement de grèves massives. Peu avant Noël, les négociations avaient été brutalement interrompues après que le patronat eut

proposé 3,4 % d'augmentation pour 1992, contre 10,5 % demandé par le syndicat. M. Müllemann a annoncé qu'elle s'était donnée jusqu'au 14 janvier pour tenter un accord ou un compromis.

Erfurt

Tous les experts s'accordent pour estimer que l'issue des négociations salariales sera décisive pour éviter une récession à l'ouest en 1992. Le ralentissement de l'activité chez les principaux partenaires de l'Allemagne déprime la demande pour les produits allemands et freine donc la croissance. L'Allemagne est donc la première à se voir menacer d'être délaissée par les autres pays de la zone euro.

La conjoncture à l'ouest est aggravée par les effets d'intérêt ayant atteint des niveaux historiques, qui ont un effet négatif sur la demande interne et le bâtiment.

Au cours des deux derniers trimestres, le PNB (produit national brut) ouest-allemand a déjà régressé à chaque fois de 0,5 %, ce qui est un signe de récession.

M. Müllemann n'a pas caché pour sa part que la relance de l'économie à l'Est va encore coûter très cher à l'État fédéral. Lors d'une conférence de presse à Bonn, mardi 7 janvier, il a présenté un plan de financement de plusieurs milliards de deutschemarks pour faciliter la reprise des nouvelles laender, qui s'annoncent « beaucoup plus difficile que prévu », a-t-il dit. Il en a appelé à un effort supplémentaire des fonctionnaires, estimant que 3,5 milliards de deutschemarks à la puissance publique (12 milliards de marks environ), à la fin de l'année, le déficit public atteindra 11 milliards de marks (476 milliards de francs) et où l'Allemagne se confronte à la fois à d'autres priorités, notamment en Europe de l'Est, ainsi qu'à de nouvelles obligations sur le plan international.

CH. HOLZBAUER-MADISON

Avec un accroissement de ses ventes outre-Rhin

Renault gagne des parts  
de marché en Europe

Les résultats du groupe Renault, publiés jeudi 9 janvier par M. Patrick Faure, directeur commercial, sont encourageants. Le bilan financier du groupe pour l'année écoulée était « juste équilibré », a déclaré M. Faure. Le groupe a vendu 1 888 000 véhicules dans le monde en 1991 (+3,4 % par rapport à 1990). Dans un contexte morose, la Régie a en outre atteint l'objectif de 10 % du marché européen de voitures grâce à une progression de 24 % de ses ventes en Europe (hors France).

Les ventes européennes de Renault ont progressé de 19 %, avec plus de 110 000 Clio vendues dans la péninsule. Tout en maintenant sa place de leader européen des ventes de petits véhicules utilitaires (P.V.U.) — avec une pénétration de 18,2 % — la Régie a commercialisé 1 361 000 véhicules particuliers en Europe (hors France) en 1991, contre 1 304 000 l'année précédente, soit une hausse de 4,4 %.

En France, les ventes de Renault ont progressé de 2,8 % par rapport à 1990, soit une hausse de 15,4 % par rapport à 1989. Les ventes de voitures particulières ont progressé de 27,7 % en 1991, contre 22,7 % en 1990, soit une hausse de 15,4 % par rapport à 1989. Les ventes de P.V.U. ont progressé de 10,4 % en 1991, contre 9,4 % en 1990, soit une hausse de 10,4 % par rapport à 1989.

En Europe (hors France), les ventes de Renault ont progressé de 19 %, avec plus de 110 000 Clio vendues dans la péninsule. Tout en maintenant sa place de leader européen des ventes de petits véhicules utilitaires (P.V.U.) — avec une pénétration de 18,2 % — la Régie a commercialisé 1 361 000 véhicules particuliers en Europe (hors France) en 1991, contre 1 304 000 l'année précédente, soit une hausse de 4,4 %.

En France, les ventes de Renault ont progressé de 2,8 % par rapport à 1990, soit une hausse de 15,4 % par rapport à 1989. Les ventes de voitures particulières ont progressé de 27,7 % en 1991, contre 22,7 % en 1990, soit une hausse de 15,4 % par rapport à 1989. Les ventes de P.V.U. ont progressé de 10,4 % en 1991, contre 9,4 % en 1990, soit une hausse de 10,4 % par rapport à 1989.

OLIVIER PIOT

L'accord nippo-américain sur l'automobile

Une entente imposée  
qui mécontente les industriels des deux pays

Les six grands constructeurs automobiles japonais se sont engagés à vendre sur le marché intérieur 20 000 voitures américaines et à acheter en 1994 pour 19 milliards de dollars de pièces détachées aux États-Unis.

TOKYO

de notre correspondant

Ni les constructeurs automobiles américains ni leurs homologues japonais ne sont satisfaits de cet accord, imposé aux seconds par leur gouvernement. Les constructeurs américains qui accompagnent M. Bush ont finalement dû accepter les objectifs proposés par les Japonais, mais ils ont obtenu, de haute lutte, que l'objectif chiffré du taux d'importation des pièces détachées utilisées dans les voitures fabriquées aux États-Unis figure dans le plan d'action : de 50 % actuellement, il devrait passer à 70 % en 1994.

Les constructeurs américains sont en revanche mécontents des résultats obtenus concernant les normes : les Japonais ont cédé sur la plupart des points en litige mais ont résisté sur d'autres tels que les normes des échappements et les mesures anti-pollution. Le Japon permet les plus strictes du monde. Or il suffit de peu, l'expérience le prouve, pour bloquer l'entrée d'un véhicule.

Après le débat sur des Japonais qui, pour une fois, ne méchient pas leurs mots, cet accord est une cote mal tuée.

Un pacté qui escroque le problème de fond : l'écart de compétitivité entre l'industrie américaine et japonaise.

La vente par les constructeurs japonais des véhicules américains aura une portée essentiellement symbolique. D'après qu'il s'agit d'une mesure de « réconciliation » pour les bénéficiaires, qui reconnaissent implicitement leur échec, cette « vente par connotation », comme l'écrit la presse japonaise, ne changera guère la physiologie de la balance commerciale : 19 000 voitures ne représentent que quatre jours d'exportations japonaises aux États-Unis. Ce sont en outre les ventes des voitures japonaises, fabriquées de l'autre côté du Pacifique et importées sur l'archipel, qui connaîtront la plus forte croissance (45 800 en 1994).

Un marché hautement compétitif

Pourquoi les Japonais n'achètent pas de voitures américaines? Elles sont trop grosses, trop chères et mal finies. Pourquoi les Américains réussissent-ils sur le marché japonais, comme c'est le cas de BMW? Parce que BMW y a investi plus de 100 millions de dollars au cours des dix dernières années et dispose d'un réseau de 120 agents dans le pays. Ce qui n'est pas le cas des Américains. Les voitures américaines représentent 60 % des 178 000 voitures importées au cours des neuf premiers mois de 1991. Cette analyse n'est pas celle d'un quotidien

japonais, mais celle du Wall Street Journal. On pourrait poser une question : depuis dix ans, les constructeurs américains, qui bénéficient d'une protection (une restriction volontaire des importations de voitures japonaises aux États-Unis), ont-ils suffisamment tiré parti pour améliorer la qualité de leurs voitures? Le marché japonais est hautement compétitif et il existe assurément des « barrières non tarifaires » à l'entrée des produits étrangers. Mais celles-ci n'expliquent pas tout et ne laissent que ceux qui veulent bien l'être.

Le « geste » des constructeurs japonais peut aider leurs homologues américains à renforcer leur image. Il restera à ces derniers à conquérir leur place. Les constructeurs américains ont déjà mis une condition au respect de leur engagement : les Américains doivent améliorer la qualité de leurs voitures. Il n'est pas question pour eux d'abaisser les normes.

La question des pièces détachées illustre aussi l'écart de compétitivité entre l'Amérique et le Japon. Les seconds se sont engagés à acheter davantage mais en même temps ils devront opérer des transferts de technologies afin que ces pièces puissent être produites en nombre suffisant et qui soient donc moins coûteuses. Les fabricants américains ne peuvent pas fournir en nombre suffisant et qui soient donc moins coûteuses.

Ph. P.

La visite de M. Bush au Japon  
n'a pas eu les effets attendus

Suite de la première page

Mais, cette « stratégie », formulée en termes de « réconciliation », n'a pas eu les effets attendus. Le Japon s'engage à suivre un modèle de croissance tiré par la demande interne. L'absence de toute mention à la question de l'ouverture du marché du Japon à M. Bush et M. Miyazawa se sont contentés de qualifier d'« étape importante » (de « tremplin »), selon le premier ministre japonais) le document Dinkler, du nom du directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), préconisant une libéralisation des importations.

En plus de la question automobile, principal dossier de la visite de M. Bush, qui fait l'objet d'un document à part, les États-Unis et le Japon sont convenus de faire des efforts dans plusieurs secteurs : papier, produits de verre et semi-conducteurs. Les administrations japonaises s'étant engagées en outre à équiper de gros ordinateurs américains.

Bien que M. Bush estime que sa visite a permis de corriger de nombreuses inégalités dans l'accès au marché japonais, le programme d'action ne fait état, le plus souvent, que

de la poursuite des discussions déjà en cours. Le processus est engagé et les résultats tangibles ne seraient pas qu'après quelques semaines.

« Croisade de matraquage »

En ce qui concerne le projet d'un super-accélérateur de particules, les Américains n'ont pas obtenu ce qu'ils désiraient : les Japonais ont refusé de s'engager dans une opération dont le coût potentiel d'autorisation à celui des échanges contrôlés. Outre que cette orientation tend à entamer le principe du libre-échange, elle risque de se traduire par une discrimination à l'égard des autres partenaires du Japon, à commencer par les membres de la CEE.

Sur le problème de fond — la compétitivité des deux économies —, on peut se demander si les mesures annoncées auront un effet autre que politique. Les dirigeants des quatre grandes organisations patronales japonaises ont exprimé des doutes sur la possibilité d'atteindre tous les objectifs figurant dans le plan d'action.

PHILIPPE PONS

Après le dispositif annoncé par M. Cresson

Les syndicats expriment leurs réserves  
sur les mesures contre le chômage

Parfois, les mesures prises pour lutter contre le chômage annoncées par M. Edith Cresson (le Monde du 10 janvier) sont le plus souvent critiquées sur la méthode utilisée.

Ainsi la CFTC estime que le programme « le mérite de se fonder sur la prioritarisation, l'adaptation et l'aide individualisée ». Mais elle craint un enchevêtrement inextricable de dispositifs qui risque de provoquer des concurrences perverses. Dans une déclaration, M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFTC, « comprend » la motivation du gouvernement et reconnaît que l'orientation retenue pour les chômeurs de longue durée « va dans le bon sens ». Cependant, il s'interroge sur le dispositif pour les jeunes et, appelant que le premier ministre souhaite le concours de tous, se demande

comment on peut se mobiliser pour des mesures à la création desquelles on n'a pas participé. Le bureau national de la CFTC, lui, souligne que « le mouvement syndical doit être à la pointe d'une dynamique nationale » et annonce que la manifestation pour l'emploi, prévue pour le 2 février par trois organisations, est reportée.

M. François Duteil, secrétaire de la CGT, considère que le premier ministre « poursuit dans la même voie, c'est-à-dire le traitement social du chômage » et que « cela ne créera pas un emploi et n'offrira aucune perspective ». M. Blondel, secrétaire général de FO, s'est « inquiété » de l'aspect « cafoilleux » et « brouillon » des mesures, avec un souci statistique.

Enfin, la CFE-CGC se dit « consternée et alarmée » parce qu'elle « comprend de moins

en moins la politique du gouvernement pour combattre le chômage, tant sur le fond que sur la forme ». M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, est plus nuancé. « C'est une mesure intéressante sur le plan social, a-t-il noté, mais ce n'est absolument pas une mesure pour l'emploi ».

Grève des taxis parisiens le 14 janvier. — Les taxis parisiens ont grévé, mardi 14 janvier, à l'appel de la CFTD, de la CGT et du FO. Les taxis parisiens ont grévé, mardi 14 janvier, à l'appel de la CFTD, de la CGT et du FO. Les taxis parisiens ont grévé, mardi 14 janvier, à l'appel de la CFTD, de la CGT et du FO. Les taxis parisiens ont grévé, mardi 14 janvier, à l'appel de la CFTD, de la CGT et du FO.











## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 10 JANVIER

Règlement mensuel										Règlement mensuel													
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS								
Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%						
4210	CNE 3%	4286	4280	4280	- 0.12	4280	CPI Foix H.L.	247	245	245	- 0.81	4280	L.V.M.H.	4300	4230	4280	- 0.21	445	Sage	482	480	480	0.00
822	B.A.P. T.P.	855	855	855	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
814	C.Lyon. T.P.	810	810	810	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
1315	Deutsche T.P.	1215	1215	1215	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
1340	Rhone-Pon. T.P.	1470	1470	1470	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Saint Gobain T.P.	1045	1045	1045	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Compt. d'Ent.	389	389	389	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	AGF	987	987	987	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Al. Liquid.	880	880	880	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Alcatel-Alcatel	581	581	581	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Al. Ind.	1415	1415	1415	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	A.S.P.	280	280	280	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Argon. P.Ind.	1820	1820	1820	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Centra.	400	400	400	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind.	120	120	120	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00
	Aut. Ind. M. Ind.	680	680	680	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020	1020	0.00	4280	Ch. Fouché	1020	1020		

**COMPTANT** (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
Cours prix.		Dernier cours		Emission Frais incl.		Recher net		Emission Frais incl.		Recher net		Emission Frais incl.		Recher net	
<b>Etrangères</b>															
A.E.G.				Action				Francs				Pw/Associations			
957				207 50		201 95		439 78		425 89		2584 95		2604 00	
Alca In Sic.				Aggregates				Fessie Paris				Profimus			
395				742 75		770 74		105 38		102 32		989 99		994 00	
Alcan Aluminium				Amberg				Fessie-Regions				Querc			
102 20				9010 48		7702 38		1186 61		1182 09		130 00		127 01	
Alcan Branci				Autels				Fuss-Associations				Safinor			
220				26592 92				34 08		34 09		170 01		170 01	
Amdes				Australis C.T.				Fuss-Cap				Simson			
510				82 57		80 42		40 18		40 18		80 01		80 01	
Anar				Austria				Fuss-Fin				Sissor			
620				1159 41		1159 41		259 71		236 17		5388 90		5312 00	
Aurores Mines				Azer Fluor				Fuss-Ind				Sissor-Virt.			
120				300 01		321 51		65 78		630 79		1154 04		1158 09	
Banco Paris Equit.				Azer Fluor				Gest. Associations				St Honoré Bt-Alim.			
580				1161 75		1171 52		14334 47		14283 15		10830 50		10778 02	
B.R. Europe Inc.				Azer Fluor				Horizon				St Honoré Global			
20000				1728 51		1202 48		1191 38		105 19		233 50			
Can Pacific				Aus Capital				H.M. Montreal				St Honoré Vir			
79 50				168 28		159 13		13402 00		13402 00				88 28	
Chrysler Corp.				Aus Coast Term.				H.M. Montreal				St Honoré Pacific			
99 85				7626 75		7626 75		102629 35		100005 76		17 00		99 86	
C.I.R.				Aus Europe				H.M. Montreal				St Honoré P.M.E.			
7 10				129 57		123 88		138 43		132 49		820 21		820 21	
Commerzbank				Aus Investments				Interfection Psa				St Honoré P.M.E.			
842				113 61		100 72		530 40		520 40		14365 74			
De Beers (port.)				Aus NFL				Japan				St Honoré Services			
127				113 85		108 76		857 03		153 04		1382 05		1382 05	
Dow Chemical				Aus Pacific				Japan				St Honoré			
285				147 97		115 26		276 37		272 28		12267 08		12124 59	
Dow Chemical				Aus Silicons				Japan				St Honoré			
21 50				145 51		141 16		2174 03		2170 77		1301 00		1301 00	
G.M. (Gen. Leach)				Aus Values PER.				Lauri C.T.				St Honoré			
58				118 89		114 25		12119 43		12116 43		1301 00		1301 00	
Globe				BDO Avanti				Lauri C.T.				St Honoré			
576				107 78		104 05		818 08		825 17		1301 00		1301 00	
Globe Holdings Ltd.				Colofone 1				Lauri C.T.				St Honoré			
85				1019 88		1019 48		Lauri C.T.				St Honoré			
Gloody Tech.				Colofone 2				Lauri C.T.				St Honoré			
276				1019 88		1019 48		Lauri C.T.				St Honoré			
Globe and Co (N.Y.)				Colofone 3				Lauri C.T.				St Honoré			
305				1019 88		1019 48		Lauri C.T.				St Honoré			
Honeywell Inc.				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
221				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Honeywell				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
76 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Johannesburg				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
128				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00				6076 60		6070 43		Lauri C.T.				St Honoré			
Kendall-Petroleum				Caprimont				Lauri C.T.				St Honoré			
35 00															

	<b>Cours</b>
--	--------------

[illegible]

640

[illegible]

**Hors-cat**

Quip Hydro Energy...	215	...
Odyssey	80	...
C&H Cogasurf	14	9 4th
Copaset	600	...
Demet Associates	272	...
El Anagorio	1400	...
Gen	70	...
Empy Software Int.	20	...
Gachas S.A.	55	...
Gala Medios Para	1450	...
Gay Dominguez	440	...
Jacura	125	...
Lacteos de Miami	20	...
Mesa	1030	4
Paranalejo MD	1410	...
Procter, Fincher	350	262 5th
Quacore	24	...
Rovato N.V.	214 30	...
St Gatien Holdings	1712	...
SEPA	905	...
S.P.R. art. N.	345	...
Typhonic/Elect.	380	...

### Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 10/1	COURS actuel
Exco-Unis (1 ton)	5 216		
Ecu	8 947		
Aluminaire (100 dm)	341 488		
Alu (100 f)	16 535		
Paye-Ses (100 f)	303 200		
Isule (1000 fms)	4 516		
Denmark (100 krd)	87 850		
Inde-Singapore (1 U.)	9 880		
Grèce (100 dr)	2 959		
Suisse (100 f)	382 320		
Solide (100 tons)	93 580		
Norvège (100 k)	36 100		
Australie (100 act)	48 529		
Espagne (100 pes)	5 367		
Portugal (100 esc)	3 913		
Canada (1 \$ can)	4 087		
	4 181		

## Marché libre de l'

DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COT. 10
cat.	venant			
.....	.....	Or fin (pico en barre).....	69850	
.....	.....	Or fin (en lingot).....	69850	
.....	.....	Napoleon (20).....	363	
.....	.....	Pièce Fr (10 l.).....	433	
.....	.....	Pièce Suisse (20 fr.).....	353	
.....	.....	Pièce Latine (20 l.).....	354	
.....	.....	Souverain.....	434	
.....	.....	Pièce 20 dollars.....	2080	
.....	.....	Pièce 10 dollars.....	1052 50	
.....	.....	Pièce 5 dollars.....	590	
.....	.....	Pièce 50 pesone.....	2220	
.....	.....	Pièce 10 florine.....	346	

## PUBLICITÉ

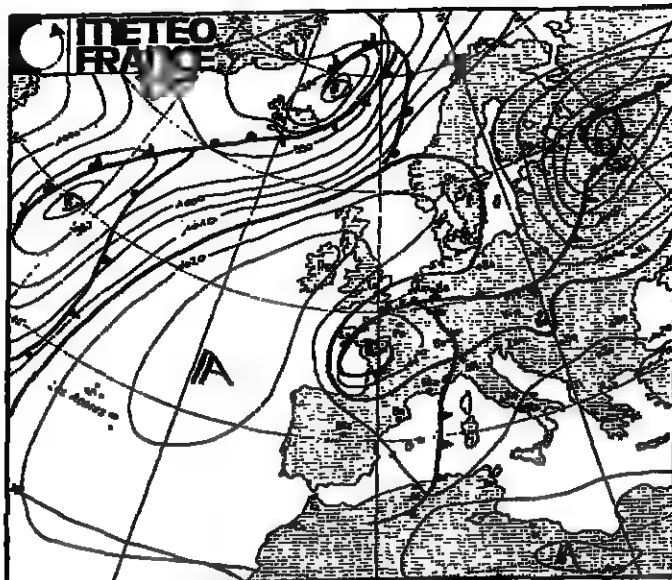
**FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

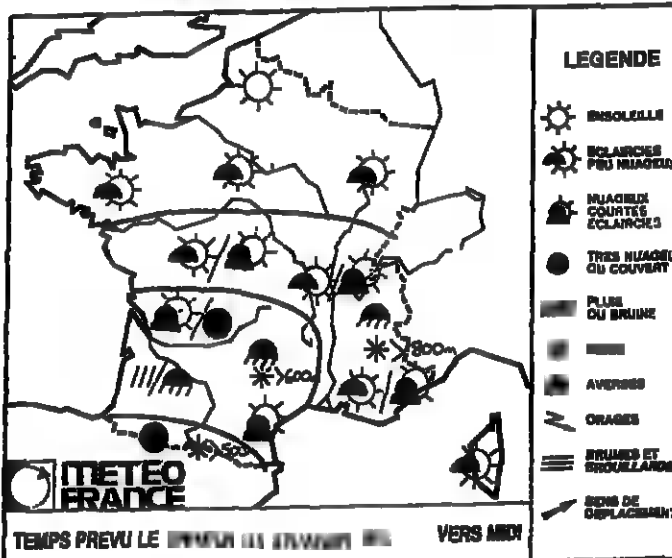


## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 JANVIER A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER 1992

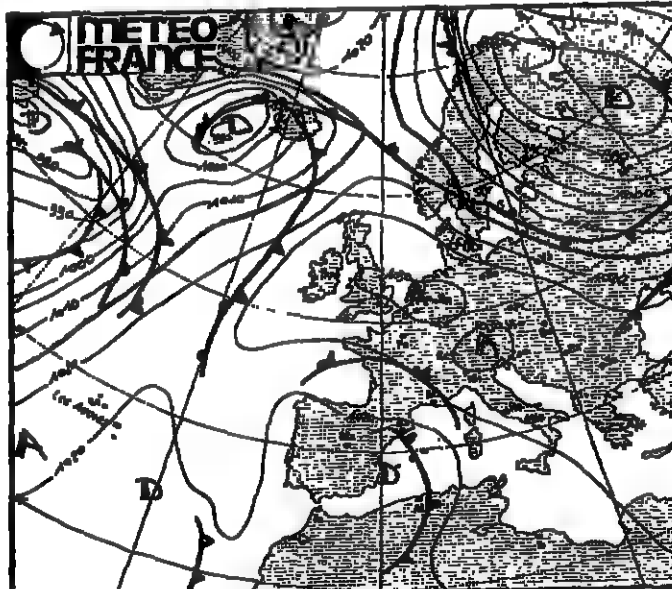


Samedi : une dépression se déplace du sud de la France vers le nord-ouest. Elle sera accompagnée de nuages et de pluie. Les températures seront comprises entre 1 et 8 degrés.

Au sud de ces régions, les nuages seront moins nombreux et la pluie sera moins abondante. Les températures seront comprises entre 0 et 15 degrés.

Le sud de ces régions, le ciel sera très nuageux et couvert avec des pluies ou averses. Les chutes de neige se produiront au-dessus de 600 m sur les Alpes, au-dessus de 800 m sur les Pyrénées. Les températures maximales seront comprises entre 2 et 8 degrés ; et de 11 à 15 degrés pour le pourtour méditerranéen et la Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 12 JANVIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé			
à 14 heures TU et le 10-1-1992 à 8 heures TU			
10-1-92			
FRANCE			
ALGER	18	8	C
BARCELONE	15	5	C
BORDAUX	12	2	C
BRESCIA	10	0	C
CAEN	9	-1	C
CLERMONT-FR.	13	3	C
DJON	10	0	C
GENÈVE	17	7	C
LILLE	11	1	C
LYONS	10	0	C
MARSEILLE	13	3	C
NANCY	12	2	C
NANTES	11	1	C
NICE	17	7	C
PARIS	12	2	C
PERPIGNAN	14	4	C
RENNES	10	0	C
STRASBOURG	14	4	C
ÉTRANGER			
ALGER	23	13	N
AMSTERDAM	9	-1	C
ATHÈNES	15	5	C
BANGKOK	27	17	C
BARCELONE	15	5	C
BELGRADE	13	3	C
BELLEVILLE	12	2	C
BRUXELLES	12	2	C
LA CAIRE	18	8	N
COPENHAGUE	6	-4	D
DARJIL	18	8	N
DELHI	18	8	N
DJIBOUTI	28	18	C
GENÈVE	17	7	C
HONGKONG	17	7	C
ISTANBUL	11	1	C
JERUSALEM	9	-1	C
LIÉGE	14	4	C
LONDRES	9	-1	C
LOS ANGELES			
LOS ANGELES	11	1	C
LUXEMBOURG	11	1	C
MADRID	16	6	D
MARRAKECH	21	11	C
MEXICO	22	12	C
MILAN	6	-4	C
MONTREAL	-6	-12	C
MOSCOW	-5	-11	C
NAIROBI	1	-5	C
NEW-YORK	7	-1	C
OSLO	-16	-22	C
PARIS	12	2	C
PARIS-DEMA	16	6	C
PERM	7	-3	C
ROME	14	4	C
SINGAPOUR	32	22	C
STOCKHOLM	6	-4	C
STONY	6	-4	C
TOKYO	6	-4	C
TUNIS	18	8	C
VARSOVIE	6	-4	C
VENISE	6	-4	C
VIENNE	6	-4	C

A = averse, B = brume, C = ciel couvert, D = ciel dégagé, N = neige, O = orage, P = pluie, T = temps, \* = neige.

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## CARNET DU Monde

## Naissances

Romana, Florent, Lucas, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Raphaël, 7 janvier 1992, à Montmorency. Véronique et Fabrice di Meglio, 11 bis, rue Jean-Leclaire, 75017 Paris.

## Décès

Le Père provincial et les communautés de la région lyonnaise de la région M<sup>re</sup> Emille Trouiller, sa sœur, M<sup>re</sup> Edouard Berthier, son frère, ont fait part de leur peine à la suite du décès, survenu le 7 janvier 1992, de :

Père Jean BERTHIER S.J. Les obsèques ont eu lieu à Franche-Comté (Rhône), le 7 janvier.

On nous prie d'annoncer le décès de :

Gerard CANINI, professeur d'histoire et de géographie, agrégé de l'Université, 10 rue de l'Ordre, 13000 Palmyre, Académie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Sylvie Colombier, Julien Colombier, Victorien, Noël, Bertrand Colombier, leurs enfants, Georges Edmond, la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de :

Germain COLOMBIER, le 8 janvier 1992.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Pantin, le 9 janvier, à 11 heures.

M<sup>re</sup> J.-F. Della Monica et Anne, M<sup>re</sup> M.-C. Della Monica, Ariane, Julie, Vincent, M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Charles Della Monica, M<sup>re</sup> Georges Della Monica, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> André Tunc, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Rodolphe DELLA MONICA, officier de la Légion d'honneur, 22 rue de la Résistance, 75011 Paris.

leur époux, père, grand-père, beau-frère, oncle, survenu à Nice, le 7 janvier 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 11 janvier, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Bon-Secours, Montclair, Lyon-3.

22, rue Villébois-Mareuil, 75011 Paris.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 9 janvier 1992 :

UN DÉCRET

Du 3 janvier 1992 portant nomination au conseil d'administration de la Haute-Normandie.

DES ARRÊTÉS

Du 17 octobre 1991 portant approbation du règlement intérieur de la Haute-Normandie.

Du 27 octobre 1991 relatif au budget du Théâtre de l'Odéon pour l'année 1991.

Un colloque international sur les mutations et les entreprises dans les mutations. - Afin de favoriser le dialogue entre gestionnaires, responsables gouvernementaux, chercheurs et formateurs de l'Europe occidentale, centrale et orientale, de la zone ACP et des Amériques, un colloque est organisé dans les locaux du ministère de l'économie et des finances, 139, rue de Bercy, 75012 Paris, du 13 au 17 janvier sur le thème : « Les mutations et les entreprises dans la décennie des mutations ». Le colloque sera inauguré, le 13 janvier à 15 heures, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et sera présidé par M. Maurice Allais, Prix Nobel d'économie, du professeur Henri Guitton, membre de l'Institut, de M. Henri Lopes, directeur général des délégués pour le développement à l'Unesco, et de M. Tevody, directeur de l'Institut panafricain de prospective sociale. Dix-sept conférences sont prévues les 14 et 15 janvier et quarante-cinq ateliers parallèles les 16 et 17. Renseignements : Jean-Louis Rigal, université Paris-Dauphine, tél. : (1) 47-04-91-36 (le matin).

M. et M<sup>re</sup> Moïse Drahi, ses parents, Pierre et Colette, son frère et sa sœur, Brigitte, Yves, Patricia, ses enfants, Elsa, Alexandre, Jérôme et Yoël, ses petits-enfants, Lise Goldfarb, familles Ksas, Bensoussan, Goldfarb, Schneider, Iselin, Bensamou, Boubert, Rybka, Conti, Mazuel, V.A.P., son directeur, Clairin, ont l'immense douleur de faire part du décès de :

Jean-Charles DRAHI, disparu subitement le 8 janvier 1992, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 10 janvier, au cimetière parisien de Pantin.

24, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris, 22, rue de Cléry, 75016 Paris.

Michelle Faure, son épouse, son frère, Edith Lantou, ont la douleur de faire part du décès de :

Robert FAURE, leur époux, père, beau-père et grand-père, survenu le 7 janvier.

Les obsèques ont eu lieu le 10 janvier, au cimetière de Pantin.

8, allée Louise-Labé, 75019 Paris.

Le conseil d'administration de la Haute-Normandie, ancien médecin directeur de la Haute-Normandie de l'Éducation, ont la douleur de faire part du décès de :

docteur Joseph KABAKER, ancien directeur de la Haute-Normandie de l'Éducation, survenu le 3 janvier 1992, au cimetière de Pantin.

Montpellier, Lyon, Paris.

M. et M<sup>re</sup> René Marchand, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>re</sup> J.-L. François-Martin, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>re</sup> René Marchand, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>re</sup> Daniel Simon, leurs enfants et petits-enfants, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Claude LEENHARDT, le 2 janvier 1992.

Un acte d'action de grâce a été célébré le 11 janvier, à Montpellier.

Le 3 janvier 1992, à Rombert.

Jacques LOMBARD, DPLG, a quitté ceux qui l'aiment.

Jean-Luc VILLARD

nous a quittés le 6 janvier 1992, à l'âge de 81 ans.

Les obsèques ont eu lieu le 7 janvier 1992, à l'âge de 81 ans.

Ses collègues de la Bibliothèque publique d'information, M. Georges Pompidou.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 11 janvier

Drouot-Richelieu, 11 h 30, 14 h 30 : ventes de livres.

PLUS LOIN

Samedi 11 janvier

Vendôme, 14 h 30 : saisons de parfums.

Dimanche 12 janvier

Graville, 14 h 30 : atelier Jacques Simon ; Proville, 14 heures : arts africains, mobilier ; Vendôme, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Versailles Cheval-Léger, 14 h 15 : archéologie, Extrême-Orient.

FOIRES ET SALONS

Bordeaux, Saint-Gély-de-Fesc, 14 heures : ventes de livres ; Yvelines, Chantilly (86), Gournay-sur-Marne et Montigny-Lencoup (77).

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

Le 7 janvier 1992.

## Anniversaires

Il y a deux ans, Frédéric ELBS

quittait les siens.

ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Philippe Juitier, 56, rue Crozatier, 75012 Paris.

Il y a un an nous quittait Jean IRUNBERRY,

quatorze ans son fils, Jacques IRUNBERRY,

décédé le 11 janvier 1991, à l'âge de 11 ans.

Jérôme GLAZAI,

décédé le 11 janvier 1991, à l'âge de 11 ans.

La vie va, la mémoire est la vie vivante.

Messes anniversaires

Le 15 janvier 1992, à 11 heures, célébration de la messe.

Robert MOREL, (1912-1990),

en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Avis de messe

L'Association Rénée de Danube rappelle que la messe sera célébrée le 11 janvier 1992, à 11 heures.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

Le 11 janvier 1992, à 11 heures, messe à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.



# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 11 janvier

IMAGES

PIERRE GEORGES

## Le zoo des junkies

**P**ROHIBER la consommation de drogues dures? La légalisation? Etat répressif autant que préventif, Etat fournisseur en même temps que thérapeute? La drogue est un fléau dont on ne dissuade pas aisément sur un plateau de télévision. Les images sont terribles pour ne pas qu'en état de rage impulsante.

Les responsables du « Droit de savoir » ont voulu en diffuser un reportage — un de plus — sur le monde par le Zurich prometteur de révélation. Cette expérience vidéo de plusieurs heures montrant la consommation de drogues de la disposition du corps, pour s'adonner, une consommation de drogues dures. C'était, pensait-on, un moyen de réguler un phénomène qui échappait aux autorités, de prévenir la diffusion de sévères nouvelles. L'Etat aussi, probablement, une façon pour la police de créer, sans déstabiliser le jeu de la drogue.

Cette expérience, les médias l'ont montrée, année après année. Et, année après année, les images se sont faites plus dures. Le jeu de la drogue est devenu ghetto-paro. Le ghetto, une espèce de zoo des junkies. Le zoo des junkies, une sorte d'enfer pavé de

intentions originelles et le lieu de trafics impunis. En voyant ces images de junkies à la chaîne, il paraît évident que la solution n'était pas là.

Certes, il s'agit là de drogues, non de médicaments, de la consommation. La légalisation à Paris, connue depuis longtemps. M. Francis Caballero, professeur de droit, de la République à Valence, un récidiviste, sont venus redire leur argumentation. Une loi de la prohibition et le contrôle par l'Etat de la délivrance des drogues de la bas prix porteraient, sans un coup décisif au trafic, limiteraient les accidents. Et, résoudre le problème financier des toxicomanes, une mesure diminuerait de la délinquance.

Un document inestimable par M. Durieux, MM. Durieux et Durieux, au nom de la morale publique. Un document par M. Michel Noir, pour les médias, et pour l'Etat, qu'il y a de la sous-culture et la capacité d'adaptation des trafiquants. Un document qui, enfin, provoque la sainte colère d'un responsable des médias devant l'incapacité d'une telle captation de l'Etat.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 10 janvier

<b>TF 1</b>	<b>23.05</b> Cinéma : Le Cercle des poètes disparus. ■■ Film américain de Peter Weir (1989). Avec Robin Williams, Robert Sean Leonard, Ethan Hawke.
<b>20.45</b> Variétés : Tous à la fête.	<b>20.45</b> Série : L'inspecteur Schimanski. Petites fleurs coupées. ■■ Film français de Jean-Jacques Beineix (1989). Avec Jean-Pierre L��aud, Jean-Pierre Mar��.
<b>22.35</b> Magazine : 52 sur 11. Une, G��n��ralie, à la recherche des courants perdus.	<b>22.30</b> Série : Paris-Le Cap.
<b>23.35</b> Sport : Boxe. Réunion. Super-moyens : Légers.	<b>23.00</b> Téléfilm : Vengeance posthume.
<b>0.45</b> Journal, Météo et Bourse.	<b>23.55</b> Journal de la nuit.
<b>A2</b>	<b>M 6</b>
<b>20.50</b> Jeux sans frontières d'hiver.	<b>20.40</b> Téléfilm : L'Homme à l'été.
<b>22.10</b> Téléfilm : L'Enfant des loups. (dernière partie). Quand les nonnes se révoltent...	<b>22.20</b> Série : Equalizer.
<b>23.30</b> 1. 2. 3. Théâtre.	<b>23.10</b> Magazine : Emotions, charme et émotions.
<b>23.35</b> Cinéma : Quel des brumes. ■■ Film français de Marcel Carné (1939). Avec Jean Gabin, Michèle Morgan, Simon.	<b>23.40</b> Capital.
<b>1.10</b> Journal et Météo.	<b>0.00</b> 5 minutes d'informations.
<b>FR 3</b>	<b>LA SEPT</b>
<b>20.45</b> Magazine : Thalassa. Anal, la mer assassinée.	<b>21.00</b> Feuilleton : De la neige dans un verre (2��pisode).
<b>21.40</b> Magazine : Caractères. Invités : Christian Baudouin et Roger Establier (All��z les fêtes); Max Gallo (la Fontaine des Innocents); Nathalie H��rick (la Gloire de Van Gogh); Pierre Michon (Rimbaud le fils).	<b>22.05</b> Téléfilm : Soldier on.
<b>22.45</b> Journal et Météo.	<b>22.35</b> Téléfilm : Fontamara.
<b>23.05</b> Magazine : Musicales. L'��c��coute... Saint-Pétersbourg (1��re partie).	<b>FRANCE-CULTURE</b>
<b>0.00</b> Les Entretiens d'Océaniques.	<b>20.30</b> Radio-archives. Jean Paulhan, le secret.
<b>CANAL PLUS</b>	<b>21.30</b> Musique : Black and Blue. Abbey Lincoln.
<b>20.30</b> Série : Le Gang des tractions. Marché noir. R��n�� le Carré et des ��t��s.	<b>22.40</b> Les Nuits magnétiques. Le Roman de Peter et Wanda; Acte IV, François Le Roux entre en scène.
<b>21.45</b> Documentaire : Les Plus Grandes Cascades du monde.	<b>0.05</b> Du jour au lendemain.
<b>22.30</b> Documentaire : Les Alumin��s.	<b>0.50</b> Musique : Coda.
<b>22.55</b> Flash d'informations.	<b>FRANCE-MUSIQUE</b>
<b>23.01</b> Le Journal du cinéma.	<b>20.05</b> Concert (donné le 7 janvier à Leipzig) : Alcega del graci��o, de Ravel; L'Art des songes, de Debussy; Symphonie fantastique op. 14, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de la radio de Leipzig, dir. Serge Baudo; sol : Pierre Amoyel, violon.

TF 1

**13.15** Magazine : Reportages. Déchets... les fibres de l'insouciance, de Françoise-M  rie Morez.

**13.50** Jeu : Millionnaire.

**14.10** La Une est à vous. Avec la Mart Houston.

**17.15** Divertissement : V  t  s g  g.

**17.45** Magazine : Trente millions d'amis.

**18.25** Jeu : Une famille en or.

**18.45** Série : Marc et Sophie.

**19.15** Jeu : La Roue de la fortune.

**19.45** Divertissement : Le Show (  t à 1.00).

**19.50** Tirage du Loto (  t à 20.40).

**20.00** Journal, Météo et Tapis vert.

**20.45** Variétés : B  st  t  ri c'est fou!

**22.35** Magazine : Ushualu.

**23.45** Magazine : Formule sport.

**1.10** Journal et Météo.

A2

**13.20** Magazine : Objectif   conomie. Le Neufage agricole de l'été URSS; Lorraine : les   t  s bonn  s d  chuant, il y a de la série; Télé :    paradis s'interroge.

**13.55** Magazine : Animalia.

**14.40** Jeu : Un mot pour les JO (  t    18.40, 22.25).

**14.45** Magazine : Sports passion (  t    15.25).

**15.25** Kar   :    alpin; Taekwondo.

**15.15** T  r   : Les Cinq Dernières Minutes.

**17.25** Série : Les Cinq Dernières Minutes.

**18.45** INC.

**18.50** Journal olympique.

**18.55** Jeu : Dessinez, c'est été!

**19.20** Série : Sylvie et compagnie.

TF 1

**13.20** Série : Hooker.

**14.15** Série : Rick Hunter.

**15.10** Série : Columbo.

**15.55** Sport : Football. Allemagne de Munich, en été d'Auxerre.

**16.50** Les sportifs.

**16.55** Magazine : 7 sur 7. Invité : Edouard Belledur.

**20.00** Journal, Météo et Tapis vert.

**20.45** Cinéma : Un port trop loin. ■ Film britannique de Richard Attenborough (1977). Avec Dirk Bogarde, James Caan, Michael Caine.

**23.30** Magazine : Ciné dimanche.

**23.35** Cinéma : La Br  te. □ Film français de Claude G  l  mot (1987).

**1.20** Journal et Météo.

A2

**13.20** Dimanche Martin (  t    15.50).

**14.55** Série : Mao Gyver.

**17.20** Jeu : Un mot pour les JO (  t    18.40, 22.25).

**17.50** Documentaire : L'Odyssée de l'équipe de France. 1. 2. 3. Théâtre (  t    1.35).

**18.25** Magazine : Stade 2. Résultats et images de la semaine : Basket-ball; Rugby; Saut à ski; Ski alpin; Volley-ball; Taekwondo; Les Français à un été des JO.

**19.20** Le Journal olympique.

**19.30** Série : Maguy.

**19.59** Journal, Journal du   t et Météo.

**20.45** Cinéma : L'Homme au pistolet. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1974). Avec Roger Moore, Christopher Lee, Eddi Eklund.

**13.15** Trois minutes pour faire lire. ■ Fusil à chasse, ■ Télé : Inon.

**13.50** Journal, Journal du trot et Météo.

**20.50** Magazine : La Nuit des héros.

**22.30** Magazine : Double jeu.

**23.45** Série : Un juge, un flic. 0.00 Journal et Météo.

FR 3

**13.55** Jeu : Un mot pour les JO (  t    18.55, 19.55).

**14.00** Variétés : Eurotop.

**14.30** Magazine : Mondo Sono. Algérie : Idir; Côte-d'Ivoire : Hamed Farris; Mexique : le Danzon; Antilles : Franky Vincent; Chine : Li Xiang-Ting.

**De 15.00    17.30** La Sept — 17.30 Magazine : L'Heure du golf.

**18.00** ► Magazine : Montagne. Le Plateau déchiré.

**18.30** Jeu : Questions pour un champion.

**19.00** La 19-20 de l'Information. De 19.12    19.35, le journal de la région.

**De 19.35    1.05** La Sept —

CANAL PLUS

**14.00** Téléfilm : La nuit tombe sur Manhattan.

**18.10** Le Journal du cinéma.

**18.35** Documentaire : Les Allumés... Le selg  n des alg  s.

**17.05** Les Superstars du été.

**En clair jusqu'à 20.30**

**18.00** L'Américain : La Grande Supercherie. Décode pas Bunny.

**18.25** Décode pas Bunny.

**19.30** Flash d'informations.

**19.35** Le Top.

**20.15** Téléfilm : Une femme sur le fil.   t   de la résistance.

**22.00** Les Nuits... l'émission.

**23.00** Flash d'informations.

**23.00** Sport : Boxe.

**0.01** Le Journal du cinéma.

**0.05** Cinéma : Le Beau Père. ■ Film américain de Joseph Ruben (1987). Avec Terry O'Quinn, Jill Schoelen, Ley Hack.

LA 5

**13.20** Téléfilm : Ralph, super-héros.

**13.55** Série : Capitaine Furillo.

**15.55** Série : Riptide.

**16.45** Série : Simon et Simon.

**17.40** Série : Frog Show.

**18.00** Magazine : Intégral.

**18.30** Rallye : Paris-Le Cap.   t   de l'étape.

**19.15** Série : L'Enfer du devoir.

**20.00** Journal.

**20.30** Rallye : Paris-Le Cap. Météo.

**20.45** Série : Perry Mason. Qui a tué le témoin? ■ Film américain de Robert Swickard (1987). Avec Perry Mason, David Ladd.

**22.25** Magazine : Ch  l Cinq.

**23.40** Journal de la nuit.

M6

**13.55** Série : Supercopier.

**14.50** Série : Laredo.

**15.45** Feuilleton : L'  le mystérieuse.

**16.45** Série : Hongkong Connection.

**17.35** Série : Le Saint.

**18.15** Série : Les Têtes brûlées.

**19.20** Magazine : Turbo. Les champions de la F1, Jim Clark, Graham Hill, Stirling Moss, Juan Brabham.

**19.55** Six minutes d'informations.

**20.00** Série : Papa Schultz.

**20.40** Téléfilm : L'Idole au grand coeur. Un été du grand été.

**22.20** Téléfilm : Les Amours de Claire. Une femme entre deux mondes.

**0.00** Musique : Flashback.

**0.30** Six minutes d'informations.

LA SEPT

**13.15** Feuilleton : De la neige dans un verre.

**14.25** Téléfilm : Soldier on.

**15.00** Danse : Ils vivaient dans les villes.

**15.35** Questions sur le théâtre.

**16.30** Documentaire : Pous-si  res d'étoiles. 1. Cosmologie.

**17.30** Jean-Fabrice au fil de ses films.

**18.15** Avis de tempête.

**19.10** Cirque Plume.

**19.15** Le Déjeuner des amants.

**20.05** Histoire parallèle.

**21.00** Documentaire : Wadi.

**22.40** Le C  n  tre des téléspectateurs.

**23.45** Soir 3.

**23.55** Envie Jouv  t 40.

FRANCE-CULTURE

**20.40** Photo-portrait : Villermotte, d'Intérieur.

**20.45** Dramatique, Le Père de Chopin, d'après Z  ne Z  ne.

**22.35** Musique : Opus. Marcel Marcin.

**0.05** Clair de nuit. Musique de Marcel Marcin.

FRANCE-MUSIQUE

**20.00** Opéra (en direct de Lugano) : Torvaldo e Dora, de Rossini, par le Chœur de la Scala.

**0.00** Les   t  s du monde. Par Marcel Marcin.

**1.30** J'ai la mémoire qui chante. Par Marcel Marcin.

Dimanche 12 janvier

**22.55** Magazine : Bouillon de culture. Invité : Sami Frey.

**0.15** Documentaire : Route, routes! 1.00 Journal et Météo.

FR 3

**13.20** Magazine : D'un soleil à l'autre.

**13.50** Magazine : Faut pas rêver. Chine : la révèle de Jiang B  -all; Manaus, un été en été; France : la météo du Canada.

**14.45** Magazine : Sports 3 dimanche (suite).

**17.15** L'  t   Lulo!

**17.45** A vos amours.

**18.00** La 19-20 de l'Information. Grand été de l'information. De 19.12    19.35, le journal de la région.

**20.05** Les Résultats géométriques. Les Torus et les Deux.

**20.10** Série : Benny Hill.

**20.45** Cirque : Les Cinq Cirques du monde en Amérique latine.

**22.00** Magazine : La Divan. Invité : Marie-Claire (dernière partie).

**22.25** Journal et Météo.

**22.40** Météo de voir. Weegoo.

**22.45** Ch  l   : L'Atelier. ■ Film français de Jean Vigo (1934). Avec Michel Simon, Jean-Pierre L  aud, Jean-Pierre Mar  .

**0.00** Musique : M  lomania. Concerto pour piano né 23, de Mozart.

CANAL PLUS

**14.00** Téléfilm : L'Irlandaise.

**15.25** Magazine : 24 Images.

**16.15** Magazine : Exploits 2.

**16.30** Documentaire : D  t   en péril.

**17.00** Les Nuits... l'émission.

**17.56** Le Journal du cinéma.

**18.00** Ch  l   : Opération Phoenix. □ Film américain de Ferdinand Fairfax (1988).

**En clair jusqu'à 20.30**

**19.30** Flash d'informations.

**19.35**   a cartoon.

**20.20** Dis Jérôme...?

**20.25** Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire.

**20.30** Cinéma : Milena. □ Film français de Claude Lelouch de Véra Belmont (1990).

**22.45** Flash d'informations.

**22.50** L'équipe du dimanche. Football : Actualités; Football américain; Tennis.

LA 5

**13.20** Série : Tant qu'il y aura des films.

**14.15** Série : L'Homme de l'été.

**15.10** Série : Capitaine Furillo.

**16.00** Série : Simon et Simon.

**16.55** Spécial drôles d'historiens.

**17.20** Série : Solo, brigade des stup  s.

**18.10** Rallye : Paris-Le Cap.

**18.35** Série : L'Enfer du devoir.

**19.25** Spécial Informations.

**20.00** Journal.

**20.25** Rallye : Paris-Le Cap. Météo.

**20.45** Cinéma : La Bataille. ■ Film français de André Borel (1982). Avec Jean-Pierre L  aud, Philippe Léotard, Richard Berry.

**22.35** Magazine : Reporters. Findhorn : Les pionniers de SOS; La qu  r  te verte; Le couvent des oiseaux.

**23.30** Magazine : Top ch  l  .

**23.55** Rallye : Paris-Le Cap. Météo.

**0.20** Journal de la nuit.

M6

**13.50** Magazine : Multitop.

**15.20** Jeu : Hit hit hit houna!

**16.25** Série : L'Incroyable Hulk.

**16.50** Série : Clair de lune.

**17.15** Série : Le Saint.

**18.00** Série : Tonnerre mécanique.

**19.00** Série : Les   t  s du paradis.

**19.54** Six minutes d'informations.

**20.00** Série : Cosby Show.

**20.30** Magazine : Sport   .

**20.40** Téléfilm : Le vol 007 ne répond plus. L'h  ro   du Boeing 747 en 1983.

**22.10** Magazine : Culture pub.

**22.45** Cinéma : L'Amant de Lady Chatterley. □ Film français de Just Jackin (1981).

**0.30** Six minutes d'informations.

LA SEPT

**13.15** Théâtre : Arlequin, serviteur de deux maîtres. Pièce de Carlo Goldoni.

**16.05** Documentaire : Raymond Abello.

**17.10** Téléfilm : Fontamara (  t  ).

**18.05** Documentaire : La Carresse.

**19.05** Documentaire : Mario Merz.

**19.15** Documentaire : Philippe Favier.

**20.05** Jean Painlevé et ses films.

**20.15** Le Courrier des téléspectateurs.

**20.30** Cinéma : Toto, Peppino e la mala mamma. ■ Film français de Claude M  trocin (1986).

**22.15** Court métrage : Les Italiens se retournent.

**22.35** Le Déjeuner des amants.

**22.40** Cinéma : Gribouille. ■ Film français de Max Allégret (1937).

**0.05** Courts-métrages.

FRANCE-CULTURE

**20.30** Ateliers de m  t  ologie radiophonique. L'Ang  lus de Degas; Marcel Broodthaers.

**22.35** Musique : Le Concert de Takhti. Aboumrad-Morkos (enregistré le 5 novembre à l'Institut du monde arabe). Musique de la m  t   par N  ma Akou Mrad, violon, Kamal Morkos, cithara, Fadhel Messouci, luth, Aad Morkos, tambourin.

**0.05** Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

**20.35** Concert (donné le 31 juillet 1991 lors du Festival de Ludwigsbourg) :   t   pour le été mineur BWV 1070, Concerto pour été et piano en mineur BWV 1056, Concerto pour été et piano en mineur BWV 1054, Suite pour été et piano BWV 1067, de Bach, par le London Baroque.

**22.15** Météo d'orchestres. Philippe Morn.

**23.35** Série : Obscure, père ambigu à fils accompli. Par Marcel Marcin.

**1.00** Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Musique traditionnelle.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

12 Janvier

**Jean-Marie LE PEN**

L'homme qui dérange

diffusion à 1 heure du matin

quasiment  
OLDS DE 20    50







# S A N S • V I S A

Remise

## Rome, les fantômes du Duce



Palais de la République italienne (Guerrini, La Padula, 1938), aujourd'hui Palais du travail, dans le quartier de l'EUR, au sud de la ville.

Rome, la ville où l'on peut tout dire et où rien ne se passe jamais, est actuellement agitée - modestement - par un débat architectural dans lequel on voit réapparaître l'ombre de l'un des grands patrons des années de la période mussolinienne : Marcello Piacentini. Repères pour mieux comprendre la polémique.

Ce n'est pas la Rome des touristes, accablés de jours pour assimiler l'accumulation baroque, mais la Rome des habitants, obligés parmi les vestiges d'une Antiquité au moins moins lisible, rendre les honneurs aux lieux saints de la catholicité, ou s'en remettre au ciel, aux ciels d'une ville qui ne se lasse pas de troubler les regards par ses parades du monde. Ce n'est pas la Rome des Romains, au rythme d'une vie qui cache une indolence sous la violence de la furia automobile, retranchés derrière le nom d'une cité à la réputation trémolante qui leur épargne d'avoir à inventer, beureux à s'en éloigner pour agir et d'y revenir

pour réfléchir. Ce n'est pas non plus celle des banlieues, où les habitants de Pasolini ont mal logés dans le désordre de la périphérie, à qui la ville n'offre le samedi soir que le loisir de tourner inlassablement et bruyamment en voiture autour de son centre, par le prestige des quartiers d'histoire, ou désormais délaissés par les laissez-passer pour les mobiles et des barrages de police ; avec l'impression, disent les Romains, de vivre une ville de Beyrouth, mais pacifique mais inévitablement partagée.

Non, c'est une ville imaginée, fragments de ville, plus proches de la ville, plus éloignés du style, et qui, cinquante ans après leur création, ont commencé à perdre les signes distinctifs du régime qui avait présidé à leur existence et ont acquis une valeur historique qui ne les rend pas indifférents.

Débat politique, débat architectural. Les Italiens, polémistes déliés, sont toujours prompts à s'emparer des sujets qui pouvaient les diviser, et donc les distraire. L'architecture du fascisme, qu'ils ont plus volontiers par des périphrases discrètes, ou bien années du consensus, ou tout simplement, l'« ventennio » (soit vingtaine d'années qui séparent la chute de Mussolini en 1943 de la chute de Mussolini en juillet 1943) ne les rend pas indifférents.

« Aimez-vous Piacentini ? », demandait *Repubblica* en ouverture de ses pages culturelles, le 12 décembre dernier. Attaque française pour amener le jeu en italien : « Vi piace Piacentini ? » (est-ce que Piacentini vous plaît ?) et a ouvert un débat, très actuel, sur la publication par un universitaire de Florence, Mario Lupano, de la première biographie de l'architecte, Marcello Piacentini, qui fut « le patron » pendant toute la période de la dictature. L'architecte est chef de la plupart des rénovations



de marbre (Del Debbio, 1928-1935) au Foro Italico, le Tibre et le monte Mario.

urbaines entreprises à la faveur des « grands » mussoliniens dans plusieurs villes d'Italie, il fut l'auteur, à Rome, de la percée monumentale, la via Conciliazione qui, ouvrant une brèche visuelle majeure, la laïque, que les papes, débouche l'axe de la place Saint-Pierre : achevée seulement en 1950, la réalisation fut vigoureusement contestée qu'elle mettait à un vieux quartier qu'elle respectait la manière romaine, baroque et détournée d'aborder une place la colonnade du Bernin.

Piacentini avait dirigé la cité universitaire, où furent invités à construire des architectes de toutes tendances... esthétiques. Un ensemble où le pavillon physique, par exemple, celui des mathématiques (de Gio Ponti) donnent libre cours à des innovations formelles, tandis que le portique d'entrée, un peu celui d'Auguste Perret au Mobilier national, confiné une rigide solennité.

Enfin, Piacentini dessina, à la demande de Mussolini, le directeur d'une utopie, sous le nom de Terza Roma (la troisième Rome), le quartier de l'EUR, au sud de la capitale, destiné à accueillir une exposition universelle prévue pour 1942. L'exposition n'eut pas lieu, les revers militaires en Afrique africaine la fin proche du régime, mais le chantier fut relancé après 1945, toujours Piacentini, passé sans grand dommage à travers l'épuration, l'on retrouvera, sa mort en 1960, collaborant à la construction du palais des sports de l'ingénieur Pier Luigi Nervi, belle prouesse technique lyrique, très éloignée de la raideur classicisante qui avait fait sa fortune dans les années 20 et 30.

De l'envoyée spéciale  
Michèle Champenois  
Lire suite page 24

### AU SOMMAIRE



**Saint Bruno**  
de retour à la Verne p. 25  
**L'Europe,**  
voyage zigzag p. 22  
**La Seine**  
sauvée des eaux p. 23  
**Claude Lagoutte,**  
chevalets vadrouille p. 27

Jeu (p. 22) Télé (p. 22)  
Jeu (p. 26) Table (p. 27)

SOLDE



# L'Europe en zigzag

L'EUROPE, décidément, est difficile à suivre. A dessiner, à explorer. Usante pour nos habitudes d'usagers. On croyait en maîtriser la carte, la molle philosophie fourre-tout après un demi-siècle d'appropriations mutuelles, d'amitiés franco-allemandes, de séjours à Venise et de glissades à Amsterdam. Douze millions de visiteurs en 1990, plus un coffre-fort plein de quelques cousins éloignés, mais pas de barons. Douze millions plutôt on ne le douzaine, histoire de laisser l'Angleterre se croire toujours sans le malin de la Manche.

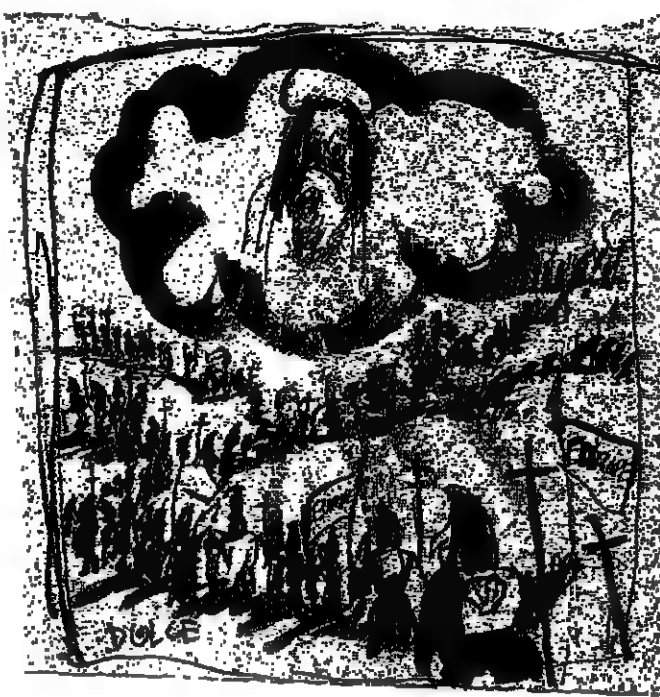
Ritels, Teutons et Bataves... Même nos vieilles insultes étaient devenues inciviles et l'addition des particularismes familiers. L'Europe devenait une intimité, une préoccupation, une note de frais à payer le matin et la nuit, à passer une frontière sans s'en apercevoir. A un sentier partant, à Rome, à Athènes, à Hambourg, à peu près à l'aise, à mélanger nos idées et nos jeunes idées au pair et à l'étranger, à aller plonger ensemble dans la Méditerranée.

Et voilà que cela régresse un peu, progressant partout des périls, en Allemagne, en Autriche, en pays flamands, ici même, que des petits Le Pen reprennent partout l'histoire de la haine raciale, de l'ultranationalisme, des chauvinismes liquides, de l'immigration. L'Europe, bonne nouvelle, est promise à l'écu au début du prochain millénaire et pourtant surgissent des signes de rappel au début de ce

siècle futur qui fut rude pour le continent. Nostalgie des ordres forts, des « waterland », même en ces provinces grandes de dominos, pulsions d'indépendance. L'espérance d'une liste de Maastricht qui souterrainement soutiendrait le culte du « chacun chez soi » des chroniques républicaines, depuis longtemps déjà, paraissent soudain avoir, pour quelques-uns, moins de charme que les royaumes d'antan.

L'Europe recommence à tanguer, à perdre quelques-unes de ses certitudes. Douze ? Depuis l'effondrement des blocs, la Communauté voit revenir à elle une branche orientale. Prague, Budapest, Varsovie - toutes ces villes - ne jurent plus que par l'intégration dans l'ensemble que l'on voudra. L'Europe jusqu'à Moscou, au-delà peut-être. L'Europe étendue, multiple, maladroite comme rarement dans le passé. Mais déjà, comme par un mouvement parallèle angoissant, les libérations font resurgir des guerres oubliées. Serbie et Croatie se livrent à une lutte à mort incompréhensible, à une encadrement de Bonn et de Paris.

Alors quelle Europe ? Celle de Sissi, des militaires nationalistes égarés dans des maquis d'un autre temps ? Celle, au contraire, de l'esperanto européen, cette réalité ? On ira-t-on pour



comprendre ce territoire qui s'échappe à nos regards ?

A Prague, à Saint-Petersbourg, c'est sûr, ce serait-ce que pour goûter un équilibre sentiment d'histoire. A Moscou inconsciemment aussi pour regarder les Russes se débattre dans les affluents. Lors du dernier réveillon, les séjours dans les pays de l'Est ont été les plus nombreux de l'année.

On forait de faire le tour de quelques jours d'empire rendus à l'état de chaos. Il en ira de même l'été prochain. L'Est est à la mode à des prix défilant toute concurrence. Là-bas, même notre franc, malmené par ses voisins, vient son petit d'or.

A Séville ? Bien évidemment ! Puis qu'aujourd'hui les grands événements se préparent dans le

tohu-bohu des mois à l'avance, lancés par des programmes de publicité, canonnés par les télévisions, jusqu'à l'écoeurement avant d'avoir commencé. A Séville donc, pour l'Expo, avant la Barcelone des Jeux. Sûr, pour qu'obligés, après Mozart et Christophe Colomb, un autre martèle d'autres destinations-phares, d'autres passions contraignantes, tout aussi temporaires, se succèdent à la place de la précédente.

Alors, après Van Gogh à Amsterdam, après Berlin pour les gravats du mur, Varsovie pour une rhapsodie ? Les Juifs font sans doute remonter leurs chemins d'exil, s'inclinent devant ce qui fut de leurs tombes. Les royalistes aimeront les fêtes du palais royaux. Il y a une autre route pour les goûts puisque l'Europe présente en 1992 d'année 1992 une série de visages qu'elle compte de membres en tant qu'en membre d'adhésion.

Pour bien faire, il faudrait reprendre une vieille route familière. Arpenter l'Europe la carte afin d'appréhender tous les changements qui pourraient nous surprendre demain. Mettre nos pas dans ceux de Victor Hugo et de Victor Segalen qui cherchaient des raisons de continuer sur les terres qui soulignent l'esprit de l'humanité démocratique. Alors le rêve de la fraternité, les églises de la pitié. Le centre de

L'Europe, son cœur, que sont ces côtes ripolinées à l'huile solaire. Quelque chose dans l'air commande de remettre à marche l'intérieur de ce territoire usé tellement proche et si mal connu.

Alors tout, au fond, n'importe quel lieu, serait bon pour le moral. Barcelone, même si les Jeux la malmènent déjà, Zurich, Strasbourg, Cologne, Pise, mais d'autres, mais les autres, là où survit un peu de l'esprit des valeurs. La France en la Perle. Les villes de la Renaissance de Pessac dans Liébana. Les routes de Rilke et de Cesare Pavese.

L'urgence ? Retourner sur les chemins d'Hamlet, de Steinbeck ou de Dostoevski comme autrefois on reprenait inlassablement ceux de Compostelle. Puisque l'Europe du début du siècle qui paraît revenir sur les écus de son temps, faire nombre partout où hier vacilla la balance. Dobrovnik, l'Europe ? La vieille cité, l'Europe protégée par la communauté internationale, n'accueillera pas de pèlerins en 1992. Trop tard pour cela. Mais il ne manque pas de lieux à visiter, menaçables, de cimetières juifs trop fragiles au vu des approches jetés, de cela au regard sur elles-mêmes, de routes impétueuses à l'étranger. Empruntions-les, occupons-les. Voyager pourrait bien devenir une obligation.

Philippe Boggio

## ESCALES

### Croisière à l'italienne

Il s'appelle le Costa-Classica et l'on y déguste un menu exquis (au bar de la Piazza Navona, sur le pont « Rome ») à l'heure de déjeuner, au restaurant Tivoli, la grande cuisine italienne à laquelle on s'attendrait sur le nouveau navire amiral de l'armateur génois Costa Crociere, basé en France, en Italie et en Espagne. Et pourtant la dynamique et entrepreneuriale compagnie transalpine (180 000 passagers dont 30 000 en France) a 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1991, depuis 1990, mis les petits plats dans les grands pour poursuivre la conquête d'un marché, celui des croisières, en plein essor, malgré la crise du pétrole (+9,8 % en Amérique du Nord, +5 % en Europe, +8,7 % en France) l'on en a passé de 115 000 à 125 000 passagers et on promet un brillant avenir. D'ici à l'an 2000, la compagnie prévoit de passer de 5 à 10 millions et, en Europe, de 100 000 à 2 voire 3 millions. Objectif du Costa : propulser sa flotte, d'ici à 1993, au cinquième rang mondial avec dix paquebots représentant une capacité de 500 places. Une ambition qui représente un investissement global de 5 milliards de francs (pour quatre paquebots), dont 1,5 milliard pour le Costa-Classica, qui, avec ses 219 mètres de long, ses 31 mètres de large, ses 30 000 tonnes et ses 1 300 passagers (654 cabines), a la réputation requise pour voguer avec confort dans la « cour des grands », c'est-à-dire aux Caraïbes, où il croiera à compter le février 1992 de revenir en Méditerranée, l'été prochain.

Destiné à séduire à la fois les amateurs américains et européens, le paquebot a, pour relever ce « marketing », puisé ses atouts des deux rives de l'Atlantique : d'un côté la standardisation (cabines extérieures et intérieures homogènes à l'instar des grandes



Pêche au saumon en Islande.

hôtelières mondiales), l'aspect fonctionnel (aménagement des 30 000 mètres carrés d'espaces communs, place réservée au tourisme d'affaires avec salle de conférences et salons particuliers) et les équipements de loisirs (vaste pont-plage, casino, salle de jeux, piscine, cinéma, etc.). Le spectacle en amphithéâtre de 700 places, ouvert à la remise en forme et au plaisir du bain, de l'autre le design italien, le raffinement de la décoration, le confort des matériaux, tout ce que les brochures appellent l'« euro-luxe » qui résulte, d'une certaine manière, de la tradition des grands transatlantiques d'antan. Avec, pour résultat, une qualité de vie symbolisée par la surface (18 mètres carrés) et l'équipement des cabines (salle d'eau, téléphone, télévision) par le confort d'un membre du personnel pour chaque passager. Du haut de la gamme (surtout pour qui occupe l'un des dix appartements avec balcon) même si, au restaurant, le service est impeccable. Au programme du nouveau paquebot : des croisières de dix jours le long des côtes du Yucatan et à travers les îles Vierges (à partir de 14 560 F

Sélection établie par Patrick Francès et Danièle Tramard

personne en cabine double intérieure), une croisière de trente-quatre jours, du 2 août au 3 septembre, de Copenhague à Gênes, sur le thème du Christophe Colomb et des deux continents du jour, en septembre, autour de l'Exposition universelle de Séville. Renseignements dans les agences de voyages ou chez Costa Tours (2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris, tél. : 42-33-00-99).

### Pêcheurs d'Europe

Spécialiste de la location de voiliers et des séjours de pêche sous-marine, Espace Pêcheurs explore aujourd'hui un nouveau territoire, celui de la pêche sportive. A la barre, Jérôme Picot, mordu de pêche en mer et en rivière, qui, après plus de dix années au travail des pêcheurs, pense connaître leurs envies et comprendre leurs besoins. L'homme peut ainsi répondre, de façon précise, aux questions les plus pointues, qu'elles concernent l'équipement, le matériel, le climat, etc. Il propose une brochure où toutes les destinations sont présentées avec un souci de vérité, tant en ce qui concerne les poissons que les conditions de pêche.

Trois destinations pour commencer. D'abord l'Andalousie avec, non loin de Cadix et de

Castellar, des lieux peuplés du fameux « black bass », poisson très prisé des pêcheurs sportifs. La douceur du climat permet d'y pêcher toute l'année, les meilleures époques allant d'avril à juin et de septembre à décembre. Deux semaines de huit jours en demi-pension à partir de 4 800 F et 6 680 F, avion et voiture compris. Ensuite l'Ecosse, dans la région d'Aberdeen, où la pêche à la mouche (saumon, truite) et truites de mer) est à la fois une religion et un art. Deux possibilités de séjour sur la rivière Don (forfaits de huit jours à partir de 8 630 F et de 9 180 F) et une sur la rivière Deveron (huit jours, à partir de 4 15 F). Enfin l'Irlande, où les multiples rivières poissonneuses offrent une pêche à la mouche et à la truite.

Deux parcours sur la Black Water, une grande rivière à saumon, au nord de Cork, dans le comté de Waterford (forfait de huit jours en demi-pension à partir de 7 000 F pour l'avion, une voiture et l'hospitalité locale), et autour de Foxford, dans le Nord-Ouest, un séjour de l'habitant (à partir de 5 000 F en demi-pension, avion et voiture compris) sur la Moy, riche en saumons, truites et brochets. L'abonnement aux prix indiqués correspond à des séjours en haute saison.

C'est exotisme, en été, au hiver, deux paradis pour la pêche tropicale : les îles Bijagos, pour les pêcheurs géants, caranques, tarpons et requins (neuf jours en pension complète à partir de 11 900 F avec l'avion) et le delta du Saloum au Sénégal (deux semaines de sept jours à partir de 6 000 F et 200 F, avion inclus) où l'on peut pêcher barracudas et caranques. Un dépaysement qui devrait s'accentuer à l'avenir avec le Kenya, la Namibie, la Côte d'Ivoire et la Pologne. Renseignements : Espace Pêcheurs (20, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 42-61-66-77).

Scandinavie, spécialiste des destinations nordiques et des expéditions à motoneige en Laponie et au Canada, a été nommé agent officiel, pour la France, de Harricana 92, célèbre raid à motoneige à travers le Canada. Le voyageur sort à cette occasion une brochure présentant diverses formules permettant de suivre la compétition (départ le 22 février) et de goûter à cette activité sportive. Renseignements dans les agences de voyages et au 36, rue Tronchet, 75009 Paris, tél. : 47-42-80-00.

Plus de 50 000 visiteurs français au Japon en 1990, sur un total de 3 millions, dont les Européens représentent 16 %. Un chiffre donné par la Lettre des voyages de la compagnie aérienne japonaise JAL.

L'Egypte, Amsterdam et Saint-Petersbourg, trois destinations d'Athènes, spécialiste du voyage culturel, pour le premier trimestre 1992. Avec une découverte des grands sites égyptiens (dont 7 jours sur le Nil) du 16 au 27 janvier (18 300 F en chambre double), un week-end à Amsterdam, du 7 au 9 février, pour l'Expo Rembrandt (7 000 F) et une plongée dans la Russie impériale, à Saint-Petersbourg, du 14 au 17 mars (12 650 F), en compagnie de Jean des Cars. Renseignements : 6, rue Quentin-Bauchart, 75001 Paris, tél. : 47-23-65-94.

Le Carnaval de Rio (du 28 février au 3 mars) en plein cœur du Brésil à Zênith (dans les agences de voyages) qui, dans un tiré à part, propose des places assises réservées au Sambadrome, des séjours à Rio et un circuit de 17 jours avec Bahia, Recife, Manaus, Belo Horizonte, les chutes d'Iguaçu et Rio. A signaler également la brochure « Brésil » du même voyageur.

Le ski par l'image avec deux nouveaux titres de la collection « Sports » des éditions Hachette : Ski alpin, de Jürgen Kemmler (du choix de l'équipement aux techniques de base et à la pratique en passant par la mise en forme),

et Ski de fond, de Franz Wolkenmüller (équipement, techniques et entraînement pour le ski de randonnée, le ski de fond et la randonnée nordique). Deux ouvrages de 120 pages avec 200 photos et dessins, 48 F.

La Guadeloupe et ses îles, la Martinique, la Réunion : trois titres des éditions Evason. La spécialité de cet éditeur : les départements d'outre-mer, dans une optique pratique, aussi complète que possible, photographies en couleurs et cartes IGN à l'appui. Martinique : jour prévu pour les deux ans. Prix de chaque guide : 81 ou 89 francs pour 112 ou 138 pages. En librairie et aux Editions Evason (27, rue Rochecouart, 75009 Paris, tél. : 49-95-06-21).

Dieu soit loué la Toscane ! Ce pourrait être la devise de Cuendet, spécialiste de la location saisonnière, à la semaine, de fermes de caractère et de demeures de charme en Toscane, en Ombrie, dans les Pouilles ou, depuis décembre, en Vénétie. Au choix, plus de 1 200 maisons, villas, châteaux, bastides et appartements, pour quasiment tous les goûts et tous les budgets, présentés dans un catalogue annuel, en couleurs, répertoriés par région et classés en quatre catégories. Vendu 54 F, il est disponible au 24 rue Ravignan, 75001 Paris, tél. : 42-53-41-92.

Nouveau service de réservation dans des auberges japonaises à prix modérés (160 à 320 F la nuit), destinées aux étrangers. Pour retenir une chambre dans l'un des 143 hôtels japonais sélectionnés, contacter les offices de tourisme japonais à Tokyo, Narita, Kyoto ou à Paris (4-8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-96-07-94 ou 42-96-20-29). Le Grand Nord à travers un ensemble de films, diaporamas et conférences, les 18 et 19 janvier prochain, à Paris. Places à retirer auprès de Grand Nord/Grand Large Voyages Nature (15, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Tél. : 40-46-05-14). Entrée, 30 F.





Le canal Saint-Martin.

Jean-François BAUMARD

# La Seine sauvée des eaux

A Paris, l'eau n'a pas toujours été à tous les étages. Tant s'en faut. Gros soucis de long travail que celui de faire correctement boire une ville à sa soif. Chez Hazan, Laure Beaumont-Maillet publie les résultats d'une enquête menée à la source de l'histoire de la ville, l'on découvre que si Lutèce offrait toutes les garanties de sérieux habituelles chez les Romains, la Seine, devenue artère capitale, aura de longs siècles de pénitence à passer avant de pouvoir être approchée sans trop de crainte.

En ces temps qui fléchissent au mijotage dans le monde de la soupe originelle, l'eau coulait, s'écoulait et assagissait, sur le futur territoire de la ville du paléolithique. On ne parlait encore ni de rive gauche, ni de Juliette Gréco, ni de rive droite, ni du faubourg Saint-Honoré, mais l'endroit, on le sentait, était promis au plus bel avenir; peu de millions d'années avant que ne soit scellé le destin. De ce fleuve ne subsisterait bientôt qu'un mince et fluide courant, taillé à la mesure de l'homme, et de l'appareillage encore mal dégrossi de ses capacités à s'imposer sur le paysage, que le lien se tasserait pas à pas, à faire connaître et à s'inscrire dans la nouvelle géographie de la ville, à mener, des pillages, des conquêtes, à commettre. Cité liquide, Lutèce - où sont les

marais - jurait fidélité à la Seine et commençait à user et à abuser de sa mère nourricière.

Dans la longue et ténébreuse histoire de la domestication de l'eau à Paris, seuls les premiers siècles semblent avoir été passés de manière à peu près claire. Il est vrai qu'à l'époque gallo-romaine on se frotte le cuir avec ardeur et que l'occupant à l'époque occupé quelques solides conseils pour l'usage de l'eau. L'art magistral avec lequel les architectes de l'Empire suivent les recommandations le pose en champion de la fontaine publique et du caldarium aux vapeurs vicieuses et parfumées. Les thermes sont choses sacrées, et nulle eau n'y entre qui ne soit de source ou de rivière de la plus parfaite tenue. Ainsi, dans cette colonie où il fait bon vivre, le captage se pratique-t-il loin de la ville - sur les hauteurs d'Arcueil et de Cachan - au large des nuisances, dans une campagne tout à fait sauvage et illustrée par un ciel à l'azur irréprochable. De là glisse l'aqueduc qui, une quinzaine de kilomètres plus bas, donne de la douche et du bain à tous. C'est l'époque heureuse de l'eau tonifiante, celle où le choléra n'apparaît que sous la forme casquée du barbare crasseux venu humer d'un peu trop près les douceurs du pays de cocagne.

Rome disparue, disparaît avec elle l'eau douce au palais et au corps. Les empereurs s'écroulent les uns après les autres, mais l'eau par l'impatience des maîtres de la ville à faire de la place la capitale d'un royaume en train de s'édifier. La ville connaît une période incertaine et trouble, aussi trouble que l'eau dans une pénurie de ressources. La pénurie des ressources, les pauvrettes. Bien sûr, on creuse, on perce, on trouve avec fréquence le sous-sol, d'autres aqueducs vont être lancés, la ville est livrée chaque jour avec plus de féro-

cité, les sources sont pourchassées à vue d'oeil au cruchon près, mais la course à l'eau n'arrive pas à toutes les soifs; encore modestes pour ce qui concerne la qualité, la cité offrant à ses administrés un breuvage non potable de toute première qualité.

L'hydrologie locale, en effet, n'est pas des plus aimables, et, si les poètes n'ont que peu de travail à fournir pour mener leur ouvrage à bonne fin, la moyenne profonde de ces compagnons de la pioche et de l'ombre - expose l'eau ainsi découverte au péril de tout ce que la ville jette à la rue ou, plus sérieusement, à la terre. L'écoulement à se laisser caricaturer chez les vivants du haut, mais reste plus secret sur ses basses menses noires. Elles sont sans doute peu fréquentables. Au cloaque de la rue répond l'innombrable cloaque des étages inférieurs. L'eau, cette vieille compagne de la civilisation, est une proie trop innocente pour résister à la corruption. Elle se laisse dépérir en empoisonnant doucement ses prédateurs et partait vers la Seine, à laquelle elle apportait les sirops suaves et malsains de son abaissement.

Mais les fleuves, si utiles pour les Parisiens, ne sont pas sans générer les insultes et répondre aux provocations. Robuste, mais qui paraît Paris pour mieux la réunir semble avoir choisi d'être le plus mauvais des voisins. Plus vite vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux États-Unis, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription)!

citadin, lui, défend avec la dernière énergie les vertus curatives du liquide que, à son corps défendant, la Seine lui sert. Il faudra attendre les épidémies de typhoïde et de choléra de la fin du dix-neuvième siècle pour qu'on s'interroge sur leur origine exacte et que l'on commence à purifier l'eau.

Pour une bonne part, ce potage du diable transitait par les soies d'un turbulent et peu amène corporation, celle des passeurs d'eau. On les rencontrait dans la capitale, embusqués près des berges poissonnières du fleuve. Armés de seaux, plus tard tirant un tonneau monté sur une charrette, ils livrent la marchandise à domicile, la proposent à un tarif fixé par l'autorité. Ils pratiquent leur dar à l'indimidation, recueillant le plus souvent possible aux coups de l'indigne pour protéger leur territoire et faire fructifier leur commerce. Les marchands loucheux de la capitale quittent définitivement

la place aux alentours des années 1880, victimes d'un d'ivoire eu à supporter, sans broncher, l'installation de deux fontaines Wallace par décret de 1871 - on ne racontera pas une fois l'histoire de Richard Wallace, Anglais, philanthrope et hautement francophile, homme sensible qui s'était ému des moments difficiles vécus par les Parisiens durant le siège de la ville et qui célébrait l'heure d'une entente cordiale en levant son gobelet à la France, tout en l'épinglant pour le peu d'entraide qu'elle avait fait à calmer la soif de ses habitants.

Richard Wallace, même Richard Wallace que c'était un ennemi d'Albion, un homme détraqué de l'époque et qui coupait son chambertin d'eau, un empereur pressé par le temps, impatient de voir la ville exploser sous ses exploits, qui le premier d'entre eux avait vu grand pour donner à Paris un peu de ces jaillissements

aquatiques dans lesquels les Césars font figure de gagne-petit?

Napoléon, en effet, avait des projets d'envergure qu'il entendait voir se réaliser rapidement. Le plan de l'Ourcq, notamment, dont il suivra les dérapages stratégiques ne lui permettront pas de voir terminé. Peu importe, on continuera le travail sans lui, en 1822, en se félicitant même de l'enthousiasme qu'il avait déployé pour les plans directeurs d'une capitale qui n'attendait plus qu'Hausmann et Belgrand pour lâcher les amarres et partir à la conquête d'une eau qui commençait à peine à se faire désirer. Avec l'Ourcq et le canal Saint-Martin, du sang frais entrerait dans Paris. Nous en sommes encore à attendre.

Jean-Pierre Quélin

► L'Eau à Paris, de Laure Beaumont-Maillet, photographies de Jean-François Baumard. Éditions Hazan, 261 pages, 380 F.

## Camino

### FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui savent et les autres... A tous ceux qui peuvent déjà profiter de leurs prochaines vacances, Camino propose des avantages financiers exorbitants.

**Early Bird,**  
les circuits accompagnés moins chers.  
Plus tôt vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux États-Unis, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription)!

**Option Prix Garanti.**  
La fin des fluctuations monétaires.  
Rien de plus agréable qu'une garantie de tarif résultant de fluctuations monétaires. En versant 70 % d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné, ne peut plus être révisé à la hausse (mais reste révisable à la baisse). Si vous voulez tout connaître sur ces avantages, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de Camino le plus proche.

**Camino**  
VOYAGES EN RÊVE MAJEUR  
CAMILLO 136, rue Championnet 75018 PARIS. Tél. : (1) 44 92 80 00







# Chartreux de la Verne

Au cœur du massif des Maures, la chartreuse de la Verne se relève lentement de ses ruines. Fidèle à l'esprit de saint Bruno, une petite communauté religieuse s'y est installée depuis 1982. Visite.



D'UN coup, le grand calme de la mer l'effrayait. Alors il faisait virer de bord, ordonnait de piquer sur le mauve incertain de la terre ferme. Là, sur la place, quelque part autour de Saint-Tropez, un char à bancs l'attendait pour le conduire à la chartreuse. Assis les jambes ballantes sur l'attelage qui tanguait, il commençait une nouvelle navigation lancinante, dans l'odeur des cyprès, à travers les Maures.

La forêt, après la mer, l'enveloppait comme une fourrure humide qui pesait sur ses épaules, et les bras fous des châtaigniers finissaient par le transpercer. Alors ces ruines, au bout du chemin, construites, disait-il, sûrement par un désespéré, apparaissaient comme une délivrance.

On ne sait pas bien pourquoi Maupassant, quittant brusquement le pont du *Bel-Ami*, le yacht où il goûtait les plaisirs faciles du plaisirier parvenu, en proie à cette trop grande lucidité qui précède la folie, échouait à la Verne (1).

Mais il n'est pas déraisonnable d'éprouver en montant à la Verne une puissante mélancolie. Les Maures ressemblent à un morceau de Méditerranée où la navigation peut rapidement devenir houleuse. Ces montagnes qui ont le charme de vagueslettes ne sont qu'une continuation de la mer. On s'y promène, on s'y glisse, on évolue sous cette gangue forestière comme le plongeur sous-marin, avec son attirail respiratoire, le souffle économe, explore les fonds, butant sur de grandes plaies calcinées, gardant un œil sur la surface, le bleu du ciel. Aimables, rondelettes de l'extérieur, elles deviennent *sincèrement* à l'intérieur, malmenées vite le visiteur, le poussant presque au malaise ou lui faisant goûter l'ivresse des profondeurs.

En hiver les arbres, en cohortes ou grognards à genoux, ont les allures d'une armée morte. Le châtignier des Maures respire au moment de la floraison « le parfum excitant de sperme frais et de levain » semble crispé « sur d'antiques douleurs ». Et les bras des châtaigniers se tendent désespérément en quête d'un regard. Maupassant, lui, aimait le châtignier surtout à l'automne, lorsque le bûcheron le dépouille de son écorce et que le tronc brusquement mis à nu se teinte de rouge au point que si l'on y passait la main, on la retirerait tachée de sang. Les Maures ressemblaient alors à « une forêt de supplices ».

Toute visite à la chartreuse passe par ce long dialogue préliminaire avec les arbres, où toute construction humaine a disparu depuis longtemps. L'édifice, un amas de blocs sombres soutenus par de hautes arcades, jetés sur une croupe, apparaît au dernier moment, au détour du dernier lacet. On passe encore un vallon où règne une lueur de caverne et l'on se heurte au mur de la chartreuse, un mur très haut, très long, presque aveugle, ultime rempart contre les lamentations humaines.

Les maisons des chartreux sont construites généralement sur le même plan architectural. On trouve trois parties. La cour des obédiences d'abord, où sont rassemblés tous les services « économiques » de la maison, seule partie accessible aux laïcs et aux visiteurs. Ensuite, la partie « cénobitique », où les moines mènent leurs rares moments d'existence communautaire : l'église, la salle du chapitre, la bibliothèque, le réfectoire. Enfin la partie purement « érémitique », qu'on appelle encore « le grand cloître », à partir duquel rayonnent les cellules.

On devine sans peine à la Verne, au milieu de la restauration en cours, cette organisation. Le bâtiment des obédiences, classique, puis, en parallèle, celui des hôtes, qui a la sobre élégance des bastides provençales du dix-huitième siècle, entourent la cour d'honneur ; et leur masse constitue, s'il en était encore besoin, un dernier rideau protecteur.

Possédant un porche, on bascule dans un univers de ruines. Tout se trouble, tout se brouille : salle capitulaire, sacristie, restes de chapelle, on ne sait trop bien ! Le schiste des Maures, assésé plat contre plat, qui laisse la pierre à vif, donne à ces brèves de galeries voûtées un air de krak de Palestine ou de ruine mycénienne. Mais ce que l'on sait, c'est que l'on avance dans le dépouillement, que celui-ci ne touche pas seulement la pierre mais aussi les hommes, que le secret de ces ruines est proche.

Au débouché d'une galerie obscure, le dénouement est là, pathétique. Le grand cloître, un déambulatoire malhabile, pentu, semblant glisser dans le vide, aux arcades romanes soulignées par endroits d'un décor en serpentine, une pierre verdâtre volcanique, donne accès aux cellules.

L'une d'elles a été reconstruite. Il s'agit plutôt d'une maisonnette. Le tout est imposant en mètres carrés (130 mètres carrés environ). La nourriture est passée par un guichet en chicane pour éviter l'œil ou le frolement de l'autre. Il y a la pièce principale appelée *ave maria*, la chambre à coucher (le *cubiculum*), un jardin, un atelier ; il y a surtout un promenoir, un couloir rectiligne qui mène à une fenêtre aux vitres dépolies pour éviter au regard terrestre de vagabonder.

Et puis, au centre du cloître, sous le regard cette fois admis des vivants, il y a le cimetière, quelques croix de bois sans nom, où les moines dans leur coule blanche, portés par leurs frères sur une planche, étaient ensevelis à même la terre.

On est ému par ce cloître rempli d'herbes folles et du vol lourd des bourdons, tout de guingois, retenant sa cargaison humaine au-des-

sus de l'abîme où les morts se seraient contre les vivants comme s'ils poursuivaient leur communion de solitude, où l'art n'a plus de sens, le regard intérieur devenu trop fort finissant par tout aveugler. Ici on renonçait à tout projet humain.

Maupassant y frissonna : « Nulle part au monde je n'ai senti sur mon cœur un poids de mélancolie aussi lourd qu'en cet antique et sinistre marchoir de moines. L'homme qui a construit cette retraite devait être un désespéré. » Et Rezvani y voit l'œuvre de moines fous : « Ici, pas question de beauté ni d'équilibre. Ce cloître participe du chaos des Maures. La Verne en son tout est la réplique de ces montagnes démolies. »



A la Révolution, l'ensemble fut vendu comme bien national. Une panique inexplicable s'était emparée d'une partie de la communauté qui, déguisée en paysans, prit la fuite une nuit de janvier 1792 et, depuis une plage du Lavandou, s'embarqua pour Nice. Durant quatre jours, au mois de juin 1790, quatre officiers municipaux de Collobrières, le maire Jean-François Brunet en tête, montèrent à la chartreuse pour faire l'inventaire et recevoir « les déclarations des religieux profès » en exécution des décrets de l'Assemblée constituante qui venaient de nationaliser les biens du clergé.

La chartreuse était, semble-t-il, à l'aise. On trouva 9 057 livres en liquide, 40 tableaux, un médailler de 1 300 pièces, 1 094 ouvrages et manuscrits parmi lesquels les œuvres des encyclopédistes et des auteurs libéraux du dix-huitième siècle. Les revenus des biens de la chartreuse se montaient à 17 009 livres, dont 1 400 provenant de la vente des châtaignes et 450 de celle du miel. Mais cette aisance n'excluait pas la générosité, et les moines de la Verne se livraient à des distributions frumentaires ou à des prêts d'argent sans intérêt.

Les seize religieux (onze moines de chœur et cinq Frères convers) firent leur « déclaration ». Dix (sept Pères et trois Frères) déclarèrent « vouloir rester dans l'ordre », dont le prieur dom Raphaël Paris. Et on possède même le montant de la pension que la nation pro-

posa à chacun. Ce qui intrigue, c'est non pas le faible nombre de ces reclus pour de tels revenus – saint Bruno, le fondateur de l'ordre, a voulu des petites communautés pour éviter qu'elles ne mendièrent – mais le nombre (six) de « sorties » de l'ordre qui s'ensuivra. Preuve que le monastère était divisé. Simple querelle de personnes ? Le procureur, l'économe de la maison, s'est plaint peu avant la Révolution au prieur général de la Grande-Chartreuse des dépenses engagées par le prieur pour la réfection du bâtiment d'honneur. Ou, plus grave, déstabilisation spirituelle de la communauté, comme pourraient en témoigner les lectures « progressistes » de la biblio-

naie courante. La Verne, donc, n'a aucune raison de résister à cette évolution.

Chaque monastère connaît la même organisation sociale. Au sommet, le prieur, élu, qui est en même temps le seigneur du lieu, qui rend la justice et perçoit les dîmes, dont la cellule – ou plutôt les appartements – se trouve à l'intersection de l'unité cénobitique et de l'érémitique. Puis les officiers, le procureur, par exemple, le gestionnaire du domaine (au treizième siècle, on estime à la Verne qu'il s'étend sur 3 000 hectares). Puis les moines de chœur, menant leur vie cellulaire. Ensuite, les Frères convers, religieux « au service de la solitude des Pères ». Enfin, les laïcs, sans obligations religieuses, comme les « prébendiers », qui ont fait don de leurs en échange d'un accueil perpétuel ; et, au bas de l'échelle, les *mercenarii*, travailleurs gagés qui assurent le service et sur qui tout repose. A la veille de la Révolution, l'ordre est un des seuls à n'avoir jamais été réformés. *Quia nunquam deformata* (parce qu'il n'a jamais été déformé).

Les Coutumes de Guigues sont formelles : pas de possessions en dehors des limites du « désert » tracées autour du monastère. Mais bien vite, les limites de possession se sont transformées en limites de seigneurie et on est allé chercher ailleurs d'autres sources de revenus. Et, tout au long des siècles, ce « monde » que les chartreux jugent mauvais – le *contemptus mundi*, et « la misère du corps », considéré comme la « prison de l'âme », inspirent durant le Moyen Âge la spiritualité des monastères – gratifie les moines de la Verne de ses libéralités. Les *paupères Christi* se sont enrichis, tout au moins leur monastère. Comment s'installer dans le monde tout en le fuyant ? La contradiction est irréductible (2).

Deux siècles après, la Verne aujourd'hui se relève de ses ruines. L'Etat, propriétaire depuis

1961, stimulé par une association de sauvegarde créée en 1968, s'est mis à la tâche. Et le mécénat lui a emboîté le pas. Une fouille archéologique programmée, pluridisciplinaire, est en cours, « la première globale réalisée sur un site carthusien en France », dit son responsable, M. Jean-Luc Mordeiro. C'est tant mieux. Une communauté religieuse, fidèle à l'esprit de saint Bruno, s'est installée en 1982. Forte de son ancienneté sur le site. Et l'Etat semble « se féliciter » de cette présence monastique qui ressent la nécessité d'étendre sa « clôture » et attend sa réinstallation dans le grand cloître. Mais l'Etat, qui a payé, doit veiller aussi aux droits du patrimoine.

On peut aussi ne pas être insensible à ce beau cri provocant de Rezvani : « C'était une émotion, une folie, tout ce qu'on voudra, sauf une architecture à visiter. Il fallait laisser cette chartreuse à l'abandon. Elle avait la force obscure d'un anti-Thoronet. C'était un anti-monument. Une anti-beauté noire. Le trajet, le pèlerinage avec, au bout, cette absolue solitude, c'était ça la chartreuse de la Verne (3). »

Et c'est ce que Maupassant venait sûrement quêter.

de notre envoyé spécial  
Régis Guyotat

(1) Sur l'eau, par Guy de Maupassant. Ed. Encre, 1979.  
(2) Les Chartreuses de Montreuil et de la Verne, par Karl Thir et Raymond Boyer. Analecta Carthusiana, 1985.  
(3) *Dérégulation sentimentale dans les Maures*, par Rezvani et Haas Silvestre. Ed. du Chêne, 1979.

## Guide

La chartreuse de la Verne est située sur la commune de Collobrières (Var). On y accède à partir de la route qui joint cette commune à Grimaud par un chemin non goudronné de six kilomètres. La chartreuse est ouverte dans sa partie visitable en hiver tous les jours de 10 heures à 17 heures sauf le mardi.

Fondée à la fin du douzième siècle, à la suite d'une autre chartreuse provençale, Montreuil, la maison de la Verne a été occupée jusqu'à la Révolution. Les murs passent ensuite à des propriétaires privés qui ne peuvent éviter la

délabrement et les pillages. En 1921, elle est classée en partie monument historique ; en 1961, les Eaux et Forêts s'en rendent propriétaires ; en 1968, une association de sauvegarde est créée. La bâtisse est entièrement classée monument historique en 1976. Depuis 1982, une communauté, la Famille monastique de Bethléem et de l'Assomption de la Vierge, fidèle à l'esprit de saint Bruno, s'y est installée. L'Etat, les collectivités locales et le mécénat œuvrent pour sa restauration. ●

## ISLANDE geysers et volcans

avec votre voiture  
à bord du  
car ferry "Norröna"  
de la Smyril Line  
Votre agent de voyages  
ou agent général :  
Voyages AGREP  
43, rue Étienne Marcel  
75002 Paris. Tél. : 45.03.61.50





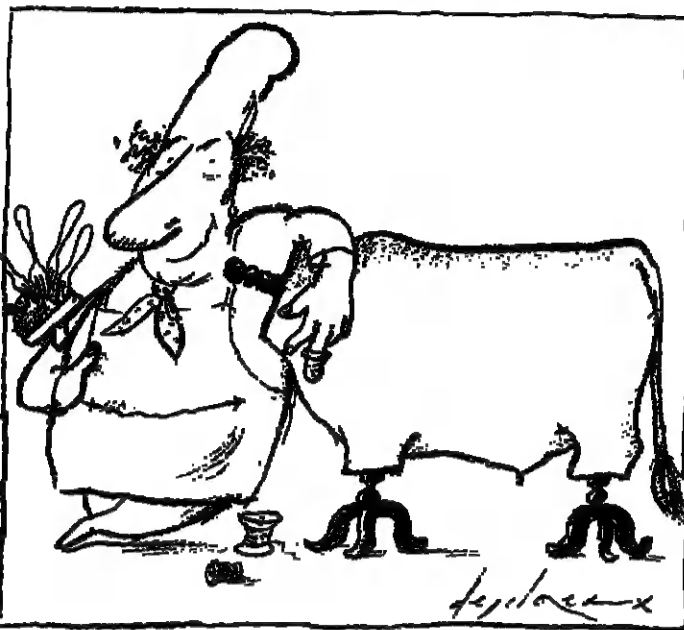


# Bœuf mode

C'EST en 1972, dans la rue du Lycée (aujourd'hui rue de Valois), qu'ouvrit un restaurant dont l'enseigne (un bœuf paré à la mode Directoire, avec son chapeau de cachemire, un chapeau de paille tout enrubanné, peint par Swaggers), est aujourd'hui au Musée Carnavalet. Zola, plus tard, y conduira ses personnages de *Pot-Bouille* dîner en cabinet particulier et, le 15 mars 1862, les Goncourt y dépensent 20 francs «*simplement parce que nous avons envie de les dépenser là*». Plus tard, la maison périclita, mais en 1929 le fils de La Couronne, restaurant de Rouen, Marcel Dorin, s'y installa. Le bœuf à la mode, à la carte, était compté 14 francs. Je me souviens d'avoir, des années après, consulté le Livre d'or de cette illustre maison, proche le Théâtre-Français. Ses sociétaires y venaient dîner, et Pierre Fresnay, en compagnie de Berthe Bovy, y écrivit :

«*J'aime mieux la cuisine O Bœuf*»

Que celle d'en face C'est moins vache !  
Un gourmet peut vraiment «*suivre le bœuf*». Même si le terme couvre non seulement le mâle châtré de l'espèce bovine mais aussi le taureau, la vache et, aujourd'hui, le «*baby-bœuf*». Mais il doit savoir que, l'animal abattu, un mûrissement de plusieurs jours (deux semaines est la bonne moyenne) est indispensable à sa qualité. Et que les races sont nombreuses, en France, ce qui rend inutile le snobisme, sur les cartes, du bœuf Angus par exemple. Passons...  
Et revenons au bœuf mode du *Bœuf à la Mode*. Dans *Le Livre de la viande*, Georges Chaudieu nous dit que c'est là une préparation culinaire à la fois bourgeoise et populaire. Il ajoute : «*Hier préparé avec du rumsteck ou de la culotte, aujourd'hui ces morceaux ayant atteint des prix trop élevés, il faut se contenter d'autres moins coûteux comme la macreuse, le collier, la grosse poitrine*». Soit ! Mais il



n'empêche qu'un bœuf mode «*à l'ancienne*», agrémenté de lardons préalablement macérés dans des épices et du cognac puis mariné à son tour dans cette macération, vin rouge, huile d'olive, bouquet garni, ail, ensuite égoutté, doré en cocotte à l'huile d'olive, augmenté des éléments de la marinade, d'un pied de veau blanchi et déossé, de la marinade passée et de bon bouillon, sera, longuement mijoté à petit feu, un plat bien agréable. Mais un plat, n'écas, que l'on ne trouve plus sur les cartes ! Du moins à Paris, car, en province, on peut rencontrer sa cousine, la daube. Où l'adobe comme on dit en Gascogne, et qui figure à la carte d'André Daguin, qui fait l'éloge du mets en disant : «*C'est le premier fast-food vrai mais plus fast encore que food* ! »  
On me permettra de chanter les louanges d'une bonne bête (pour ne point dire exceptionnelle) *Le Bœuf à six pattes*. Il s'agit d'une mini-chaîne de quatre restaurants-grills, à Gif-sur-Yvette, Orléans, Quincy-

sous-Sénart et Montreuil. Ouverts tous les jours, j'ai trouvé au dernier en date (235, rue Etienne-Marcel, à Montreuil - tél. : 48-97-37-37), au chapitre des grillades garnies (de pommes allumettes ou haricots verts à volonté) le faux-filet, le rumsteck, l'entrecôte, la bavette d'aloyau, à des prix raisonnables (avec une formule à 89,50 francs : frisée aux lardons, bavette, fromages ou dessert par exemple). C'est ainsi que mon menu : côte de bœuf à six pattes, fromage blanc ciboullette, tartiflette, arrosé d'une demi-garniture de Touraine, s'éleva, avec le café, à 216 francs, pour un repas simple, copieux et de belle qualité gustative. Ce n'est pas si souvent le cas, côté viande !  
Il faudra que je demande aux animateurs de ce *Bœuf*, qui devient, tant aux alentours de Paris qu'à Orléans, «*à la mode*», de mettre à leur carte le bœuf mode. Un bon plat pour ces jours d'hiver !

La Reynière

## ENTRE-METS

### Les mécomptes de l'amère oie

ALORS qu'il y a dix ans la préparation du foie gras d'oie en France voisait le milliard de tonnes (celle de canard un peu moins), elle n'aurait, depuis, qu'augmenté de 4 % environ alors que celle du foie gras de canard atteint 3000 tonnes (une augmentation spectaculaire de 30 %). Encore faut-il ajouter que la plus grande part de ce milliard de tonnes vient des importations d'oies (en particulier des pays de l'Est).

Le gourmet s'en peut inquiéter. A juste titre, il préfère le foie gras de l'oie, plus finement onctueux, plus «*nuancé*» (Ah ! le foie gras des «*trois empires*» de *La Tour d'Argent* ! Mes amis Vassal en rêvent !). Encore que - ce n'est ici qu'un avis personnel - le foie gras de canard de bonne origine et bien traité, bien «*de chez nous*», soit, accompagné d'un vin rouge corsé, un simable régal. Le foie d'oie, lui, réclame un somptueux sauternes (yquem ?), voire un blanc de Loire (quarts-de-chaume, bonnezeaux).

Revenons à l'oie (qui donc la décrivait «*un animal perpétuellement au sol*» ?). Elle serait originaire de Chine et vieille de millénaires innombrables. Elle arrive à Rome pour sauver le Capitole (aujourd'hui encore, selon Jérôme Stern, elle «*vigile*» une distillerie écossaise de whisky), gagnèrent la France où, parure des repas de fin d'année, on l'élève du côté de Strasbourg et de Toulouse. Pour sa chair, son duvet (très recherché un temps) et son foie. Les Romains en effet avaient «*inventé*» de nourrir jusqu'au gavage leur palimpseste sauternes de... figures, lesquelles donnaient un goût particulier à leur foi : ce fut le *jeur ficatus* qu'ils trempaient ensuite dans un bain de lait miellé.

remment tendre. André Daguin, le mousquetaire de la cuisine gasconne (2), me souffle que l'annuelle production d'oie en France s'élève à neuf cent mille grises dans son Sud-Ouest et au million de blanches dans toute la France. Et lui use, tant pour ses foies gras que pour ses confits, des grises du Sud-Ouest, bien entendu.  
L'oie en cuisine (en dehors des rillettes) se prépare en daube, en ragoût et, surtout, rôtie et farcie (aux marrons le plus souvent, à la choucroute en Alsace, aux pruneaux dans le Sud-Ouest, d'oignons, mie de pain, sauge et accompagnée d'une marmelade de pommes pour la Saint-Michel, 29 septembre, en Grande-Bretagne). En Belgique, à «*l'instar de Visé*» elle est pochée, et Simone Lemaire, secrétaire générale de l'ARC, lorsqu'elle avait son restaurant normand, la proposait au pot.

Mais revenons au foie gras. Les artisans producteurs français, sans nier la qualité de certains foies d'importation (il en vient de Hongrie, d'Israël, de Bulgarie, de Pologne) s'indignent que les industriels puissent mettre en boîte ces foies étrangers sous l'étiquette du Périgord. Que les restaurateurs ne soient point obligés d'indiquer l'origine de leur foie gras.  
N'en est-il pas de même des confits dont on peut attendre le meilleur et le pire. L'oie figure rarement aux cartes parisiennes. Du moins se propose-t-elle en deux enseignes : *L'Oie cendrée*, 51, rue Labrousse, 15<sup>e</sup>, tél. : 45-31-91-91, que je dois découvrir, et *L'Oie blanche*, 87, rue Blomet, 15<sup>e</sup>, tél. : 48-28-53-15, dont le sous-titre «*Au rendez-vous du rugby*» est déjà tout un programme et dont le cassoulet est excellent.

Mais peut-être l'oie est-elle négligée des chefs. Celle que Grimod appelait «*une brune plaquante*» et que Louis Veuillot célébrait en vers.

L. R.

(1) C'est de champagne que M<sup>me</sup> Monique Vassal arrose le foie gras des «*trois empires*». Il est vrai que c'est du brut Mumm de Mumm !  
(2) On trouve à sa carte, entre autres merveilles, la cuisine d'oie grise confite fumée accompagnée d'une galette de maïs.

## Semaine gourmande

### Chez Laudrin

Deux nouveautés en ce classique de bonne cuisine et de bonne humeur : ouverture le samedi soir et menu dégustation à 250 F (foie gras frais de canard, pétoncles farcis et grillés mode bretonne, goujonnettes de sole poirel frites, filet de canard sur fondue de choux, fromages et desserts au choix). Qui dit mieux ? Ajoutez-y un muscadet sur lie où un anjou villages par exemple, servis en magnums et comptés au décimètre. Menu-carte illustré par Barbe-rousse et toujours, à cette carte, les huîtres chaudes au sabayon de Noilly, les tranches à la Mère Bilaud, le baba au rhum «*maison*».

► *Chez Laudrin*, 154, bd Pereire (17<sup>e</sup>). Tél. : 43-80-87-40 (fermé samedi midi et dimanche). A.E.-C.B.

### L'Aiguière

Cadre moderne et fleuri, installé en ce quartier mais reflétant la carte et la cuisine du chef Pascal Viallet. Les saint-jacques sont à la manzanilla, les rougets à la moelle de bœuf, la chaudière agrémentée d'un ragoût d'huîtres, le canon d'agneau rôti au beurre d'orange sanguine, etc. Gibier en cette saison. Desserts à réjouir le palais d'une Dame Tartine (beignets d'arbutose et litchis, feuilletine de poires en chaud froid). Déjeuner «*Affaires*» 170 F et carte 300/350 F.

► *L'Aiguière*, 37 bis, rue de Montreuil (11<sup>e</sup>). Tél. : 43-72-42-42. A.E.-D.C.-C.B. Parking : 31, rue de Chanzy.

### Paris-Passy

C'est en 1860 que le village de Passy fut rattaché à Paris. Mais il reste un village, avec sa place. Et ce bar-brasserie-salon de thé, s'il n'est pas un grand restaurant, vaut le voyage, croyez-m'en. Les villageois le savent bien qui apprécient son bûche d'huîtres, son menu quotidien (une entrée, un plat au choix pour 59 F) et sa carte. Également le «*service continu*» de 11 h 30 à 22 h 30. Derrière le comptoir (donnant sur la rue piétonne de l'Annonciation), trois salles largement communicantes gentiment agencées, une carte riche en entrées (des œufs «*mayo*» aux filets de harengs, des bourgognes aux rillettes sarthoises, de l'avocat aux crevettes au jambon de pays), quelques poissons, dont la sole Marco-Polo (le chef, Bernard Biot, est passé par le Relais Alma, et Marinette lui a «*appris*» le plat tout comme le goût de la tarte Tatin qu'il réussit à merveille), des viandes, dont le tartare et le hamburger à cheval, le pavé au poivre ou au roquefort et le poulet rôti avec ses frites bien parisiennes, un honnête plateau de fromages et des desserts dont la célèbre Melba. Vins en carafe (entre 32 F et 46 F) et bonne petite carte de vins de propriétaires, dont le chignon de Couly-Duthell et le bordeaux Château Bossuet d'Yvon Dubost, à prix

honnêtes. Accueil chaleureux de M<sup>me</sup> de Lavillatte et du personnel. Nous sommes bien loin du Paris habituel et ce dépaysement m'a enchanté. Compter 130 F à 180 F.  
► *Paris-Passy*, 3, place de Passy (16<sup>e</sup>). Tél. : 42-86-15-19, t.l.j. C.B.-D.C.-A.E. Parking : Passy.

### L'Étape

C'est un rappel, ne semblerait-il pas pour «*souffler*» le menu gourmand. Entre huit entrées, vous choisirez peut-être l'assiettée de sardines fraîches marinées ; entre neuf poissons ou viandes, le saumon grillé coriandre ou un feuilleté de ris d'agneau aux épinards ; un fromage ou le gâteau au chocolat ou le parfait glacé. Lydie, la charmante patronne, veille à tout en salle, et Alain Stoltz, en cuisine, invente de miltonner un pigeon rôti aux figues fraîches ou le jarret de veau «*à la véronaise*». Belle petite cave. Compter, à la carte, 300 F.

► *L'Étape*, 89, rue de la Convention (15<sup>e</sup>). Tél. : 45-54-73-49. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : 98, rue de la Convention. Carte bleue.

### Le Bistrot du chapon fin à Nîmes

Mady Grangier a transporté ses pépites de l'Auberge de la Tour-du-Pin en ce bistrot parigot mâtiné de bouchon lyonnais, à deux pas de la maison Carrée. Il a vite séduit les Nîmois par son menu déjeuner à 68 F et sa carte (compter 150-250 F) où la choucroute voisine avec les pâtes à la mozzarella, la moussaka, l'irish-coffee. Vin au verre. Et avec pour les enfants, une viande grillée et un dessert (40 F).

► *Le Bistrot du chapon fin*, place du Château-Falsaise, 30000 Nîmes. Tél. : 86-67-34-73. Fermé samedi midi et dimanche. A.E.-C.B.

### Le Vert Galant à Carpentras

Jacques Mégean aime cuisiner le poisson. Au fil des jours il accommode la daurade d'une douzaine de façons, la lotte également et le saumon de près de vingt manières, aux fèves provençales, aux trompettes-de-la-mort, etc. Mais les noisettes d'agneau aux aubergines frites et la crème froide d'épeautre torréfiée à la cassonade illustrent tout autant ses talents. Menus de midi 89 F et 155 F, et 220 F.

► *Le Vert Galant*, 12, rue Clapies, 84200 Carpentras. Tél. : 90-67-15-50. Fermé samedi midi et dimanche. Carte bleue.

### Le Berger des abeilles à Saint-Andiol

La pleine campagne, une terrasse à l'ombre du platane, quelques chambres reposantes, mais surtout la cuisine de Nicole Grenier, attentive au terroir (tagliatelle au thon, anchois et tapenade : une merveille !), daube d'agneau aux épices et rouget à la barigoule. Magnifique mousse au miel des ruches de la maison. Menus à 130 et 180 F, et carte (compter 300 F).

► *Le Berger des abeilles*, quartier du Rabat, 13670 Saint-Andiol. Tél. : 90-96-01-91. Fermé dimanche soir et lundi. A.E.-C.B.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

NICE  
**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-50.  
Plén centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\*\***  
Soleil, calme, ski de fond, piste  
Pension, demi-pension  
Tél. : 92-45-83-71.  
Fax : 92-45-80-58

#### LA SAVOIE AUTHENTIQUE

Ski, détente à St-Jean-d'Arves  
Chalet-Hôtel  
de l'OULE ROUGE\*\*\*  
XVIII<sup>e</sup> s. Logis de France 1 600 m  
Domaine Corbier-Toussuire. Expo. panoramique plein sud. Cuis. du terroir  
Familie SURRIER - LA CHAL  
71350 ST-JEAN-D'ARVES - 79-59-70-99.

#### Paris

SORBONNE  
**HÔTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F  
FAX : 46-34-24-30  
Tél. : 43-54-92-55.

#### PORTE DES LILAS

**HÔTEL LILAS GAMBETTA\*\***  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211838, Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)  
Petit déjeuner à 25 F  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

### novotel créteil

#### LA ROTISSERIE

Tous les jours  
de 6 h à 24 h

Sur la nouvelle carte  
choisissez vos plats  
selon votre faim :  
petite ou grande portion

rue Jean-Gabin  
RN 186

94034 CRETEIL CEDEX  
Tél. : 42-07-91-02

#### Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE  
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*\*NN LOUIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24350 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.  
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

#### Italie

VENISE  
**Hôtel LA FENICE**  
ET DES ARTISTES\*\*\*  
San Marco N. 1936  
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721  
et son Restaurant  
nouvelle ambiance «*bohème*»  
TAVERNA LA FENICE  
Tél. : (41) 52-25-636 Fax. 52-37-866.

#### Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE  
**Hôtel HOLIDAY**  
60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire Sunnegga. Chambres avec balcon - cuisinette - bar - bains - w.c. - radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée gratuite dans une piscine couverte.  
Prix spéciaux en janvier, dès 80 FS (env. 320 FF) en demi-pension.  
Téléphone : 1941/28/67 12 03, famille R. Perren, Fax 1941/28/67 50 14.

#### TOURISME

L'ALSACE ROMANTIQUE  
Ski et promeneurs.  
Apt. de charme dans maison  
XVI<sup>e</sup> s. rénovée à RIQUEWIHR.  
LA MAISON BLEUE - Tél. : 89-27-24-61  
89-27-52-59 - Fax : 89-27-53-61.



QU'EST-CE qui a bien pu décider Robert Coustet, universitaire très classique, spécialiste d'Odilon Redon, enseignant depuis vingt ans l'histoire de l'art à l'université Michel-de-Montaigne (Bordeaux-III), à s'intéresser à la vie et à la peinture de Claude Lagoutte, mort à Paris en 1990, à l'âge de cinquante-cinq ans, après une existence personnelle et artistique généralement à l'écart des pistes reconnues (le Monde du 24 mars 1990) ?

« Ce n'est pas compliqué, nous répond M. Coustet, dans son appartement très balzacien, rue Esprit-des-Lois, à Bordeaux. J'enseigne aussi la peinture contemporaine, particulièrement dans ses aspects bordelais, et Claude Lagoutte, qui avait des attaches familiales par ici, y a également travaillé : ainsi sa série des « Labours » a été réalisée vers 1975 à Yrac, village de l'Entre-deux-Mers où il a vécu plus de dix ans avec sa femme et ses enfants. Son voyage à pied Bordeaux-Cognac lui inspira également une œuvre marquante.

« En outre, ayant rencontré Lagoutte vers 1970, nous avons, au-delà même du terrain de l'art stricto sensu, trouvé des thèmes d'intérêt commun à partir de nos périodes respectives passées à l'étranger : j'ai enseigné au Cambodge, au moment du discours de Phnom-Penh (1), Lagoutte avait lui-même parcouru l'Indochine vers 1960, quand il appartenait au service de santé de l'armée royale lao et se faisait la main en dessinant des temples bouddhiques ou des pailloirs sur le Mékong. »

Peu à peu, le très strict professeur bordelais révèle un ancien séjour professionnel dans cette rugueuse Algérie des hauts plateaux dont Lagoutte constatait un jour : « Sa lumière est d'une cruauté telle que tout ici semble sculpté au diamant » (le Monde du 5 mai 1973) ; puis un autre séjour au Brésil, d'où il rapporta une thèse de troisième cycle sur l'architecture de Rio-de-Janeiro au dix-neuvième siècle, etc. Ces affinités géo-artistiques entre les deux « chercheurs » figurent sans doute parmi les raisons qui amenèrent l'universitaire à suivre de près l'évolution d'un peintre dont il apprécia « d'emblée l'indépendance tenace en même temps que les liens évidents de sa peinture avec l'art contemporain ».

L'étude de Robert Coustet sur Lagoutte, à la fois esquisse biographique et analyse picturale, album de reproductions et choix de textes inédits de l'artiste, permet notamment de reconstituer l'éducation artistique du peintre. Commencée avec la préparation annuelle, des mois à l'avance, de la crèche de Noël dans sa ville natale de Rochefort ; poursuivie grâce à la lecture des ouvrages de Fromentin et Delacroix, puis du théoricien de l'art Marcelin Pleynet ; à la découverte de Hantel et d'Estève ; aux enseignements à la fois techniques et philosophiques, les deux totalement hors de tout courant reconnu, d'un vieux peintre de l'école d'Alger, Pierre Famin, mort presque centenaire à Marseille en 1988, la formation de Lagoutte dut aussi énormément à ses constants déplacements professionnels ou privés, le plus souvent dans les endroits les moins connus en France ou à l'étranger, même si on y retrouve les indispensables passages par New-York ou Lausanne (la visite de Lagoutte au Musée vaudois d'art brut fut l'un des chocs de ce cursus).

Influences des déplacements évidemment détournées, puisque les seuls aspects « exotiques » des œuvres de Lagoutte – œuvres « abstraites » généralement réalisées au retour dans ses ateliers parisiens ou bordelais et « filles de la mémoire et non pas de l'œil », sauf les « Carnets de route », où les dessins figuratifs à l'encre noire ne sont là que pour étayer les remarques littéraires, architecturales ou autres de l'artiste nomade – sont représentés par l'utilisation, au reste non systématique, de matériaux dans la besace de l'artiste d'Inde, de Saintonge ou d'Égypte.

Besace n'est pas un vain mot. Durant les quinze ou vingt dernières années de sa vie, Lagoutte passa chaque année plusieurs mois

Un an après la mort du peintre Claude Lagoutte, deux galeries parisiennes et un musée bordelais lui consacrent une exposition, tandis qu'un livre vient éclairer la méthode de ce paysagiste itinérant qui considérait ses toiles comme « filles de la mémoire et non pas de l'œil ».

à voyager seul, avec le plus léger bagage, accomplissant, au moins partiellement, à pied ou en tout cas grâce aux moyens de transport du cru ces « parcours, randonnées, trajets et traversées », pour reprendre l'intitulé de l'exposition du Troisième Éclat, galerie bordelaise ayant récemment essaimé à Paris, précisément en partie autour du travail de Lagoutte.

Circuits au pas humain, dans une atmosphère « artisanale », dépayssants jusqu'à en être quelquefois déroutants et voulus comme tels par un homme qui avait commencé sa carrière (et ses déplacements) comme biologiste de l'armée française outre-mer. D'où sa présence, entre 1959 et 1972, au Laos, en Côte-d'Ivoire, en Algérie et au Congo, pays où, en 1972, des tableaux de Lagoutte furent exposés pour la première fois.

Ambulations riches également en incidents prosaïques insolites, comme le jour où un flic algérien du très antifranciste régime Boumediène, ayant découvert le peintre en train de croquer, loin du bitume, un de ces mois coqueux du Sahel d'Alger fraîchement retournés, demanda à l'artiste de lui remettre sur-le-champ une réplique du dessin afin de la joindre à son rapport... Pour paraphraser tel petit-bourgeois de Balzac : « Est-ce qu'on peint une moule de terre ? »

Ce qui avait amusé Lagoutte lors de cette intervention policière, et bien qu'il fût généralement assez peu sensible à la toile de fond historique de ses marches (il fit néanmoins halte un jour à Varennes-en-Argonne pour voir le lieu de l'arrestation de Louis XVI), c'est qu'il avait été interpellé à portée de vue de Dély-Ibrahim, village où les Français élevèrent un monument en forme de minaret à la mémoire du colonel Boutin (1772-1813), espion de Napoléon I<sup>er</sup>, dont les reconnaissances sur la côte d'Algérie permirent plus tard le facile débarquement à Sidi-Ferruch des troupes de Charles X... Une autre fois, c'est sur un chemin vicinal girondin qu'un brave pandore eut du mal à admettre qu'un ancien officier circulât à la façon d'un chemineau d'antan...

Il y eut des itinéraires plus risqués, comme celui qui, en 1985, conduisit Lagoutte – entre une

exposition à Bombay avec immersion totale durant quelque temps dans le milieu intellectuel indien (encore un rude dépaysement !) et la réalisation d'un devant d'autel pour le couvent dominicain Saint-Jacques à Paris – à s'introduire illégalement dans un Tibet encore semi-claqué par l'occupant chinois ; à y courir le risque de s'y geler un membre ; à y vivre plusieurs semaines dans la crasse confite de minuscules hameaux, où notre visiteur clandestin, quoique habillé à la mode himalayenne, ne passa pas inaperçu mais ne fut pas dénoncé, ayant emporté avec lui quelques photos du dalaï-lama à la cause duquel, lui, presque toujours si indifférent à l'actualité politique, était personnellement attaché – tout en demeurant, bien entendu, « un incondicional de l'antique peinture chinoise ».

La « bolade » tibétaine suscita des « feuilles de piste » parmi les plus typiques du comportement de Lagoutte : une aube où les jappements des chiens l'empêchèrent de dormir, il écrit, en dépit de l'encre qui tourne à la glace noire : « Laissez à Katmandou plusieurs livres écrits par des Tibétains émigrés, décidément trop antichinois pour être dans mes bagages. La lecture de mon lexique tibétain se révèle la plus utile (...). Hélas ! Je suis capable d'avoir des informations mais je suis aussi capable de vérifier qu'elles sont toujours fausses... [Il s'agit d'horaires de cars]. Il reste la marche et le stop. »

Plus loin, il explique en quelques phrases son attirance pour le monde du Gange et de l'Himalaya : « Depuis des années, j'ai trouvé en Inde, dans ce répertoire magnifique de formes et de couleurs, d'analyses sans fin et d'intuitions subtiles, un paradis que j'avais perdu. Puis le bouddhisme, enfant de l'Inde, plus exigeant, se passant de cette sublime facilité qu'est Dieu, m'a attiré vers le nord. J'étais bloui par la grandeur d'un système où tout repose sur soi-même (...). »

Et la conclusion à la fois du plasticien et de l'individu : « Le voyage au Tibet m'aurait depuis longtemps puisque ici la doctrine s'est parée d'un art exceptionnel (comment s'adresser aux idées sans images ?) (...) Si l'Inde était le

Paradis retrouvé, le Tibet représenterait encore plus : la possibilité de s'en passer, la liberté retrouvée. »

Très peu présent dans les cercles parisiens, tant par goût que par nécessité (le temps non consacré aux déplacements et à la famille était entièrement absorbé par le travail d'atelier), Lagoutte eut néanmoins un jour la bonne surprise de découvrir dans Paris-Match un de ses « collages cousus », très « bleu-blanc-rouge », vendu par sa galerie à l'Etat, et rien de moins qu'accroché au-dessus du lit présidentiel dans les nouveaux appartements de l'Élysée où les Mitterrand rejoignaient les Pompidou. Toutefois, la légende indiquait le nom d'un autre peintre... Il fallut que des amis d'un Lagoutte assez indiffé-

rent le forcent à demander un rectificatif à l'hébdomadaire...

Le chef de l'Etat voulut ensuite connaître ce Charentais – comme lui – et un dialogue s'engagea sur cette lumière gris-bleu d'Annis et Saintonge, antithèse absolue des éclairages sans pitié du plateau algérien, ces deux clartés pourtant également aimées et picturalement intégrées par Lagoutte. Certaines planches de l'ouvrage de Robert Coustet montrent en particulier combien la lumière aqueuse des Charentes peut se retrouver captée et assimilée dans des peintures « abstraites » de Lagoutte, par exemple Marée-Océan, « technique mixte sur toile et papier », datée de 1986.

L'entrevue élyséenne avait permis à François Mitterrand d'ap-

Vue plongeante sur la vie quotidienne d'un peintre nomade : dans un car turc, Claude Lagoutte, pieds nus, lit du Loti. Il a croqué cette « scène » autour de 1985.

prendre que le peintre était le gendre d'André Marik, autre paysan que le président venait de convoquer, sous les auspices de la fraternité provinciale, à sa table, et dont le pseudonyme cache une rare poésie charentaise, d'autre part inventrice d'une série de plats au cognac. Les seuls ouvrages (2) que Lagoutte accepta jamais d'orner de ses dessins oursis à l'encre de Chine – qu'il avait décriés « mineurs » une fois pour toutes, quoique appréciés de pas mal d'amateurs – sont ceux d'une belle-mère qu'apparemment il adora. L'environnement familial, nombreux et dynamique (on recense une dizaine de femmes de sa famille, toutes très proches de lui), semble d'ailleurs avoir joué un rôle non négligeable pour l'équilibre intime d'un artiste qui reconnaissait volontiers apprécier ce « côté Chardin » de son existence, par contraste avec le « côté Fromentin » de ses errances culturelles.

Interrompus brusquement par la mort au moment où, après force collages, coutures et peintures « flottantes », l'artiste avait amorcé un net retour vers la toile sur châssis, l'œuvre de Lagoutte n'en est pas moins, selon la conclusion de Robert Coustet, dotée d'une impressionnante cohérence, au carrefour des grandes tendances de sa génération, de la bande dessinée et de l'art narratif au pattern painting, de Supports/Surfaces à l'application corporelle dans le paysage. Mais sa totale indépendance l'écarta du dogmatisme [car], au-delà de toutes les théories, de toutes les remises en cause, il garda toujours l'idée que l'art avait une dimension spirituelle et que, modestement, il se voulait paysagiste et peintre.

Plusieurs collections notables, et d'abord Beaubourg et la Banque nationale de Paris, s'étaient pas attendus à la disparition du créateur pour s'offrir un Lagoutte. Tout récemment, à l'initiative de François Garcia, conservatrice au Musée des beaux-arts de Bordeaux, cet établissement a décidé de consacrer 50 000 F à l'achat d'un Lagoutte, et la Caisse des dépôts et consignations a acquis Talay, vaste « toile libre cousue » de 1980 ; les successions de rouges de ce tableau sont peut-être le « souvenir » gardé par le peintre d'une de ses pérégrinations dans cette lande qui, entre 1978 et 1989, le vit une douzaine de fois, et longuement arpenter ses chemins de terre, emprunter ses autobus de campagne, dormir à la belle étoile, se baigner avec les pèlerins hindousthis.

Et rapporter de quoi fortifier son inspiration. La recherche de Robert Coustet, véritable mémorial du « voyage pour l'art » d'un peintre moderne, vient balayer d'un large éclairage le cheminement humain et culturel assez peu courant de Claude Lagoutte.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Discours par lequel de Gaulle, le 1<sup>er</sup> septembre 1966, s'en prit à la politique américaine en Indochine.

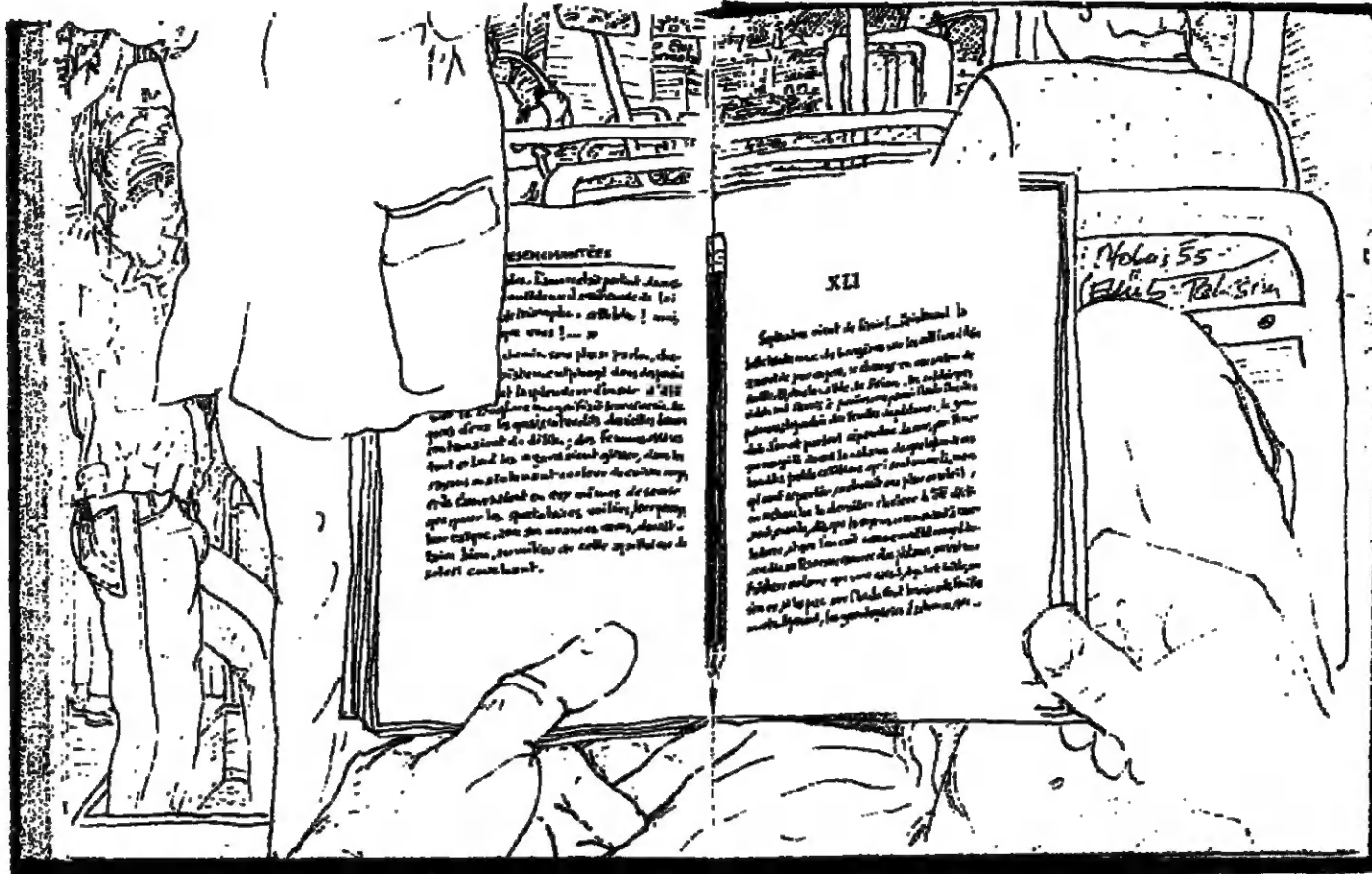
(2) Notamment le Cognac gastronomique d'André Marik, Bachelier-Bideaud, Angoulême, 1989.

► Le Musée des beaux-arts de Bordeaux expose jusqu'au 14 janvier, dans sa salle du vingtième siècle, une dizaine de Lagoutte de diverses périodes, provenant surtout de collections privées.

— La galerie Charles Sablon (21, avenue du Maine, au fond de l'allée, 75015 Paris, Tél. : (1) 45-48-10-48) présente des « œuvres majeures » de Claude Lagoutte jusqu'au 15 février.

— La galerie La Troisième Éclat (98, rue Vieille-du-Temple, 75002 Paris, Tél. : (1) 49-04-30-28) organisera, du 30 janvier au 31 mars, une autre exposition Lagoutte sur le thème « De parcours en randonnées, de trajets en traversées ».

— Le livre-album de Robert Coustet, Claude Lagoutte, 1938-1990 (édition de William Blake and Co, Tél. 56-31-42-20 ; 6 F. 4, 33037 Bordeaux – et du Centre régional des lettres d'Angoulême, 90 p., grand format, avec 57 illustrations en couleurs et noir et blanc, 175 F.), est en vente à la galerie Sablon et dans les principales librairies.



## Claude Lagoutte le mémorial du voyage



ANNE GAUDE